

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

LE CÉGEP ET LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES DU QUÉBEC :
LE CAS DU CÉGEP DE LA POCATIÈRE

par
Philippe Beauchemin
Mémoire présenté pour obtenir
La Maîtrise ès art (Histoire)

Université de Sherbrooke

Mai 2020

Résumé

Au Québec, la création des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) en 1967, représente véritablement un tournant important dans l'histoire éducative. En effet, cette institution unique au monde est l'un des grands fleurons de la Révolution tranquille. Il fut pensé et réfléchi de façon à offrir au plus grand nombre (indépendamment du genre et du revenu) une éducation supérieure de qualité devant donner à une génération les outils nécessaires pour compléter la modernisation du Québec. Ces lieux de savoirs se sont, au cours des années 1967 à 1970, dispersés sur l'ensemble du territoire québécois couvrant même les régions les plus éloignées. Ainsi, les cégeps ont non seulement permis d'offrir un meilleur accès à l'éducation, mais aussi de stimuler les petites communautés en devenant des pôles de développement régionaux.

À partir de l'observation de cas du cégep de La Pocatière, le présent mémoire tente de répondre à la question générale suivante : Dans quelle mesure la création des cégeps a-t-elle permis le développement des régions éloignées du Québec entre 1967 et 1993 ?

Pour répondre à cette question, nous déterminons d'abord les raisons qui ont favorisé la création des cégeps. Cet exercice permet de réaliser que le facteur géographique fut au centre des réflexions des penseurs du système d'éducation moderne. Ensuite, nous avons pu mettre la lumière sur le rôle déterminant des comités organisationnels locaux en nous intéressant à la mise en place du réseau des cégeps. Ces comités ont été des acteurs majeurs dans la distribution de ces établissements sur le vaste territoire. Enfin, par l'analyse des rapports annuels du cégep de La Pocatière, nous contribuons à comprendre de quelle façon ce dernier participe au développement de sa communauté d'un point de vue économique, culturel et communautaire.

Remerciements

J'aimerais remercier d'emblée ma directrice de recherche, Louise Bienvenue, pour m'avoir appuyé tout au long de la rédaction de mon mémoire de maîtrise. Malgré la distance qui nous séparait, elle a su me donner de judicieux conseils qui ont permis la réalisation de ce travail. La pertinence de ses commentaires et ses nombreux encouragements ont été essentiels pour l'élaboration de ce mémoire. Dans la même optique, j'aimerais souligner la contribution et l'implication d'Harold Bérubé et de Maurice Demers qui ont été les deux lecteurs de ce projet.

La qualité de ce mémoire réside dans l'extraordinaire patience de ma meilleure amie, colocataire et conjointe qui m'a encouragé tout au long de cette vaste aventure qu'est la maîtrise. Un énorme merci à Lysandre Paquette-Lavoie avec qui j'ai passé l'une des plus belles années de ma vie. La virulence et la qualité de ses commentaires n'ont eu d'égal que leur pertinence. J'aimerais aussi prendre le temps de dire le plus grand des mercis à mes parents Martine Blouin et André Beauchemin qui m'ont supporté toute ma vie et qui ont permis la réalisation de ce rêve. En plus de participer à la connaissance envers la création des cégeps, le présent mémoire se veut principalement un hommage à mon grand-père, Jean-Marie Beauchemin, qui figure à quelques reprises dans les pages qui suivent. Il a été mon inspiration principale et la raison de ma persévérance. Un dernier remerciement s'adresse à ma collègue et amie, Vicky Constantineau, qui m'a épaulé tout au long de ces deux années de maîtrise.

Table des matières

INTRODUCTION	1
 CHAPITRE I - Le projet cégep : un heureux compromis pour l'accessibilité géographique	22
1.1 La commission Parent et la restructuration du paysage éducatif québécois (1963-1965).....	24
1.2 Le rôle prépondérant des comités organisationnels dans l'établissement du réseau des cégeps (1965-1968)	32
1.3 La problématique des succursales (1967-1970).....	40
 CHAPITRE II - L'implantation des cégeps en région, une question de développement régional (1967-1979).....	47
2.1 L'aspect économique au cœur des préoccupations des comités organisationnels (1967-1969) .	49
2.2 L'importance d'un cégep dans l'Est du Québec : la rivalité entre Rivière-du-Loup et La Pocatière (1968-1969).....	61
 CHAPITRE III - Les cégeps comme moteur de développement des régions éloignées du Québec : le cas du cégep de La Pocatière (1978-1993).....	78
3.1 La Côte-du-Sud : une région en quête de modernité	80
3.2 Les cégeps comme créateurs et diffuseurs de contenus culturels.....	94
3.3 Le cégep de La Pocatière au diapason avec son milieu	104
 CONCLUSION	117
 BIBLIOGRAPHIE.....	126

Introduction

En 1961, le gouvernement de Jean Lesage met sur pied la Commission royale d'enquête sur l'enseignement qui a pour principal mandat de formuler une série de recommandations pour transformer et moderniser l'éducation au Québec. Présidée par Monseigneur Alphonse-Marie Parent, elle se conclut en 1964 avec le dépôt de la dernière tranche du Rapport Parent, totalisant 5 volumes et divisé en trois parties. Ainsi, suivant les recommandations de ce rapport, le gouvernement du Québec entreprend une vaste réforme de l'éducation à l'échelle de la province. Parmi les changements les plus significatifs, notons la mise sur pied du ministère de l'Éducation, la création des polyvalentes, une meilleure formation pour les professeurs au sein des universités et l'invention des collèges d'enseignements général et professionnel (cégeps)¹. Cette dernière mesure a pour objectif de centraliser autant les programmes techniques et préuniversitaires dans de mêmes lieux pour favoriser à la fois les échanges de connaissances et offrir un tronc commun à l'ensemble des étudiants de niveau postsecondaires. La création des cégeps permet donc de répondre au problème de décentralisation qui était très présent dans le réseau précédent. À cela s'ajoute une volonté d'offrir une éducation dite plus moderne, qui réponde aux enjeux de l'emploi de cette époque². Ainsi, le gouvernement veut former des techniciens et des experts dans différents domaines pour mieux s'adapter au développement de la fonction publique et

¹ Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*. Québec, ERPI, 2005, p. 164.

² Maurice Lebel, *Le Rapport Parent : La société d'aujourd'hui et l'enseignement*, Québec, Impression franciscaine missionnaire, 1965, p. 9.

plus généralement à l'émergence du secteur tertiaire dans la province et aux nouvelles réalités économiques de l'après-guerre. Cela marque une transition importante avec les collèges classiques qui étaient, jusqu'alors, l'emblème de l'éducation pré-universitaire au Québec. En effet, ces institutions offraient un enseignement essentiellement axé sur les humanités classiques. Cette période des années 1960 est aussi marquée par une volonté, du moins théorique, de rendre l'éducation plus communautaire³. C'est-à-dire que les nouveaux établissements scolaires, dont les cégeps font partie, ont aussi comme mandat de s'impliquer dans leur communauté et de devenir des leviers de développement à cette échelle. Dans cet esprit, des mesures prévoient des sièges sur le conseil d'administration de ces établissements pour des membres de la communauté⁴. Ainsi, le ministère de l'Éducation nouvellement créé veut favoriser un échange entre l'État et les citoyens par une implication directe. Enfin, les cégeps ont été conçus pour répondre à la forte hausse démographique que le Québec et, plus largement, le Canada subissent à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. En effet, en raison du *baby-boom* la population étudiante connaît une augmentation sans précédent. À cet effet l'historien Martial Dassylva souligne qu'en 1961, 44% de la population québécoise a 19 ans ou moins⁵.

Adopté en 1967 sous le gouvernement de l'Union Nationale à la suite de la défaite des libéraux, le Bill 21 régit et encadre légalement la création et l'administration des cégeps à l'échelle nationale. Cette loi prévoit que les cégeps sont des personnes morales qui peuvent notamment mettre en place des programmes ayant reçu

³ Québec, *Entre le discours et la réalité* (Collection Études et réflexions sur l'enseignement collégial 1982-1983), Rapport, Québec, Conseil des collèges, 1982-1983, p. 1.

⁴ *Ibid.*, p. 12.

⁵ Martial Dassylva, « La naissance des cégeps, 1964-1971 », mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, l'Université du Québec à Montréal, 2004, p. 22.

l'autorisation du ministère, administrer ses budgets, administrer ses biens meubles, hypothéquer ses immeubles, bref les cégeps sont des entités juridiques relativement autonomes⁶. Toutefois, les collèges d'enseignement général et professionnel doivent avoir l'autorisation du ministère pour acquérir, louer ou agrandir un immeuble⁷. La loi prévoit aussi la composition du Conseil d'administration et du Conseil exécutif des établissements qui sont nommés par le ministre de l'Éducation⁸.

Parallèlement, les années 1960 et 1970 sont aussi marquées par une volonté gouvernementale, à la fois provinciale et fédérale, de développer et de dynamiser l'Est du Québec (le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie). En fait, les deux paliers gouvernementaux veulent améliorer la vie des quelques 320 000 personnes habitant cette vaste région⁹. Dans cette optique, ils mettent sur pied le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (B.A.E.Q.) en 1963¹⁰. Son mandat principal est d'élaborer un plan d'aménagement et de développement du territoire en coopération avec les populations locales¹¹. Ainsi, à l'aide d'un budget de 258 millions de dollars, le B.A.E.Q. concentre une grande partie de ses actions à favoriser l'exploitation optimale des ressources naturelles de la région¹². Toutefois, selon des évaluations faites ultérieurement, peu de municipalités ont bénéficié des retombées de ce plan de développement, mise à part la ville de Rimouski. Effectivement, plusieurs municipalités restent encore marquées par

⁶ Gouvernement du Québec (1^{er} juin 2019), *LégisQuébec* [site Web], consulté le 8 août 2019, <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cs/C-29>

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ Clermont Dugas, « Le Développement régional de l'Est du Québec de 1963 à 1972 », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 17, no 41 (1973), p. 283.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*, p. 284.

¹² *Ibid.*, p. 287.

la fermeture de certains villages d'arrière-pays et le déplacement de populations lors de la création du parc Forillon. Selon le géographe Clermont Dugas, cette expérience unique dans l'histoire du Québec, n'a toutefois pas été un échec. Il explique que :

[l]'énorme effort d'aménagement tenté dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent n'a pas produit les effets escomptés. On ne peut toutefois pas dire pour autant qu'il s'agit d'un échec et que l'argent dépensé a été gaspillé. L'expérience a eu beaucoup d'effets positifs différents de ceux prévus. Elle a été également une véritable école de formation dont les effets sur la région et le Canada tout entier n'ont pas fini de se faire sentir.¹³

Bref, ce qui ressort le plus de cette période et de ces expériences, c'est la volonté de développement d'une région éloignée du Québec via la consultation et la participation citoyennes. Ce phénomène se remarque autant dans le plan d'aménagement de l'Est-du-Québec que dans le nouveau système éducatif.

Bilan historiographique

Pour bien baliser la recherche, il est nécessaire d'établir l'état des connaissances, non seulement historiques, mais aussi sociologiques et géographiques, afin de comprendre de quelle façon les auteurs ont abordé cette question dans les dernières décennies. Pour ce faire, nous nous pencherons de façon spécifique sur l'histoire de l'éducation au Québec. Nous chercherons donc à dégager les grandes tendances de cette historiographie, les thèses qui ont eu un impact majeur dans le domaine et la place qu'occupe l'étude des cégeps dans cette production savante.

¹³*Ibid.*, p. 341.

1.1 L'éducation postprimaire avant 1960

Malgré la présence d'une grande diversité d'institutions postprimaires disséminées sur l'ensemble du territoire québécois, le collège classique s'impose véritablement comme l'institution phare et le symbole de l'éducation pré-universitaire dans la période qui précède les années 1960. Le premier auteur à s'intéresser véritablement à ces collèges est l'historien Claude Galarneau avec la publication en 1978 de son ouvrage pionnier *Les Collèges classiques au Canada français (1620-1970)*. L'étude dresse un portrait exhaustif et complet des collèges classiques, de leur mise en place en Nouvelle-France en 1620 jusqu'à leur disparition vers la fin des années 1960. Elle s'intéresse à leur évolution dans le temps, la répartition territoriale, les modèles pédagogiques, le financement, la vie de pensionnaire, bref pratiquement l'ensemble des facettes qui composent ces collèges¹⁴. Cette synthèse majeure, faisant office de référence, présente l'institution comme un bastion du « clérico nationalisme » destiné à la formation d'une élite canadienne-française homogène et masculine selon le modèle pédagogique des humanités classiques, *Ratio studiorum*¹⁵.

L'ouvrage collectif, *Le collège classique pour garçons* de Louise Bienvenue, Olivier Hubert et Christine Hudon, publié en 2014, vient nuancer cette thèse. D'abord, l'objectif même de cette étude est de mettre en perspective la vision traditionaliste de Claude Galarneau¹⁶. Ainsi, en multipliant les approches autant qualitatives que quantitatives, les auteurs démontrent avec panache une vision beaucoup plus complexe

¹⁴ Claude Galarneau, *Les Collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, Montréal, Fides, 1978 p. 242.

¹⁵ *Ibid.*, p. 151.

¹⁶ Louise Bienvenue, Olivier Hubert et Christine Hudon, *Le collège classique pour garçons. Études historiques sur une institution disparue*, Québec, Fides, 2014, p. 28.

et nuancée du collège, et ce, en remettant en question son image traditionnelle de bastion du clérico-nationalisme et son modèle d'éducation issu de la Renaissance imperméable aux idées de modernités¹⁷. Les auteurs se dégagent de la thèse de Galarneau en illustrant que, même au 19^e siècle, les collèges classiques ont une volonté certaine de s'adapter à la nouvelle donne économique, notamment par une offre croissante de cours plus pratiques¹⁸. Cet ouvrage se consacre aussi à la dimension plus régionale des collèges classiques et sur la porosité de ces établissements face à leurs milieux respectifs¹⁹. En effet, les auteurs démontrent qu'il y a une volonté d'adapter l'offre de cours selon la clientèle étudiante présente dans la région à proximité. Cela remet donc en question la vision de rupture, entre collège classique et cégep, qui occupe une grande place dans l'historiographie portant sur les cégeps.

Certains auteurs se sont, quant à eux, intéressés aux autres établissements qui ont parsemé le Québec. Ceux-ci se sont principalement penchés sur des institutions en particulier, visant à les décrire dans un souci de mémoire et de compréhension du système actuel²⁰. L'un des ouvrages les plus significatifs de ce courant est celui de Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir* qui est une référence dans le domaine. Cette étude descriptive et destinée à un grand public trace un portrait global des différentes institutions scolaires qui ont couvert

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*, p. 53.

¹⁹ *Ibid.*, p. 45.

²⁰ À ce sujet, il faut souligner les ouvrages de Thérèse Hamel, *De la terre à l'école : histoire de l'enseignement agricole au Québec, 1926-1969*, *Un siècle de formation des maîtres au Québec au Québec : 1836-1939*, Montréal, Hurtubise, 2000, 366 p. et *Le déracinement des écoles normales : Le transfert de la formation des maîtres à l'université*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 231 p. Il est aussi impératif de noter l'ouvrage de Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 482 p., qui trace les grandes lignes de l'histoire de cet enseignement au Québec.

le paysage québécois avant et après la Révolution tranquille (écoles normales, écoles agricoles, écoles commerciales, écoles industrielles et instituts de technologie)²¹. À travers cet ouvrage, l'auteur décrit ce système comme étant un véritable fouillis où chacun des établissements répond à des autorités différentes²². En l'absence de ministère de l'Éducation en 1964, il y avait très peu de coordination et pratiquement aucune complémentarité entre les institutions.

1.2 Le Rapport Parent et la restructuration du système d'éducation

L'historiographie concernant le Rapport Parent est, quant à elle, dominée par deux grandes caractéristiques. En premier lieu, il faut noter qu'une grande partie des ouvrages produits sur ce sujet sont écrits par des protagonistes de la Révolution tranquille²³. En second lieu, l'historiographie présente majoritairement la réforme du système d'éducation comme étant une rupture positive dans l'histoire du Québec²⁴. Cette approche dépeignant le système antérieur comme décentralisé, cléricalisé et peu

²¹ Ces institutions sont très peu traitées par l'historiographie. Ce sont particulièrement les grandes synthèses qui s'intéressent à ces dernières. Il faut toutefois mentionner l'ouvrage de Thérèse Hamel, *Le déracinement des écoles normales*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 231 p., qui s'intéresse à la transition vers une éducation plus centralisée durant les années 1960.

²² Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*, Québec, ERPI, 2005, p. 153.

²³ L'étude la plus représentative de cette réalité est celle de Gabriel Gosselin et Claude Lessard, *Les deux principales réformes de l'éducation du Québec moderne. Témoignages de ceux et celles qui les ont initiées*, Québec, Presses de l'université Laval, 2007, 475 p. parue en 2007, dans un contexte de remise en question du modèle pédagogique québécois. Cet ouvrage permet de rendre compte des dynamiques internes de la commission Parent et de la vision de ses commissaires. Il faut aussi noter la contribution active de Paul Gérin-Lajoie, ancien ministre de l'Éducation sous l'administration Jean Lesage et les écrits de Guy Rocher et Gérard Filion, qui ont tous deux participé à la reconfiguration du système d'éducation.

²⁴ L'ouvrage *Le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur : antécédents et création 1867-1964*, Québec, Presses de l'université Laval, 1989, 430 p., d'Arthur Tremblay, ancien sous-ministre de l'Éducation, présente une vision un peu plus nuancée. En effet, en rappelant la genèse du ministère de l'Éducation, il remet en perspective cette idée de rupture soudaine. Il démontre l'apport non négligeable de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953-1956) dans l'édification du nouveau système d'éducation.

adapté aux nouvelles réalités économiques de l'après-guerre tend à renforcer l'idée selon laquelle la reconfiguration du système éducatif suivant le Rapport Parent représente un véritable progrès dans l'histoire du Québec. Cette idée maîtresse de l'historiographie post 1960 est notamment portée par Claude Corbo dans son ouvrage *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*, paru en 2002. Ce dernier affirme que « [l]e Rapport Parent peut être considéré comme un document fondateur de la société contemporaine québécoise²⁵ », le produit reflétant le plus l'esprit de la Révolution tranquille.

Cette perspective classique partagée par une myriade d'auteurs²⁶ a été longuement traitée dans un dossier spécial du *Bulletin d'histoire politique* en 2004, dans le cadre du 40^e anniversaire de la fin de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec. Les efforts des chercheurs sont consacrés à saisir ses origines et, plus encore, ses conséquences pour le Québec²⁷. Les différents auteurs présentent une vision très homogène du Rapport, à l'instar de la thèse de Corbo, comme étant une entreprise nécessaire et souhaitée par la population qui a profondément remodelé la société québécoise et l'a fait entrer dans la modernité. La grande originalité de ce numéro réside dans la multitude d'approches empruntées par les auteurs, qu'elles soient qualitatives ou même quantitatives. Cette façon de faire permet non seulement de renforcer l'image du document fondateur du système d'éducation québécois moderne, mais surtout de rendre compte de tous les changements qu'il a produits. Ces auteurs ne

²⁵ Claude Corbo, *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 36.

²⁶ Parmi ces auteurs, on peut compter les sociologues et historiens suivants : Claude Corbo, Andrée Dufour, Paul Inchauspé, Guy Rocher.

²⁷ Claude Corbo et Robert Gagnon, « Présentation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no 2 (hiver 2004), p. 14.

s'attardent toutefois pas véritablement à ce que l'on peut définir comme l'accessibilité géographique. En effet, l'accent est plutôt mis sur les réformes qui ont atténué les disparités selon le revenu et le genre. En prenant comme cadre l'une des institutions phares de cette « révolution » scolaire, soit les cégeps, mon mémoire permettra de cerner de quelle façon cette volonté de mieux desservir les régions éloignées du Québec s'est réalisée.

La vision positive dominante du Rapport Parent est toutefois nuancée par la sociologue Thérèse Hamel. En axant ses recherches sur les mutations de la formation des enseignants²⁸ dans son ouvrage publié en 1991 *Le déracinement des écoles normales : le transfert de la formation des maîtres à l'université*, cette dernière s'affaire à revoir la pertinence de l'une des grandes réformes du Rapport. En effet, en mettant continuellement en rapport les mesures prises par l'État au cours de la deuxième moitié des années 1960 et la réalité des acteurs du système d'éducation de cette époque (enseignants, étudiants, cadres et tous les autres membres du personnel composant une école normale), elle démontre que les décideurs politiques ont appliqué cette réforme à la hâte et sans véritablement consulter les protagonistes sur le terrain²⁹. Mon mémoire s'inscrit dans cette même lignée dans la mesure où j'analyse à la fois des archives institutionnelles et locales pour comprendre l'interaction entre le gouvernement et les acteurs de même que leur importance respective dans l'établissement et la gouvernance des cégeps.

²⁸ Ces institutions étaient en charge de la formation des enseignants et enseignantes à travers l'ensemble de la province avant le Rapport Parent. Les dernières écoles ont fermé leurs portes au cours de la première moitié des années 1970.

²⁹ Thérèse Hamel, *Le déracinement des écoles normales : le transfert de la formation des maîtres à l'université*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p. 57.

1.3 La création et la mise en place des cégeps

Les écrits concernant les cégeps sont encore peu nombreux. Toutefois, il est possible de déceler de grandes tendances. En effet, la plupart de ces travaux ont été produits pour répondre aux nombreuses critiques sociales concernant cette institution phare de la Révolution tranquille. L'essai de la sociologue Louise Corriveau, *Les cégeps : question d'avenir*, publié en 1989, s'inscrit dans cette mouvance. Il exprime l'idée largement partagée selon laquelle la création des cégeps a répondu à des préoccupations sociales comme l'accessibilité aux études supérieures³⁰. Ainsi, l'auteure démontre que la mise en place de ce réseau a permis de doubler l'effectif étudiant en seulement quelques années, notamment par le caractère mixte propre à cette institution³¹. Le mémoire de maîtrise de Martial Dassylva *La naissance des cégeps 1967-1971*, apporte de plus amples précisions à ce sujet. Cette étude a pour premier objectif de déconstruire l'idée selon laquelle la mise sur pied des cégeps s'est faite à la hâte et sans aucune préparation, qu'elle relève plus de l'improvisation que de la raison³². L'historien dément cette croyance populaire en démontrant clairement que cette nouvelle institution a longuement été réfléchie, et ce, bien avant la commission Parent³³. Il illustre la nécessité d'établir ce réseau pour répondre à la forte hausse démographique des années suivant la Deuxième Guerre mondiale et à la demande grandissante de la population pour une éducation plus polyvalente et utilitaire³⁴. Dassylva ne s'attarde toutefois pas spécifiquement aux cas des

³⁰ Louise Corriveau, *Les cégeps : une question d'avenir ?* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p. 22.

³¹ *Ibid.*, p. 26.

³² Martial Dassylva, « La naissance des cégeps, 1964-1971 », mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, l'Université du Québec à Montréal, 2004, p. 136.

³³ *Ibid.*, p. 145.

³⁴ *Ibid.*

régions éloignées. L'ensemble de son analyse néglige les transformations en matière d'accessibilité géographique. Mon étude tentera donc de combler cette lacune en s'intéressant de façon spécifique à la provenance des étudiants et au taux de rétention de ces derniers dans les régions à l'étude³⁵.

En plus de se pencher sur les cégeps selon la perspective de l'accessibilité, les auteurs ont voulu démontrer le caractère unique de cette institution. À ce sujet, l'ouvrage collectif dirigé par Lucie Héon, Denis Savard et Thérèse Hamel, *Les cégeps : une grande aventure québécoise*, publié en 2008 lors du 40^e anniversaire de cette institution, tend à encenser les cégeps en abordant leurs multiples facettes. Malgré son caractère descriptif et certaines lacunes méthodologiques, cette synthèse est majeure dans la mesure où elle dresse un portrait complet de l'institution sur une période de 40 ans. Le texte de Mélanie Cormier, qui figure dans le quatrième chapitre est particulièrement intéressant, puisqu'il traite directement de l'apport social, économique, culturel et sportif des cégeps dans les régions éloignées³⁶. Cette dernière propose une interprétation s'apparentant à celle que j'entends explorer dans ce mémoire, soit qu'au-delà du projet éducatif, les cégeps constituent des leviers de développement pour les communautés éloignées³⁷. Ce court texte est toutefois très fragmentaire et ne s'appuie que sur des entrevues faites avec des cadres de cégeps en région. Mon étude tend donc à enrichir cette réflexion en abordant

³⁵ Paul Inchauspé, dans son ouvrage *L'avenir du Cégep*, Montréal, Liber, 1992, 208 p. renforce cette idée en démontrant que le plus grand succès des cégeps aura été de démocratiser l'accès aux études supérieures dans les régions éloignées. En recadrant son analyse selon la perspective géographique, l'étude permet de comprendre de quelle façon les cégeps ont été créés pour répondre à des prérogatives régionales.

³⁶ Thérèse Hamel, Lucie Hamel et Denis Savard, *Les cégeps : une grande aventure collective québécoise*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 327-335.

³⁷ *Ibid.*, p. 327.

cette question à partir de documents historiques et en analysant l'interaction entre la population et les directives de l'État.

1.4 L'éducation et les régions

En ce qui concerne l'éducation et les régions, les études sont très peu nombreuses et véritablement disparates. Il est cependant possible de distinguer deux grandes tendances dans ce sous-champ d'étude. La première correspond à la volonté qu'ont certains auteurs de comprendre de quelle façon les institutions scolaires se sont adaptées aux réalités régionales et comment cela a pu être bénéfique. Il faut noter, à cet effet, l'article de Catherine Beaudry, Josée Laflamme et Andrée-Anne Deschênes, « L'attraction des diplômés universitaires en région périphérique : l'influence des facteurs régionaux », qui illustre que l'éducation supérieure en région est un facteur déterminant pour la rétention des diplômés issus de ces établissements³⁸. Cela permet de former une main-d'œuvre qualifiée susceptible de mieux répondre aux besoins régionaux et d'ainsi contribuer au développement des communautés³⁹. L'étude des politicologues Vincent Lemieux et Pierre Joubert « Administration, politiques et collégialité : les modes de gouverne dans les cégeps » abonde dans le même sens, puisqu'elle démontre que les cégeps adoptant un mode de collégialité⁴⁰ sont plus enclins à s'adapter au milieu et d'y contribuer⁴¹. Selon les auteurs, cette contribution peut prendre des formes diverses : mise

³⁸ Catherine Beaudry, « L'attraction des diplômés universitaires en région périphérique : L'influence des facteurs régionaux », *Recherches sociogéographiques*, vol.55, 2014, p. 376.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Selon les auteurs, un mode de collégialité est un mode de gestion où le pouvoir est décentralisé et où les acteurs de pouvoir visent une saine collaboration avec leur milieu.

⁴¹ Vincent Lemieux et Pierre Joubert, « Administration, politique et collégialité : les modes de gouverne dans les cégeps », *Recherches sociogéographiques*, vol.27, n° 3 (1986), p. 424.

en place d'événements sociaux adaptés à la communauté d'accueil ou construction d'infrastructures et de développement de projets culturels⁴². Il faut toutefois noter que cet énoncé se base exclusivement sur les observations des auteurs. Mon travail permettra d'appuyer ou d'infirmer cette hypothèse en apportant des mesures quantifiables et mesurables dans le temps.

La deuxième grande tangente de ce sous-champ traite des rôles économiques que peuvent jouer les institutions éducatives au sein de leur communauté. Ainsi, *Villes, régions et universités* de Raymond Hudon et Jean-Pierre Augustin avance la thèse selon laquelle les universités québécoises peuvent être des moteurs économiques non seulement dans les régions périphériques, mais aussi dans les centres urbains⁴³. En consacrant l'analyse autour de l'apport de l'université Laval à la revitalisation du quartier Saint-Roch à Québec, cette étude illustre de belle façon la collaboration entre l'université et la ville dans le succès de ce vaste plan⁴⁴. En suivant cette même perspective, nous tendrons à déplacer l'objet d'analyse au cadre régional. De cette façon, je pourrai constater si l'effet est le même au sein des petites communautés. Sur cette question, il faut noter l'article de Reda Besouda, Guy Chiasson, Mohamed Lamine Doubouya et Azzia Outghate, « Les cégeps et le monde de l'innovation : Au carrefour des dynamiques régionales et sectorielles », qui établit une corrélation entre la présence des centres collégiaux de transfert technologique et le développement régional⁴⁵. En effet, ces institutions liées aux cégeps permettent, principalement pour les régions éloignées, de

⁴² *Ibid.*, p. 428.

⁴³ Jean-Pierre Augustin et Raymond Hudon, *Villes, régions, et universités : Les acteurs et leurs pratiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002, p. 31.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 66.

⁴⁵ Reda Besouda, Guy Chiasson, Mohamed Lamine Doubouya et Azzia Outghate, « Les cégeps et le monde de l'innovation : Au carrefour des dynamiques régionales et sectorielles ? », *Innovation Journal*, vol.18, (2013), p. 3.

développer des connaissances technologiques susceptibles d'attirer de grandes entreprises et d'établir ainsi des partenariats permettant le développement régional⁴⁶. Contrairement à cette étude qui s'est penchée sur le cas de l'Outaouais, région relativement bien desservie, mon travail tentera de comprendre si les régions dites éloignées sont elles aussi susceptibles d'attirer de grandes entreprises grâce au développement de systèmes d'innovation.

Problématique et hypothèse

À partir de l'observation de cas du cégep de La Pocatière nous tenterons de répondre à la question générale suivante : Dans quelle mesure la création des cégeps a-t-elle favorisé le développement des régions éloignées du Québec entre 1967 et 1993 ?

Cette problématique générale comporte trois angles d'analyse spécifiques qui serviront de canevas pour notre travail. D'abord pour bien cerner l'impact des cégeps dans le développement des régions éloignées, nous nous questionnerons sur les motivations derrière la création de ces établissements. Au-delà de la volonté d'ouvrir les portes de l'éducation supérieure au plus grand nombre indépendamment du revenu et du sexe, les cégeps ont-ils aussi été conçus pour accommoder les communautés les plus isolées du Québec ? Ensuite, dans le but de comprendre la réaction de ces mêmes communautés lors de la création et de la mise en place des cégeps, nous nous interrogerons sur le rôle des acteurs locaux dans la distribution de ces établissements. Ont-ils joué un rôle déterminant ou la mise en place du réseau est-elle plutôt la seule résultante d'une directive étatique ? Enfin, dans le but de comprendre l'impact d'un

⁴⁶ *Ibid.*

cégep dans le développement de sa région, nous nous pencherons de façon spécifique sur l'apport du cégep de La Pocatière sur la population de la Côte-du-Sud. A-t-il joué un rôle important dans son développement ? D'un point vue social, culturel et économique de quelle façon le cégep participe-t-il à enrichir sa communauté ?

En guise de réponse préliminaire à cette vaste question, nous pouvons avancer l'hypothèse suivante : les cégeps présents dans les régions éloignées sont devenus, depuis leur création, des acteurs de développement régionaux très importants pour les communautés peu peuplées du Québec. En étant originellement pensés et créés pour s'adapter aux besoins et aux spécificités des régions, les cégeps ont permis d'attirer des étudiants provenant de d'autres régions et de retenir les jeunes déjà présents sur place. Ainsi, en créant des programmes spécifiques aux différentes régions, ces institutions ont rendu possible la création d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible de participer à l'essor économique de la région. Dans un autre ordre d'idées, les acteurs présents sur le terrain ont permis, par leur participation active dans la bonne mise en place du réseau, d'accroître le nombre d'institutions et, du même souffle, de permettre une meilleure accessibilité aux études supérieures dans les régions éloignées des grands centres. Enfin, nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle les cégeps sont devenus, grâce à leur communauté étudiante active, des plateformes de diffusion culturelle pour les régions peu peuplées. Parallèlement, en offrant des emplois bien rémunérés et en formant une main-d'œuvre de qualité, le cégep a nécessairement participé à l'essor économique de la région.

Méthodologie

Afin d'établir un cadre théorique, il importe de mieux définir le concept de développement régional qui est véritablement au cœur du travail. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), propose une définition très simple de ce vaste concept : « [...] un effort global pour réduire les disparités régionales par le soutien de l'activité économique (emploi et création de richesses) des régions⁴⁷ ». Ainsi, ce terme renvoie nécessairement au développement économique d'une région donnée qui peut se concrétiser par la mise en place d'infrastructures et de financement public et privé, par exemple. En fait, l'objectif est de fournir des leviers économiques aux régions pour que ces dernières tendent vers une autonomisation. Au-delà de l'action, le développement régional inclut la planification, l'évaluation et l'analyse. Il n'en reste pas moins que selon une perspective géographique, le développement régional comporte des facettes qui dépassent largement le cadre économique. À cet égard, les géographes ont tendance à regrouper autour de ce concept des perspectives sociales, démographiques et politiques. En fait selon le géographe Amor Belhedi, le développement régional relève « [...] d'un processus qui associe la croissance quantitative, les progrès qualitatifs et les transformations sociales et qui permet à une communauté de se prendre en charge [...] Le développement est cette adéquation entre croissance et besoins sociaux⁴⁸ ». Pour les besoins de ce travail, nous nous référerons aux définitions plus larges des géographes qui permettent d'avoir un cadre d'analyse beaucoup plus vaste. Ainsi, l'utilisation de ce concept permet d'analyser la croissance et la diversification de l'économie dans l'Est-du-

⁴⁷ OCDE (2019, 12 janvier), *OCDE* [site web], consulté le 16 septembre 2018, <https://www.oecd.org/fr/>

⁴⁸ Amor Belhedi (2012, 16 juillet), *AmorBelhedi's Blog* [site web], consulté le 16 septembre 2018, <http://www.AmorBelhedi.worldpress.com>

Québec, les transformations et les besoins sociaux de ces communautés et finalement la croissance de la production culturelle dans cette grande région du Québec.

Corpus de sources

Les sources que nous avons utilisées pour ce travail prennent diverses formes tout en se complétant mutuellement.

D'abord, nous avons pris la décision d'analyser le rapport Parent comptant trois tomes répartis en cinq volumes. Cette source maintes fois étudiée par les historiens constitue un outil essentiel pour bien comprendre les raisons pour lesquelles les cégeps ont été créés. Elle contient beaucoup d'informations sur les origines de cette institution et sur les objectifs initiaux qu'ils lui ont été donnés. Ainsi, en questionnant cette source autour de la notion d'accessibilité géographique, il nous a été possible de tirer de nouvelles informations concernant le choix du modèle des cégeps. Pour compléter cette dernière, nous avons aussi sélectionné différents rapports provenant du Conseil des collèges.

Ensuite, les rapports 6, 7 et 8 de la Mission des collèges seront mis à contribution. Ces derniers sont une véritable mine d'or pour comprendre comment l'application du modèle des cégeps s'est réalisée sur le terrain. En effet, le principal objectif de cet organisme, créé par le gouvernement en 1967, était de veiller à la bonne mise en place du réseau. Pour ce faire, la Mission a rencontré les différents représentants des communautés voulant accueillir un cégep. Par la suite, celle-ci a systématiquement documenté ces rencontres sous forme de rapports pour les transmettre au gouvernement.

Nous avons sélectionné les rapports 6,7 et 8 parce qu'ils couvrent directement la période à l'étude. Dans le cadre de son mémoire de maîtrise, Martial Dassylva a lui aussi analysé ces documents. Toutefois, nous proposons ici de les mettre en relation avec d'autres sources émanant des acteurs régionaux pour avoir une vision plus complète de cette période charnière pour les cégeps. Pour ce faire, nous avons sélectionné différents articles de journaux et certaines émissions de radio provenant de la Côte-du-Sud. Ceux-ci proviennent principalement du quotidien *Le Soleil*, édition Bas St-Laurent entre 1967 et 1968. Pour compléter ces sources, notre attention s'est portée sur l'analyse du fonds d'archives Raymond Marie Raymond disponible à la Société historique de la Côte-du-Sud. Ce fonds contient la correspondance entre M. Raymond, président du comité organisateur de La Pocatière, le ministère de l'Éducation et les responsables du comité organisateur de Rivière-du-Loup. Ces différentes lettres témoignent de l'ambiance lors des négociations pour l'obtention des cégeps et offrent un point de vue différent de celui des sources institutionnelles. De plus, nous avons analysé certains mémoires déposés par les représentants des communautés à la Mission pour obtenir un cégep. Ainsi, l'analyse conjointe de ce corpus permettra de se détacher d'une vision institutionnelle. L'accent sera plutôt mis sur les relations entre les divers acteurs et sur les enjeux propres à chacun.

Enfin, en ayant comme but de comprendre l'impact des cégeps dans les régions éloignées, nous avons sélectionné les rapports annuels du cégep de La Pocatière entre 1978 et 1993. Ce découpage temporel a été fait en raison de la disponibilité des sources. Effectivement, les rapports précédents 1978, soit ceux de 1969 à 1977, sont introuvables. Nous pouvons supposer que ceux-ci ont été perdus lors du réaménagement du cégep ou lors de la construction des nouveaux locaux dans les années 1990. Il faut noter que ce

phénomène n'est pas seulement l'apanage du cégep de La Pocatière, quelques autres cégeps ont aussi égaré plusieurs de leurs archives. Il n'en reste pas moins que ces dernières regorgent d'informations essentielles pour comprendre le fonctionnement du cégep et l'impact qu'il génère sur sa communauté. Dans les rapports de 1978 à 1987, excepté celui de 1983-1984, une section est dédiée à l'apport à la région. Celle-ci est généralement divisée en deux : les retombées économiques et les retombées culturelles ou communautaires dans certains cas. De plus, ces rapports contiennent des informations concernant le nombre d'élèves admis chaque année, les budgets annuels de l'établissement, les activités communautaires et culturelles organisées par l'institution et la composition du conseil d'administration. Toutefois, il faut souligner que par leur nature même, les rapports annuels se veulent une vitrine promotionnelle des accomplissements annuels du cégep. En effet, ces rapports ne sont pas normés par le ministère et se font à la discrétion de l'administration du cégep, contrairement au rapport financier qui eux sont encadrés. Il importe donc de traiter ces informations avec une certaine distance critique.

Démarche méthodologique

Le présent mémoire s'inscrit principalement dans le champ de recherche de l'histoire de l'éducation, tout en intégrant des concepts liés à la recherche en développement régional. Notre cadre méthodologie s'appuie sur une approche thématique suivant la chronologie de la création des cégeps. Ainsi, nous avons sélectionné une période d'étude s'échelonnant du dépôt du rapport Parent en 1963 jusqu'à la création des cégeps en 1967. De plus, pour mieux cerner l'impact d'un

établissement collégial dans une région éloignée, nous proposons de faire une étude de cas du cégep de La Pocatière de 1978 à 1993. Ainsi la période temporelle du présent mémoire s'échelonne de 1963 à 1993 comportant une ellipse temporelle de 11 ans. Cette institution fut sélectionnée en raison de son isolement par rapport au centre urbain qu'est la ville de Québec (environ 150 km de la capitale nationale) et de la faible densité démographique de La Pocatière. De plus, le passé éducatif de la ville, marqué par le long rayonnement du collège Sainte-Anne en fait un sujet d'étude particulièrement intéressant pour notre recherche. En ce qui concerne le découpage temporel, il fut effectué en raison de l'indisponibilité de certaines sources, soit des rapports annuels du cégep. En effet, ces derniers ont été égarés avant 1978 et ne comportent plus beaucoup d'informations après 1993. Dans le but de tirer un maximum d'informations des sources à l'étude, nous avons questionné ces dernières selon les trois grandes thématiques qui guident notre problématique et structurent nos chapitres. Ainsi, nous avons interrogé le corpus autour de ces quatre grandes questions :

1. Quel rôle a joué l'accessibilité géographique dans le choix du modèle des cégeps ?
2. De quelle façon les communautés habitant les régions éloignées du Québec ont perçu la création des cégeps ?
3. Quel rôle ont joué les comités organisationnels locaux dans la distribution des cégeps à travers la province ?
4. De quelle façon le cégep de La Pocatière a-t-il eu un impact sur le développement de la Côte-du-sud selon les perspectives économique, culturelle et communautaire ?

En concentrant notre analyse autour de la question de l'accessibilité géographique, nous croyons pouvoir mettre en lumière l'une des principales raisons du choix du modèle des cégeps. Cela permettra donc de pallier certaines lacunes dans l'historiographie, qui s'est principalement attardée à étudier l'accessibilité liée au genre et au revenu. De plus,

nous pourrons mieux cerner le rôle des communautés lors de la mise en place du réseau. Ainsi, nous croyons pouvoir démontrer les relations qui existaient entre les populations locales et l'État pendant cette période charnière. Enfin, l'étude de cas du cégep de La Pocatière apportera nécessairement plus d'éclaircissements sur l'impact de cette institution dans la communauté sud-côtoise.

Plan du mémoire

Dans l'optique de bien comprendre l'impact des cégeps dans le développement des régions éloignées du Québec, nous comptons, dans le premier chapitre, étudier le rôle de l'accessibilité géographique dans le choix du modèle des cégeps. Ce premier angle permettra de compléter les travaux effectués sur l'origine des cégeps. Dans le deuxième chapitre, nous nous pencherons sur la réaction des communautés à l'égard de la création et de la mise en place des cégeps dans les régions éloignées. Parallèlement, nous mettrons la lumière sur le rôle de ces communautés dans l'instauration et la distribution des cégeps à travers la province. Dans le troisième et dernier chapitre, nous nous intéresserons, à travers l'étude de cas du cégep de La Pocatière, à l'impact de cet établissement dans le développement de la région de la Côte-du-Sud. Pour ce faire, nous analyserons trois éléments : l'apport culturel, l'intégration et la mise en valeur du milieu et le développement économique de la région.

Chapitre I

Le projet cégep : un heureux compromis pour l'accessibilité géographique

L'histoire de l'éducation de la période qui suit la commission Parent et, plus particulièrement, celle de l'implantation des cégeps est encore très embryonnaire. Les rares historiens ayant traité de cette question ont principalement abordé le caractère polyvalent et très accessible des cégeps. Ils ont mis l'accent sur son aspect mixte et gratuit (ou presque) voulant démontrer qu'une plus grande partie de la population, en particulier les jeunes des milieux populaires ainsi que les filles, a eu accès à l'éducation supérieure en très peu de temps. C'est notamment le cas de l'historien Martial Dassylva qui a consacré son mémoire de maîtrise à cette question. Toutefois, mis à part l'étude de Paul Inchauspé, parue en 1992, qui demeure très fragmentaire¹, personne ne s'est véritablement penché sur l'aspect géographique qui est l'un des concepts les plus importants du projet des cégeps. En effet, de par sa nature même, le vaste territoire québécois représente un défi de taille pour l'élaboration d'un système éducatif de niveau collégial moderne et accessible aux diverses communautés qui parsèment la province.

Dans ce premier chapitre, nous nous affairerons à démontrer la prépondérance de l'aspect géographique dans l'élaboration et la mise en place du réseau des cégeps. Ainsi, à l'intérieur de cette première section nous nous interrogerons sur un aspect

¹ Paul Inchauspé met en lumière que l'un des plus grands succès des cégeps aura été la démocratisation de l'accès aux études supérieures dans les régions éloignées du Québec. L'auteur consacre toutefois son analyse autour des structures et de l'organisation administrative régissant les cégeps, sans les mettre en relation avec leur mise en œuvre sur le terrain et sans approfondir l'étude d'établissements spécifiques. De plus, la partie qu'il consacre à l'aspect géographique dans le premier chapitre intitulé *Accessibilité* de son ouvrage « L'Avenir du cégep » ne représente que quelques pages.

délaissé par la recherche : l'accessibilité géographique. Cette notion peut être définie comme étant la capacité d'un individu à accéder à une éducation de qualité indépendamment de son lieu d'habitation. Ce terme est très souvent utilisé dans le monde de la santé où il fait partie intégrante de la réflexion concernant la mise en place de nouveaux établissements de soins médicaux². Ce dernier s'inscrit en complémentarité avec l'accessibilité liée au genre et aux revenus. Toutefois, il est important de préciser que l'accessibilité géographique, comme notion, ne figure pas dans le rapport Parent. En effet, on retrouve plutôt les termes égalités des chances et décentralisation géographique. L'accessibilité géographique tend donc à englober l'ensemble de ces composantes pour faciliter la compréhension générale.

Dans un premier temps, à partir de l'analyse du discours du rapport Parent, nous évaluerons l'espace qu'occupe l'aspect géographique dans le modèle collégial que proposent les commissaires. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons aux rôles des acteurs locaux, les comités organisationnels en l'occurrence, dans la mise en place du réseau des cégeps. Pour ce faire, nous proposons d'interpréter les sources principales de l'étude de Dassylva, soit les rapports de la Mission des collèges, sous l'angle de l'accessibilité géographique pour compléter la réflexion à ce sujet. Dans un troisième et dernier temps, nous traiterons de la création des succursales qui sont à la fois un bel exemple de la grande place qu'occupe l'enjeu géographique dans la création du réseau

² Alphousseyeni Ndonky, Sébastien Oliveau, Richard Lalou et Stéphanie Dos Santos, (2015, décembre) « Mesure de l'accessibilité géographique aux structures de santé dans l'agglomération de Dakar », *European Journal of Geography*, [En ligne], no 12, sur le site Cybergo : revue européenne de géographie, consulté le 12 novembre 2018, <http://journals.openedition.org/cybergeo/27312>.

des cégeps et un révélateur du rôle actif des communautés québécoises dans l'élaboration du système collégial québécois moderne.

1.1 La commission Parent et la restructuration du paysage éducatif québécois (1961-1965)

1.1.1 L'aspect géographique au cœur des préoccupations

Présenté par plusieurs historiens et sociologues comme étant la porte d'entrée dans la modernité, le rapport Parent est encore aujourd'hui l'un des documents fondamentaux pour comprendre le système d'éducation actuel. Concrètement, la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, mieux connue sous le nom de commission Parent, qui fut formée en 1961, devait se pencher sur le système scolaire québécois de cette époque et apporter plusieurs recommandations au gouvernement. Le rapport, totalisant trois tomes divisés en cinq volumes, souligne quatre grands aspects qui doivent guider l'élaboration du nouveau système d'éducation. Dans un premier temps, les commissaires identifient la coordination et la collaboration de l'ensemble des institutions comme nécessaires au bon fonctionnement du système. C'est pour ce faire que la commission propose la mise sur pied d'un ministère de l'Éducation qui veillerait à cette tâche. Dans un deuxième temps, le rapport souligne à grands traits le manque de ressources financières et humaines de l'ancien système. Ce faisant, il propose que l'État prenne la charge financière de l'ensemble des institutions publiques et qu'une nouvelle taxe foncière soit mise en place pour en assumer les frais. De plus, la commission recommande, dans un troisième temps, que le nouveau système d'éducation soit pensé de façon à ce qu'il soit polyvalent. C'est-à-dire un système où il sera facile pour l'élève

d'évoluer autant verticalement qu'horizontalement³. En effet, avant la restructuration du réseau d'éducation par l'État dans les années 1960, il existait une multitude d'établissements scolaires de toutes sortes qui s'avéraient être de véritable cul-de-sac pour les élèves⁴. Par exemple, dans le système scolaire précédent le rapport Parent, il était impossible pour un élève étudiant dans un collège classique de changer son parcours pour aller étudier dans un institut de technologie sans devoir recommencer l'ensemble de ses études post-primaires. Le constat était le même pour une jeune fille voulant transférer d'une école normale à une école pour infirmière. De surcroît, les commissaires veulent offrir aux jeunes Québécois plusieurs outils qui leur permettront de performer dans la société moderne qu'est devenue le Québec⁵. Enfin, le dernier principe est celui de l'égalité des chances : « Les écoles de la province de Québec doivent être accessibles à chaque enfant, sans distinction de croyance, d'origine raciale, de culture, de milieu social, d'âge, de sexe, de santé physique ou mentale.⁶»

En plus de ces quatre éléments fondateurs, il importe de se pencher sur l'aspect géographique qui est à notre sens primordial pour bien saisir l'esprit du rapport Parent. En se fiant uniquement à la division des chapitres, on pourrait avancer que le rapport

³ En d'autres mots, le terme vertical réfère ici à la capacité d'un étudiant de pouvoir changer de niveau scolaire en toute facilité, comme par exemple, de graduer du primaire au secondaire. Tandis qu'une évolution horizontale renvoie plutôt à un changement d'orientation scolaire sur un même niveau. Ce système permettrait donc à un élève inscrit au cégep, par exemple, de se réorienter vers un programme d'étude professionnelle conduisant à un diplôme d'études professionnelles (DEP).

⁴ Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*, Québec, ERPI, 2005, p. 160.

⁵ Ces derniers veulent offrir un système polyvalent où le savoir classique (littérature, philosophie, histoire, etc...) serait mis de l'avant tout en offrant une panoplie de cours s'inscrivant directement avec les besoins du marché du travail. La commission veut donc à la fois former des citoyens éclairés et des travailleurs qualifiés.

⁶ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, première partie (tome I), *Les structures pédagogiques du système scolaire*, Québec, 1964, p. 96.

Parent fait abstraction de la question géographique. Toutefois, une analyse un peu plus approfondie permet de comprendre que les commissaires sont conscients de la difficulté qu'offre l'étendue du territoire québécois et qu'ils proposent un nouveau système adapté à cette réalité⁷. Ainsi, cette préoccupation de desservir les régions, en dépit de leur distance, est sous-jacente à l'ensemble de leur réflexion : « Et ces écoles doivent offrir à tous les services d'une qualité et d'une diversité comparables afin que l'écologiste des régions rurales de Gaspésie ou d'Abitibi ou des territoires non organisés de la Côte-Nord ne soit pas trop défavorisé par rapport au citoyen.⁸ » Les commissaires sont donc conscients des difficultés de l'étendue du territoire québécois et le prennent en compte dans le nouveau système éducatif qu'ils veulent mettre sur pied.

Le Rapport recommande de rassembler les services éducatifs des 12^e et 13^e années du secondaire dans un même lieu pour maximiser les ressources financières et humaines : « Or, la population restreinte du Québec, sa faible densité sur une grande partie de son territoire, les limites des ressources humaines et financières dont disposent la province ne permettent pas de maintenir le grand nombre d'institutions variées que nous connaissons et de hausser en même temps la qualité de l'enseignement.⁹ » Les commissaires sont donc conscients que le territoire québécois représente un obstacle de taille pour la réalisation de leur idéal d'égalité des chances. Ainsi, la création

⁷ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, deuxième partie (tome II, suite), *Les structures pédagogiques du système scolaire. B- Les programmes d'études et les services éducatifs*, Québec, 1964, p. 25.

⁸ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, première partie (tome I), *Les structures pédagogiques du système scolaire*, Québec, 1964, p. 96.

⁹ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, deuxième partie (tome II), *Les structures pédagogiques du système scolaire, A- Les structures et les niveaux d'enseignement*, Québec, 1964, p. 185.

d'institutions centralisées permettrait de pallier cette difficulté en dotant chacune des régions de centres éducatifs capables de fournir un enseignement supérieur de qualité. À cet effet, la commission recommande la création d'instituts pouvant accueillir environ 1500 élèves¹⁰. Cette mesure est fortement inspirée des *Junior Colleges* américains qui sont toutefois beaucoup plus vastes, pouvant compter entre 3000 et 5000 étudiants. En réduisant la taille de l'institut, les commissaires préconisent une plus grande présence des cégeps sur le territoire québécois : « À cause de la faible densité de la population dans plusieurs régions de la province, il n'est pas possible d'établir ici une norme aussi élevée : on imposerait aux élèves de s'éloigner considérablement de leur famille.¹¹ » Leur but est donc de maximiser les ressources éducatives dans de grands centres sans toutefois négliger les régions périphériques. L'institut permet donc d'occuper l'ensemble du territoire québécois tout en rationalisant les ressources disponibles.

Cependant, la commission est bien consciente qu'il ne sera pas possible pour tous les étudiants de se rendre de façon quotidienne au cégep en raison des grandes distances à parcourir¹². Dans cette optique, elle propose la mise sur pied de « maisons des étudiants » pour offrir à tous la possibilité de suivre des études indépendamment de la région qu'ils habitent : « [...] les jeunes demeurant trop loin de l'institut ou ceux pour qui le voyage deviendrait trop long en hiver, auront besoin de trouver un système de logement sur le campus de l'institut.¹³ » Les modalités de ces maisons ne sont toutefois pas bien définies : « On peut souhaiter que ces édifices soient beaux, simples et agréables à

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*, p. 209.

¹² *Ibid.*, p. 210.

¹³ *Ibid.*

habiter.¹⁴», se contente-t-on de mentionner en guise de balises. Le Rapport Parent ne fait que soumettre l'idée d'un tel établissement et laisse le soin au gouvernement d'en définir les composantes. Cette question des maisons étudiantes sera d'une grande importance dans le développement des cégeps régionaux comme nous le verrons dans le chapitre 3. L'institut qu'elle propose tend donc à accommoder la réalité territoriale québécoise en offrant une chance à tous de poursuivre des études supérieures.

1.1.2 Les cégeps et l'intégration dans le milieu : ce qu'en dit le Rapport Parent

À l'origine du projet des cégeps, la question du rapport entre l'institution et son milieu occupe aussi une grande importance. En effet, tout au long du Rapport Parent, les commissaires accordent une très grande importance au rôle d'animation communautaire que pourrait jouer cet institut dans les régions éloignées. Pour qu'un tel objectif puisse s'accomplir, ils recommandent une certaine décentralisation des pouvoirs administratifs du ministère au profit du cégep, notamment en ce qui a trait à l'offre de cours. L'objectif est double : favoriser une meilleure intégration du cégep dans son milieu pour que les besoins et la réalité de ce dernier soient mieux représentés et encourager son développement¹⁵. Cela se traduit notamment par la gestion de l'établissement par une corporation publique composée de membres reflétant les caractéristiques socio-économiques de la région¹⁶. En se dotant d'une telle structure administrative, le cégep sera en mesure de répondre aux besoins spécifiques de la communauté et d'y contribuer :

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, deuxième partie (tome II, suite}, *Les structures pédagogiques du système Scolaire. B- Les programmes d'études et les services éducatifs*, Québec, 1964, p. 289.

¹⁶ Québec, *Entre le discours et la réalité* (Collection Études et réflexions sur l'enseignement collégial 1982-1983), *Rapport*, Québec, Conseil des collèges, 1982-1983, p. 4.

« Il [cégep] se devra de rayonner dans son milieu, de contribuer par la collaboration avec d'autres mouvements à toute initiative éducative et de prêter son concours à toute forme de culture populaire.¹⁷ » Les bibliothèques scolaires représentent un bel exemple de cette vocation communautaire que doit avoir l'institut proposé. En effet, les commissaires identifient celles-ci comme devant servir « à la fois aux écoles et au public en général¹⁸ ». Le Rapport va plus loin en évoquant l'idée de la création d'un « bibliobus » qui desservirait les régions rurales, afin de leur offrir une littérature de qualité¹⁹. Ces mesures visaient notamment à contrer la sous-scolarisation chez les francophones catholiques qui étaient en majorité dans les campagnes québécoises. Par exemple, dans la région du Bas-Saint-Laurent au cours de la première moitié du 20^e siècle, malgré une croissance de la fréquentation scolaire chez les jeunes de 6 à 14, seule une minorité s'inscrivent aux études dites supérieures (écoles modèles, collèges classiques, académie, etc.)²⁰. De façon plus générale, l'historien Claude Corbo note qu'en 1958 sur 100 élèves seulement 13 francophones catholiques obtiennent un diplôme d'études de 11^e année au Québec²¹. Dans cette optique, le Rapport Parent propose un meilleur arrimage des établissements scolaires, dont les cégeps, avec le milieu pour mieux palier à cette problématique.

¹⁷ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, deuxième partie (tome II), *Les structures pédagogiques du système scolaire*, A- *Les structures et les niveaux d'enseignement*, Québec, 1964, p. 199.

¹⁸ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, deuxième partie (tome II, suite), *Les structures pédagogiques du système scolaire*. B- *Les programmes d'études et les services éducatifs*, Québec, 1964, p. 366.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Le Bas-Saint-Laurent*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, coll. « Les régions du Québec : histoire en bref », p. 137.

²¹ Pierre Doray et Claude Lessard, dir., *50 ans d'éducation au Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, p. 15.

De plus, le Rapport prévoit que certains cégeps puissent créer des cours spécifiques susceptibles de contribuer à l'essor économique de leur milieu pour s'adapter à leur région respective :

Dans certaines régions rurales où une culture ou une industrie est prédominante, on devra donner, à l'institut, la formation requise par les spécialistes de ces cultures ou industries : laiterie, pêche commerciale, fabrications diverses ; ces enseignements devront orienter les futurs spécialistes vers la recherche et l'invention de techniques nouvelles dans les spécialités en question, vers le développement d'industries et cultures connexes : fromagerie, conserverie de légumes, conserverie de poisson, etc...²².

Les commissaires veulent donc que les cégeps participent aux activités économiques prédominantes dans les régions d'accueil par la formation de techniciens et spécialistes dans le domaine. Ces derniers seront en mesure de favoriser l'émergence de ces secteurs et de les moderniser grâce à leur formation. Dans le même ordre d'idées, le Rapport mentionne que les cégeps doivent servir de facilitateur entre l'employeur et l'étudiant²³. Ainsi, l'institut que propose la commission Parent n'a pas seulement une vocation éducative, mais doit aussi servir d'outil de développement régional. Rédigé près de 15 ans après l'implantation des cégeps, le rapport *La relation cégep-milieu : Entre discours et la réalité*, publié en 1982 par le Conseil des collèges²⁴, vient confirmer l'importance de cette mission : « Le cégep proposé par le Rapport Parent en est un qui a sans contredit une vocation régionale et communautaire importantes.²⁵ » Mais le Conseil

²² *Ibid.*, p. 301.

²³ *Ibid.*, p. 302.

²⁴ Le Conseil des collèges a été mis sur pied en 1979 par le gouvernement québécois. Son rôle principal était de conseiller le ministère de l'Éducation à l'égard des cégeps et de fournir, à ces derniers, des études sur l'état des lieux.

²⁵ Québec, *Entre le discours et la réalité* (Collection Études et réflexions sur l'enseignement collégial 1982-1983). Rapport, Québec, Conseil des collèges, 1982-1983, p.10.

des collèges observera aussi un trop grand écart entre le discours des commissaires et la réalité sur le terrain.

En plus de favoriser une certaine décentralisation des pouvoirs au profit des cégeps, les membres de la commission Parent prévoient aussi une délocalisation des pouvoirs à des instances régionales devant représenter les paliers scolaires du secondaire et du primaire. Le Rapport recommande dans cet esprit la création de Conseils de développement scolaire devant servir d'intermédiaire entre les commissions scolaire régionales, responsables de l'administration des institutions primaires et secondaires et le ministère de l'Éducation²⁶. Ce niveau d'administration doit, selon le Rapport, « assurer le progrès général de l'enseignement et l'égalité des services scolaires entre toutes les commissions régionales de son territoire [...] »²⁷. L'objectif de chaque conseil est donc de s'adapter à son milieu et mettre en relief ses besoins spécifiques. Le Rapport va encore plus loin en émettant l'hypothèse que ces mêmes conseils seraient susceptibles de contribuer à la croissance économique de la région : « Le progrès de l'enseignement devra s'adapter à la fois aux besoins et aux possibilités de chaque région et pourra devenir partout facteur de développement économique.²⁸ » De plus, au niveau du financement des services éducatifs, le Conseil de développement scolaire se voit octroyer le pouvoir de « tenir compte des besoins particuliers de chaque région et de faire adopter pour l'ensemble de son territoire des priorités et des normes de services convenant mieux que des normes générales fixées pour toute la province. »²⁹ L'objectif

²⁶ Province de Québec, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec [Rapport Parent]*, Troisième partie (tome III), *L'administration de l'enseignement. A Diversité Religieuse, culturelle, et unité de l'administration*, Québec, 1966, p. 177.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*, p. 178.

du conseil est donc de s'assurer que toutes les localités à l'intérieur d'une région donnée bénéficient des mêmes services. Ainsi, il existe au sein du rapport Parent une volonté de rendre l'ensemble des paliers scolaires plus communautaires.

Bref, le discours portant sur l'accessibilité géographique et l'intégration au milieu dans le Rapport Parent révèle que ces deux termes, pourtant délaissés par la recherche sur les cégeps, sont sous-jacents à l'ensemble de la réflexion des commissaires. En effet, pour ces derniers, les cégeps représentent un véhicule idéal pour atteindre l'idéal d'égalité des chances, non seulement en ce qui a trait aux revenus et au genre, mais aussi par rapport à l'aspect géographique. De surcroît, les rôles des cégeps définis par le Rapport sont de représenter et de servir la communauté dans laquelle ils s'établissent. Ceux-ci n'ont pas été seulement pensés comme des institutions éducatives, mais aussi comme de potentiels outils de développement régional.

1.2 Le rôle prépondérant des comités organisationnels dans l'établissement du réseau des cégeps (1965-1968)

1.2.1 La Mission des collèges et les comités organisationnels régionaux

Responsable de développer ce qu'on appellera plus tard les collèges d'enseignement général et professionnel (cégep), le Comité de planification de l'enseignement préuniversitaire et professionnel (COPEPP) est créé en 1965 par le gouvernement Lesage³⁰. Il comporte 28 individus représentant les divers institutions ou

³⁰ Dassylva, op. cit., p. 67.

groupes qui composent le paysage éducatif québécois³¹. Ce dernier identifie six objectifs auxquels cette nouvelle institution doit répondre :

[...] 1^e assurer au plus grand nombre possible d'étudiants, qui en ont les aptitudes, la possibilité de poursuivre des études plus longues et de meilleure qualité; 2^e cultiver l'intérêt et la motivation chez les étudiants pour diminuer le nombre des échecs et des abandons prématurés; 3^e favoriser une meilleure orientation des étudiants selon leurs goûts et leurs aptitudes; 4^e hausser le niveau des études préuniversitaires et de l'enseignement professionnel; 5^e uniformiser le passage des études secondaires aux études supérieures; 6^e mieux préparer les étudiants à entreprendre ces études supérieures³².

En plus de ces grands objectifs, le COPEPP a la volonté de créer un certain équilibre au sein des conseils d'administration de chacun des cégeps. Ainsi, les normes qui encadrent la formation des conseils d'administration sont pensées de sorte que les étudiants, les enseignants, les cadres et les représentants des universités et de la région soient représentés³³. De cette façon, le cégep sera en mesure de refléter l'ensemble des composantes de son organisation et de s'adapter au milieu dans lequel il s'établit. Le comité veut donc mettre sur pied un établissement polyvalent, souple et surtout démocratique, pour que l'ensemble des étudiants québécois puisse bénéficier d'une éducation de qualité la plus adaptée possible à leurs aptitudes et à leurs intérêts. Le COPEPP ne fait toutefois aucune mention d'une meilleure accessibilité selon la situation géographique. En effet, cet aspect est très peu présent dans les discussions de l'organisme. L'historien Martial Dassylva qui a analysé les comptes rendus des réunions du COPEPP note que ce sont principalement des questionnements liés à l'aspect

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, p. 50.

³³ *Ibid.*, p. 93.

juridique et au financement qui occupent la majeure partie des rencontres³⁴. Toutefois, il souligne un peu plus loin que plusieurs régions ont manifesté un intérêt certain pour ce modèle d'institution.

Parallèlement à la mise en place du cadre législatif entourant les cégeps, le gouvernement québécois crée en 1966 la Mission des collèges, un organisme chargé de travailler sur le terrain pour assurer une implantation rapide de cette nouvelle institution³⁵. Il est composé essentiellement de hauts fonctionnaires ayant œuvré depuis plusieurs années dans le domaine de l'éducation. La Mission est administrée par deux sous-ministres de l'éducation nouvellement nommés en 1966: Yves Martin, ayant travaillé au ministère de l'Éducation depuis sa création, et Jean-Marie Beauchemin, ancien secrétaire général de la Fédération des collèges classiques. Ces derniers sont épaulés par Paul-Émile Larose, nommé directeur adjoint de la Direction de l'enseignement préuniversitaire. À la tête de ce nouvel organisme, on retrouve le Père Gaston Bibeau, membre du Conseil supérieur de l'éducation et ancien supérieur du Séminaire de Joliette. Au cours de son existence, la Mission des collèges produira huit rapports entre 1966 et 1969, afin de répondre à son double mandat. La première partie de ce mandat consiste à rencontrer l'ensemble des comités organisationnels régionaux qui désirent obtenir un cégep sur leur territoire. Ces comités sont formés sur une base volontaire et sont composés de divers acteurs du milieu (hommes d'affaires, directeurs d'école, parents d'élèves, agents syndicaux, etc.) devant représenter leur communauté. Ils sont administrés par un conseil exécutif au nombre variable et assistés par un nombre tout aussi variable de conseillers.

³⁴ *Ibid.*, p. 72.

³⁵ *Ibid.*, p. 93.

Les comités organisationnels locaux ont comme rôle de présenter un mémoire à la Mission des collèges expliquant les raisons pour lesquelles un cégep devrait être octroyé à leur région selon les critères imposés par la Mission. Ces documents doivent entre autres contenir un inventaire des institutions présentes sur le territoire, une présentation des ressources pédagogiques dont disposent la région et des prévisions démographiques. Ces comités auront une importance capitale lors de la mise en place du réseau comme nous pourrons le constater dans une prochaine section de ce chapitre. La deuxième partie du mandat de la Mission est de rendre compte de ses rencontres sous forme de rapports et d'apporter des recommandations au ministère de l'Éducation. Pour ce faire, la Mission des collèges s'est dotée d'une série de critères qui se doivent d'être respectés pour l'obtention d'un tel établissement : « [...] l'existence d'un bassin de population considérable, une concentration démographique dans un pôle urbain, une concentration d'institutions d'enseignement post-secondaire au même endroit ; l'expérience antérieure de coordination pédagogique et la volonté des institutions de participer à une nouvelle structure unifiée³⁶. »

Un autre aspect considéré par la Mission dans l'évaluation des dossiers est la volonté de collaboration entre les diverses institutions déjà présentes sur un territoire donné. En effet, étant consciente du nombre considérable d'établissements déjà présents, la Mission veut éviter toute compétition inutile envers ces derniers. L'objectif est donc qu'une collaboration saine s'établisse pour assurer le meilleur enseignement possible³⁷. La Mission constate, dès sa création, que plusieurs écoles sont vouées à disparaître ou à

³⁶ *Ibid.*, p. 104.

³⁷ Québec, *Sixième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, février 1967, p. 6-7.

se transformer. De plus, suivant les recommandations du Rapport Parent et du COPEPP, la Mission identifie cinq grands principes devant être les fondements des cégeps : l'unité de direction administrative, l'unité de direction pédagogique, l'unité du corps enseignant, l'unité du corps étudiant et, finalement, l'unité de l'enseignement³⁸. Selon la Mission, les cégeps doivent donc être des lieux centralisés et uniques devant desservir chacun des bassins démographiques identifiés par le ministère. Ce découpage rationnel est fait en considération de la densité démographique et des distances entre chaque centre urbain. Le ministère divise donc le territoire en régions éducatives comportant un bassin démographique d'environ 150 000 individus où, en théorie, il ne devrait y avoir qu'un seul cégep³⁹. L'objectif premier derrière cette recommandation vise à éviter la dispersion des ressources et à doter les régions de pôles éducatifs majeurs susceptibles de contribuer au développement du territoire. Tout comme dans les critères établis par le COPEPP, la Mission ne signifie pas clairement sa volonté de créer un réseau susceptible de bénéficier à l'ensemble des régions du Québec. Cette dernière mentionne toutefois qu'elle veut prendre en compte « [...] l'étendue et la situation géographique du territoire couvert⁴⁰. » Il n'en reste pas moins qu'en réalité cette prérogative géographique fut délaissée par la Mission et remise de l'avant par les comités organisationnels locaux. L'accessibilité géographique n'est donc pas réellement prise en compte initialement par cet organisme. Le COPEPP et la Mission tendent plutôt à définir les critères d'implantation de façon très uniforme sans prendre réellement en compte les besoins des populations des régions les plus éloignées du Québec qui ne répondent pas nécessairement à ces derniers.

³⁸ *Ibid.*, p. 47.

³⁹ Dassylva, op. cit., p. 103.

⁴⁰ Québec, *Sixième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, février 1967, p. 8.

1.2.2 De la théorie à la pratique : les frictions entre la Mission des collèges et les comités organisationnels locaux

Ce sont véritablement les comités organisationnels locaux qui ont joué un rôle déterminant dans la reconfiguration de la répartition des cégeps à travers le territoire québécois. En effet, ces derniers ont réussi, grâce à leurs demandes, à revoir les critères imposés par la Mission au profit des régions les moins peuplées du Québec. Ces groupes hétérogènes, représentent les intérêts des régions susceptibles de recevoir un cégep. L'analyse des comités organisationnels permet de comprendre que la création du réseau des cégeps n'est pas l'apanage du ministère de l'Éducation et de ses organismes, mais qu'elle est aussi l'œuvre des communautés qui ont su faire valoir leurs revendications respectives. Ils sont responsables de la répartition des cégeps actuels sur le territoire québécois.

L'argumentaire de ces comités se basait sur deux grands éléments : l'accessibilité géographique et le développement de la région⁴¹. Comme nous l'avons vu plus tôt, les critères imposés par le COPEPP et la Mission avaient été établis à partir d'une division territoriale basée sur la densité démographique. Ces derniers sont très rationnels et ne prennent pas nécessairement en compte la réalité des communautés les plus éloignées. Sans confronter directement la Mission, les comités organisationnels de certaines régions⁴² ont intégré dans leur mémoire un argumentaire basé sur l'accessibilité

⁴¹ Le deuxième chapitre se penchera quant à lui sur la rhétorique portant sur le développement régional et plus spécifiquement sur l'argument économique.

⁴² Ce sont principalement les comités représentant les régions les plus éloignées du Québec (Abitibi, Côte-Nord, Gaspésie, etc...) qui ont émis ces demandes. Toutefois, l'argument de l'accessibilité géographique fut aussi utilisé par plusieurs comités organisationnels de la Montérégie.

géographique. En fait, leur objectif était de mettre en lumière l'inadéquation du premier découpage territorial. Ainsi, certains comités ont délaissé les critères rationnels et ont plutôt souligné l'impérieuse nécessité d'avoir un cégep pour leur région. Parmi ces comités, il faut souligner celui de la municipalité de Saint-Jean qui revendique un cégep au nom de l'accessibilité géographique : « Attendu que l'absence d'un Collège d'enseignement Général et Professionnel à Saint-Jean forcerait des centaines d'étudiants à voyager à Longueuil, à Montréal et à Valleyfield pour poursuivre des études pendant que des milliers d'autres devraient y renoncer faute de ressources pécuniaires.⁴³ »

Il n'en reste pas moins que le cas le plus probant de cette réalité est sans contredit celui du cégep à Rimouski, conçu initialement comme une institution unique devant desservir l'ensemble du bassin démographique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine⁴⁴. Ainsi, les étudiants de la Haute Gaspésie et de la Baie-des-Chaleurs, par exemple, devaient s'exiler le temps de leurs études à Rimouski. Contestant cette mesure, le comité d'organisation de la Gaspésie, composé d'intervenants du système scolaire de la région, fait parvenir en 1967 à la Mission des collèges un mémoire présentant les raisons pour lesquelles il devrait y avoir un cégep à Gaspé. L'argumentaire qu'il élabore ne se base pratiquement pas sur les critères imposés préalablement. Au point huit, on constate que le comité met de l'avant l'un des grands principes qui a guidé la création des cégeps depuis le Rapport Parent, l'égalité des chances : « Attendu que les Collèges d'enseignement général et professionnel doivent permettre une scolarisation plus poussée des jeunes de toutes les régions.⁴⁵ » Il y a donc, ici, la volonté de réaffirmer que

⁴³ Québec, *Septième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, 1968, p. 35.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 118.

⁴⁵ Québec, *Sixième Rapport*, p. 146.

l'égalité des chances passe aussi par l'aspect géographique. Le point suivant vient en quelque sorte souligner à grands traits l'incongruité de la répartition initiale des cégeps de 1967 : « Attendu qu'un trop grand nombre de nos étudiants devant s'expatrier afin de poursuivre des études supérieures nous sont ravis par les centres urbains.⁴⁶ ». On comprend donc que le comité représentant la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine veut encourager la Mission à revoir sa répartition des cégeps en prenant en compte le critère de l'accessibilité géographique.

Ces revendications encouragent la Mission à revoir sa façon d'attribuer un cégep à une région donnée. On peut constater un changement dans le discours de cette dernière dès le sixième rapport en 1967. Celle-ci comprend le défi géographique que représente la Gaspésie et recommande au ministère de l'Éducation d'octroyer un cégep malgré la densité démographique relativement faible de la région. En effet, selon les prévisions, la région ne pourrait fournir que 900 étudiants potentiels pour le cégep contrairement aux 1500 établis par les critères initiaux. C'est véritablement l'argument portant sur l'accessibilité géographique qui est déterminant dans ce cas de figure : « Sans CEGEP en Gaspésie, Rimouski (et Matane, si est maintenu à cet endroit un centre d'enseignement collégial) devra absorber et loger les finissants de secondaire de la Péninsule et de la Baie des Chaleurs ; il n'est pas sûr qu'il soit profitable qu'il le fasse.⁴⁷ » De surcroît, on peut constater dans le septième rapport un assouplissement des critères de la Mission. En effet, cette dernière tend à assouplir ses critères et faire place à une nouvelle rationalité pour accepter certains cas particuliers, notamment en ce qui a trait

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*, p. 155.

aux régions plus éloignées. Le modèle des associations entre centres collégiaux qui prévoit la création de petites antennes ou de satellites représente bien ce changement de paradigme dans le processus d'attribution régionale des cégeps⁴⁸. À partir de 1968, en effet, on autorise une nouvelle façon de faire : « Un collège peut s'associer une institution d'enseignement lorsqu'il désire assurer un service d'enseignement collégial public dans une région géographiquement éloignée.⁴⁹ » La Mission fait donc directement écho à l'argumentaire des comités organisationnels lors de ses recommandations au ministère. Ce cas très précis représente bien le rôle qu'ont eu les comités organisationnels locaux dans la distribution des cégeps de la province. En effet, c'est véritablement l'interaction entre cet acteur de première ligne et la Mission qui a été déterminant dans la première phase d'établissement.

1.3 La problématique des succursales (1967-1970)

Une fois les principes d'attribution révisés, il importe d'examiner leur application réelle sur le terrain. Pour bien illustrer ce point, nous avons sélectionné l'exemple de la mise sur pied des succursales entre 1967 et 1971. Effectivement, la création de ces dernières représente bien le rôle concret des comités et, plus largement, de la population dans la mise sur pied du réseau. Au cours de la première année de la mise en place des cégeps en 1967, la Mission est confrontée à plusieurs requêtes concernant la création de campus délocalisés. Pour présenter cette « problématique » au ministère de l'Éducation,

⁴⁸ La Mission recommande qu'une association soit possible entre deux ou plusieurs centres collégiaux ayant la capacité d'offrir un service éducatif conformément aux critères imposés par cette dernière. L'objectif de ce modèle est d'assurer une plus grande présence sur le territoire. L'association est toutefois soumise à plusieurs conditions comme nous le verrons plus loin.

⁴⁹ Québec, *Septième Rapport*, p. 28.

celle-ci illustre le cas de la ville de Saint-Hyacinthe qui est particulièrement représentatif de ce qui se passe sur le terrain :

Dans la région présumément desservie par Saint-Hyacinthe, deux centres, de moyennes importances, dispensent actuellement un enseignement collégial partiel ; ce sont Sorel (Tracy) et Granby. Sans ambitionner un CEGEP pour septembre 1968, l'un et l'autre de ces centres, Tracy en particulier, veulent conserver cet embryon d'enseignement collégial et même le développer⁵⁰. Ils seraient disposés et même désireux d'accepter la tutelle de Saint-Hyacinthe du moment qu'on leur permettra d'offrir à leurs étudiants respectifs les services qu'ils réclament. Ils acceptent de mauvaise grâce de rétrograder en étant obligés d'orienter leurs étudiants vers un CEGEP unique, alors qu'actuellement il est possible de recevoir sur place un enseignement collégial, fut-il incomplet.⁵¹

Le comité met ainsi de l'avant un argumentaire se dressant autour du droit à l'accessibilité géographique⁵². Les villes de Granby et Sorel-Tracy veulent donc conserver un enseignement collégial local pour éviter de perdre un accès direct à l'éducation supérieure. Le comité d'organisation représentant la région de Saint-Hyacinthe, ville qui possède déjà un institut dispensant une éducation supérieure, suggère donc qu'une dizaine d'établissements scolaires (écoles normales, institut de technologie, école de musique, école des infirmières, école de textile), répartie entre Sorel Tracy, Granby et Saint-Hyacinthe, soit convertis en un cégep possédant deux succursales, l'une à Granby et l'autre à Sorel-Tracy et que le siège social soit à Saint-Hyacinthe⁵³. Toutefois, la création de tels campus délocalisés contrevient directement

⁵⁰ Les centres collégiaux identifiés par la Mission réfèrent aux diverses institutions déjà présentes dispensant un enseignement supérieur (collèges classiques, académies, instituts de technologies, etc...)

⁵¹ Québec, *Septième Rapport*, p. 22.

⁵² *Ibid.*, p. 23.

⁵³ *Ibid.*, p. 31.

aux recommandations du Rapport Parent et à l'un des grands objectifs des cégeps, la centralisation de l'éducation supérieure. De plus, cela va aussi à l'encontre des cinq unités fondamentales mises de l'avant par la Mission. Les membres de la Mission soulignent à grands traits cette incompréhension de la population à l'égard des cégeps devenant de plus en plus problématique : « Il ne s'agissait pas de recueillir la succession de toutes les maisons de la Province, tant privées que publiques qui jusqu'à présent administraient un enseignement de niveau dit collégial. Quelques-unes étaient destinées à disparaître ou à changer leur orientation [...]»⁵⁴ La mission rajoute un peu plus loin dans son septième rapport : « À ce compte, et pour satisfaire tous les requérants, il faudrait établir des "succursales" ou des "sous-pôles" dans plus de 50 endroits⁵⁵ ». Celle-ci veut donc prévenir cette multiplication des succursales pour éviter une dispersion des ressources et la création inutile de cégeps.

Malgré les revendications qui se font de plus en plus insistantes de la part du comité organisationnel de Saint-Hyacinthe et de plusieurs autres municipalités⁵⁶ du Québec, la Mission reste campée sur ses positions initiales. En effet, dans son septième rapport déposé en mai 1968, elle déconstruit de façon systématique les arguments avancés par les comités organisationnels⁵⁷. Le plus récurrent et significatif d'entre eux est l'accessibilité qui subit de sévères critiques⁵⁸. Selon la Mission cette rhétorique est valide, mais comporte plusieurs failles importantes. En effet, la multiplication des centres éducatifs est identifiée par la Mission comme pouvant représenter un risque

⁵⁴ *Ibid.*, p. 24.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Le rapport ne précise pas explicitement quelles sont ces autres municipalités, mais souligne que cette problématique se « [...] rencontre dans presque toutes les petites villes de la province ou du moins dans tous les endroits où un enseignement de niveau collégial (général et technique) existe déjà. » p. 23.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*, p. 25.

significatif concernant la qualité de l'enseignement et des infrastructures des cégeps initialement pensés par le Rapport Parent : « Il faut qu'il y en ait suffisamment pour répondre au besoin général de la population mais on ne doit pas les multiplier, les diviser au point de changer leur nature même et de les rendre inaptes à remplir réellement leur rôle. ⁵⁹» De surcroît, dans son huitième rapport, la Mission revient sur cet enjeu, reformulant les indications claires qu'elle avait déjà prodiguées au ministère de l'Éducation. De nouveau, elle insiste sur le fait que ces succursales ne seraient pas capables de prodiguer des services tels que convenus par le COPEPP ⁶⁰. Enfin, on peut lire, dans un dernier paragraphe percutant, une mise en garde à l'égard du ministre :

On risque ainsi de perpétuer un état de chose contre lequel la Commission Parent avait voulu réagir et la population en proie à l'insécurité où ballottée par des mouvements d'opinions dont elle ne peut mesurer la portée, réclame à grands cris des solutions locales tronquées qui ne concordent pas toujours avec le bien commun de la Province.⁶¹

Il faut toutefois souligner que, malgré les recommandations claires de la Mission, le ministère de l'Éducation octroie tout de même les lettres patentes d'un cégep à Saint-Hyacinthe avec deux campus délocalisés à Granby et à Sorel-Tracy. Les raisons qui ont motivé cette décision demanderaient l'analyse des comptes rendus des réunions du ministère de l'Éducation. Dans son étude, Martial Dassylva propose l'interprétation suivante pour expliquer un tel dénouement : « Mais, face aux demandes de la population et à sa dispersion sur le territoire québécois, le gouvernement avait-il vraiment le

⁵⁹ *Ibid.*, p. 26.

⁶⁰ Québec, *Huitième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, janvier 1969, p. 56.

⁶¹ *Ibid.*

choix ?⁶² » Il n'en reste pas moins que cette situation illustre très bien deux éléments essentiels dans la mise en place du réseau : une rhétorique axée sur l'accessibilité géographique pour l'obtention d'un cégep de la part des comités organisationnels et une influence certaine de ces derniers sur les recommandations de la Mission ainsi que sur les décisions du gouvernement.

On peut donc constater, dans le cas de Saint-Hyacinthe, que la Mission refuse catégoriquement de concéder la création de succursales, malgré qu'elle soit consciente des revendications de la population locale. Le comité organisationnel n'est donc pas en mesure de changer l'opinion de la Mission à ce sujet. Toutefois, il réussit à court-circuiter cet organisme consultatif et à influencer directement le gouvernement qui détient le pouvoir décisionnel. Le pouvoir des comités reste donc relativement limité à l'égard de la Mission. Leurs recommandations ne sont cependant pas toutes vaines. Dans l'exemple qui nous intéresse ici, la Mission est prête à faire un compromis qui s'avèrera important dans la construction de plusieurs cégeps, en proposant un modèle d'association pour les régions éloignées. Cette formule est toutefois soumise à plusieurs conditions. D'abord, elle ne peut que s'effectuer en région très éloignée où la densité démographique est très faible par kilomètre carré⁶³. Ensuite, la Mission définit qu'une telle association est possible lorsque le ou les cégeps en question veulent dispenser un enseignement spécialisé en lien avec l'une des particularités de sa région d'accueil⁶⁴. Enfin, elle souligne qu'un contrat clair doit être signé entre le cégep et sa corporation pour assurer une collaboration claire et saine⁶⁵. Selon la Mission, cette formule ne

⁶² Dassylva, *op. cit.*, p. 125.

⁶³ Québec, *Septième Rapport*, p. 28.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 29.

⁶⁵ *Ibid.*

contrevient pas au modèle des cégeps et pourrait assurer une meilleure distribution des établissements collégiaux sur tout le territoire⁶⁶. Sans avoir un pouvoir absolu, les comités tendent à avoir une influence sur le discours et les recommandations présentes dans les rapports de la Mission et sur les décisions du gouvernement. C'est donc dire que l'interaction constante entre les préoccupations de la Mission et les demandes des populations locales ont été l'un des vecteurs de la distribution des cégeps actuels.

Conclusion

À l'évidence, le concept d'accessibilité géographique fait partie intégrante des recommandations du Rapport Parent. En effet, tout au long du rapport, on peut constater que ce principe est sous-jacent à l'ensemble de la réflexion des commissaires. Ces derniers l'expriment, dans un premier temps, comme faisant partie du grand principe de l'égalité des chances au même titre que le revenu, le genre et la confession. Dans un deuxième temps, on comprend que l'accessibilité géographique réfère aussi à la décentralisation de l'éducation au profit des centres collégiaux. Ces derniers se voient confier plusieurs responsabilités qui ont pour but de représenter les régions d'accueil le mieux possible et de répondre aux besoins particuliers de chacune d'entre elles. Les cégeps ont donc été réfléchis initialement pour faciliter l'accès à l'éducation supérieure d'un point de vue géographique et participer au développement des communautés.

⁶⁶ Ce modèle associatif a notamment été créé dans la grande région de la Côte-Nord où une association entre les institutions de Haute-riive et Baie-Comeau a été conclue en 1971. Un cas similaire s'est produit quelques années plus tard avec la création d'un campus délocalisé aux Îles-de-la-Madeleine associé au cégep de de Gaspé en 1983.

De plus, l'analyse des rapports de la Mission des collèges permet de constater qu'une rhétorique portant sur l'accessibilité géographique fut le fer de lance des comités organisationnels locaux pour l'octroi d'un cégep dans leur région respective. En effet, les cas de Saint-Jean, de Gaspé et puis de Saint-Hyacinthe, pour ne nommer que ceux-là, représentent bien toute l'importance pour les populations d'avoir des services éducatifs collégiaux de proximité. De surcroît, l'analyse de ces cas permet aussi de saisir le rôle actif des communautés dans l'élaboration des cégeps. Ainsi, nous pouvons affirmer que la population n'est pas restée passive devant le projet de mise en place du système collégial. Effectivement, cette dernière, par l'entremise des comités organisationnels, est devenue une actrice de premier plan au même titre que la Mission, par exemple. Le cas problématique, relié à la mise sur pied des succursales, illustre bien le rôle concret de ces organismes. En effet, les revendications de ces derniers ont permis de créer une « brèche » dans les critères très rationnels et centralisés de la Mission. À l'évidence, les demandes continues des comités ont favorisé la création de plusieurs campus délocalisés, notamment dans la grande région de Saint-Hyacinthe, mais aussi sur la Côte-Nord et aux Îles-de-la-Madeleine.

Chapitre II

L'implantation des cégeps en région, une question de développement régional (1967-1979)

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les cégeps ont été conçus initialement dans la perspective de devenir des acteurs de développement régional. En effet, le Rapport Parent indiquait que les cégeps devaient s'intégrer à leur communauté et participer à l'émergence de certains secteurs significatifs de la région qu'ils représentent. Le document *Entre discours et réalité : la relation cégep-milieu*, produit par le Conseil des collèges en 1982, va encore plus loin en démontrant que ces institutions auraient été conçues comme de véritables outils de développement régional¹. Toutefois, ce texte produit par le Conseil des collèges souligne à grands traits la perte d'intérêt pour l'enjeu du développement communautaire au cours des dix premières années de l'existence des cégeps. Il importe donc de se questionner sur l'interprétation initiale des comités organisationnels locaux à l'égard des cégeps pour comprendre de quelle façon ces derniers se sont appropriés le projet des cégeps.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons donc à la prépondérance de l'argument économique dans les mémoires préparés par les comités organisationnels locaux. En effet, l'analyse de ces mémoires, présents dans les rapports six et sept de la Mission, permet de constater, en premier lieu, qu'une rhétorique basée sur l'essor économique de la région est récurrente à travers la majorité des mémoires déposés à la Mission par les comités représentants les régions éloignées des grands centres urbains.

¹ Québec, *Entre le discours et la réalité* (Collection Études et réflexions sur l'enseignement collégial 1982-1983), *Rapport*, Québec, Conseil des collèges, 1982-1983, p. 4.

En second lieu, nous observerons que les comités organisationnels locaux ne sont pas les seuls acteurs à mettre de l'avant un argumentaire économique. Plusieurs intervenants du milieu industriel ont aussi souligné leur appui par le biais de lettres envoyées au ministère de l'Éducation pour l'obtention d'un cégep dans leur municipalité. De plus, il importe de souligner qu'une vaste majorité des cégeps en régions éloignées ont démontré qu'il serait viable et nécessaire pour la région de développer des programmes techniques spécifiques et uniques adaptés au territoire de chacune d'entre elles.

Dans un deuxième temps, nous concentrerons nos efforts à illustrer toute l'importance accordée à la création d'un cégep par les comités organisationnels locaux et les acteurs socio-économiques des régions. Plus particulièrement, l'étude de la rivalité entre les municipalités de La Pocatière et de Rivière-du-Loup en 1968 pour l'obtention d'un cégep entre Lévis et Rimouski, devant desservir cette grande région mitoyenne, permet de constater la force avec laquelle chacun des deux comités a défendu son projet d'installation d'un établissement collégial. Par l'analyse de cet exemple précis, nous pourrions démontrer le rôle actif, voire prépondérant des comités et, plus généralement, des communautés dans la construction du réseau des cégeps. Cela contribuera aussi à révéler que, dès la création des premiers cégeps en 1967, les acteurs économiques régionaux ainsi que les municipalités ont compris toute la valeur économique, sociale, culturelle et éducative que représente un cégep non seulement d'un point de vue régional, mais aussi à l'échelle d'une ville.

2.1 L'aspect économique au cœur des préoccupations des comités organisationnels (1967-1969)

2.1.1 Une rhétorique basée sur le développement régional

À travers l'étude des cas spécifiques de Thetford Mines, Montmagny et Gaspé, qui sont à notre sens les plus représentatifs des revendications générales des comités organisationnels des régions éloignées, nous nous pencherons sur la façon dont l'argument économique est mis de l'avant et sur sa prépondérance dans la rhétorique développée par ces derniers. Intéressons-nous, dans un premier temps, à l'analyse des revendications faites par le comité organisationnel de Thetford Mines². Il faut souligner, avant toute chose, que l'ensemble des revendications économiques de ce comité se base exclusivement sur le développement et la consolidation de l'industrie minière. En effet, dans son septième rapport, la Mission des collèges souligne d'emblée la participation active du secteur minier dans le comité : « [...] le comité comprend une cinquantaine de personnes provenant de tous les milieux, notamment l'industrie minière qui a manifesté un vif intérêt tout au long des travaux.³ » La présence de ce secteur industriel se fait aussi fortement sentir dans la formulation des revendications du comité, malgré le fait que la municipalité réponde à l'ensemble des critères de la Mission et du COPEPP⁴. Force est de constater, qu'un argumentaire basé sur l'essor de l'industrie minière a été mis de l'avant pour se distinguer de la candidature de la ville de Saint-Georges de Beauce qui

² Il faut souligner le caractère industriel de cette ville et sa vocation axée sur l'extraction des minéraux tel que l'amiante.

³ Québec, *Septième Rapport* p. 45.

⁴ En effet, le rapport de la Mission souligne que Thetford Mines répond parfaitement à ses exigences à l'égard de la densité démographique, de la qualité et de la disponibilité des infrastructures scolaires et de la qualification du personnel enseignant.

visait, elle aussi, l'obtention du cégep desservant cette vaste région. Ainsi, à travers les revendications de Thetford Mines, on constate que trois points sur sept ont été consacrés à l'économie. D'abord, au point quatre, on dénote que le comité développe une rhétorique basée sur la consolidation du secteur minier par l'obtention d'un cégep : « [...] une concentration des industries lourdes qui assure l'équilibre économique de la région et qui exige les services d'un personnel qualifié, de niveau collégial et universitaire.⁵» La création d'un cégep permettrait donc de former des travailleurs qualifiés pouvant contribuer par la suite au développement du secteur industriel minier, primordial pour l'essor économique de la ville et plus largement de la région. Qui plus est, au cinquième point, le comité vient renforcer cette idée de développement de la communauté autour de l'industrie lourde, en soulignant la localisation parfaite du futur cégep pour « l'implantation d'une spécialité à caractère provincial en technologie minière.⁶» Enfin, au septième et dernier point, le comité évoque « [...] la croissance d'un pôle économique, dynamique et important.⁷» Le comité veut donc mettre de l'avant l'idée qu'un cégep permettrait à la ville de devenir un acteur économique de premier plan pour la région et pour tout le Québec. Il faut aussi préciser un aspect plus rare dans le mémoire déposé par le comité de Thetford Mines, soit la mise en valeur de l'aspect culturel et sportif ; on évoque, en effet, l'intérêt que représente « [...] la centralisation dans un territoire donné des facilités dans le domaine des loisirs, des activités culturelles et des sports en plein air pour la civilisation de demain⁸». Ainsi, pour le comité, l'obtention d'un cégep permettrait à la ville de devenir une plaque tournante pour la

⁵ *Ibid.*, p.46.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

région en matière sportive et culturelle. On peut lire un peu plus loin dans le mémoire : « [...] et peut-être de services spécialisés (pourquoi pas le CEGEP des espoirs sportifs ?)⁹ » Sans pour autant se qualifier comme un argument économique, cela démontre que le comité conçoit le cégep comme un centre éducatif pouvant bénéficier non seulement à sa population grâce à sa proximité, mais aussi à son développement économique.

Un autre cas de figure mérite qu'on s'y arrête. Il s'agit du comité organisationnel de Montmagny qui illustre bien, lui aussi, la centralité de l'enjeu économique dans la revendication d'un cégep régional. En effet, l'ensemble du plaidoyer de cette organisation se base exclusivement sur la croissance économique de la région. Dès la première page, les auteurs du mémoire soulignent la « nécessité d'un cégep pour la région¹⁰ ». Un tel établissement serait, selon ces derniers, le corolaire du développement de l'ensemble de la région de la Côte-du-Sud, mais aussi vital pour sa survie. Dès la première ligne du mémoire, on constate toute l'importance que ce comité accorde à l'aspect économique : « Si le renouveau scolaire est une bonne chose pour l'ensemble du Québec, il l'est davantage pour notre région qui est, à plus d'un titre, considérée comme sous-développée. Dans la perspective d'un essor économique, l'éducation s'avère un outil de première nécessité¹¹ ». Pour le comité, la création d'un établissement collégial permettrait de mieux s'adapter aux nouvelles réalités du marché du travail qui nécessitent une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée : « La part réservée au personnel qualifié sur le marché de l'emploi devient de plus en plus large, et ce mouvement ne peut

⁹ *Ibid.*, p. 48.

¹⁰ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/1, *Mémoire des professeurs de l'enseignement spécialisé niveau Post-Secondaire, Montmagny*, 1967, p. 2.

¹¹ *Ibid.*

que s'accélérer avec le progrès de l'automatisation dans les opérations industrielles.¹²» Ainsi, un cégep permettrait de former une telle main-d'œuvre qui serait par la suite susceptible de participer à l'essor économique de la région. Contrairement au cas de Thetford Mines, la création d'un cégep à Montmagny ne servirait pas à consolider le dynamisme économique local, mais à lui fournir une première impulsion. Le cégep est donc perçu comme un levier économique ayant un fort potentiel pour l'essor de la communauté.

Le comité souligne aussi qu'un futur cégep à Montmagny pourrait offrir des programmes techniques adaptés aux industries qui parsèment le territoire de la région en quête de modernisation pour s'arrimer aux réalités du marché. Il propose, premièrement, la création d'un programme de technologie des métaux axé sur la métallurgie de soudure. Celui-ci permettrait à la fois de contribuer au développement de cette industrie et d'attirer des étudiants dans la région. La formation de cette main-d'œuvre serait, selon le comité, hautement bénéfique pour la communauté en raison du caractère unique du programme proposé :

Les ingénieurs en métallurgie de ces industries cumulent le rôle de technicien et d'ingénieur en raison du fait que nous formons nulle part au Québec des techniciens ou des aides-ingénieurs dans cette discipline. Il serait donc très opportun d'ouvrir à Montmagny, le plus tôt possible, une section de métallurgie de soudure pour former des spécialistes à l'échelle de provinciale.¹³

Le comité propose, pour des raisons très similaires, la création d'une « technique des affaires appliquées à l'industrie » qui formerait des travailleurs susceptibles de

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*, p. 11.

contribuer au développement des entreprises tendant vers une utilisation plus grande des « ordinateurs électroniques » et, plus généralement, vers l'automatisation de leurs activités.

Penchons-nous, dans un troisième et dernier temps, sur le cas de la Gaspésie qui à lui seul représente très bien l'importance économique accordée à un cégep. En effet, comme nous l'avons vu lors du premier chapitre, le comité organisationnel est bien conscient qu'il ne répond pas aux critères imposés par la Mission et le COPEPP. Pour pallier ce déficit, il a développé un argumentaire basé autour de l'accessibilité géographique et du développement et de la croissance de l'économie gaspésienne. Dès le premier point du mémoire qu'il rédige à l'attention de la Mission, le comité organisationnel souligne le potentiel économique d'un futur cégep : « Attendu que le gouvernement du Québec a affirmé à maintes reprises son intention de travailler au relèvement économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.¹⁴ » On comprend donc ici que le comité conçoit le cégep comme pouvant être un véritable outil de développement régional et il utilise cette conception (qui est partagée par une myriade de comités organisationnels) pour convaincre la Mission d'octroyer un cégep à Gaspé. Au point suivant, le constat est le même : « Attendu que le progrès économique est intimement lié au degré de scolarité de ses citoyens.¹⁵ » Tout comme les comités de Montmagny et de Thetford Mines, le comité de Gaspé comprend toute la valeur d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible de contribuer au développement des entreprises présentes sur le territoire.

¹⁴ Québec, *Sixième Rapport*, p. 145.

¹⁵ *Ibid.*

Cependant, le cas de Gaspé se distingue des autres par le manque de précision à l'égard de la vocation du cégep. En effet, le comité reste plutôt vague sur les programmes pouvant être créés par rapport aux cas analysés plus haut :

Attendu que notre région est toute désignée pour qu'on y dispense des enseignements particuliers comme les Pêcheries, la Foresterie, l'Industrie minière et le Tourisme, parce que de toute la région pilote les pêcheries sont exclusivement en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, les ressources minières sont uniquement en Gaspésie et l'industrie du tourisme y est très majeure. Ce qui est la garantie de la permanence et de l'accroissement de la population sur le territoire.¹⁶

Pour le comité, les programmes axés sur l'exploitation des ressources naturelles et du tourisme permettraient de créer une main-d'œuvre qualifiée qui serait susceptible de rester et d'habiter le territoire gaspésien. Comparativement aux deux autres études de cas, le comité de Gaspé n'est pas en mesure de proposer des programmes concrets qu'il serait possible d'implanter. Il se contente d'identifier les secteurs à développer. Le comité identifie donc l'enjeu de la rétention des populations comme étant majeur pour la région. Un futur cégep participerait à renverser la tendance de cet exode vers les centres urbains. Ce qui est d'autant plus intéressant avec le cas de la Gaspésie, c'est la réaction de la Mission à l'égard de l'argumentaire basé sur le développement régional du comité. En effet, c'est sur cette base que la Mission recommande au ministère de l'Éducation l'octroi d'un cégep à Gaspé : « Le développement économique de la région gaspésienne n'est pas aléatoire à ce point qu'on ne puisse envisager de former sur place cette catégorie de main-d'œuvre qui le soutiendra. On pourrait ajouter des motifs d'ordre

¹⁶ *Sixième Rapport*, p. 146.

social et culturel à ceux mentionnés.¹⁷» Cet exemple précis démontre que ce ne sont pas seulement les comités organisationnels locaux qui perçoivent et conçoivent les cégeps comme de véritables vecteurs de développement régional. La Mission des collèges est consciente, elle aussi, du potentiel d'un cégep dans une région donnée et c'est principalement pour cette raison qu'elle recommande la création d'un cégep à Gaspé. Cette thèse est aussi soutenue par Martial Dassylva qui démontre que l'argument économique a prévalu dans l'obtention d'un cégep à Gaspé¹⁸.

À partir de ces exemples, nous pouvons tirer trois grandes conclusions. D'abord, que la présence d'une rhétorique basée sur le développement régional et, plus spécifiquement, sur l'essor économique de la région occupe une grande place dans les arguments présentés par ces comités. En effet, dans les cas de Thetford Mines et de Gaspé, la moitié de la demande soumise à la Mission des collèges est empreinte d'un argumentaire économique tandis que, dans le cas de Montmagny, l'ensemble des revendications est centré autour du relèvement de l'économie de la région de la Côte-du-Sud. Ensuite, nous pouvons affirmer que la nature de cette rhétorique est conçue autour de la création et de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pouvant bénéficier à l'essor des entreprises locales. Cela s'exprime notamment par la création de programmes spécifiques à chaque région représentant les besoins et les ressources disponibles dans le milieu. Dans le premier cas, un cégep permettrait de consolider l'industrie déjà en place tandis que dans le deuxième, un tel établissement contribuerait à créer de nouveaux secteurs économiques pour la région ou, du moins, une nouvelle

¹⁷ *Ibid.*, p. 155.

¹⁸ Dassylva, *op. cit.*, p. 119.

spécialité. Dans le troisième cas, c'est plutôt un argumentaire basé sur la création et la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée pouvant habiter le territoire qui est mis de l'avant. Ainsi, le comité de Gaspé fusionne à la fois une argumentation autour de l'accessibilité géographique et du développement de la région. L'objectif est donc double: attirer des étudiants ou, du moins, former ceux qui sont déjà sur place et les inciter, par la création d'emplois en exploitation des ressources naturelles, à participer à la revitalisation de la Gaspésie. Finalement, nous pouvons conclure que, dès la création des cégeps, les comités organisationnels locaux sont conscients du potentiel économique de ces établissements collégiaux à l'égard de leur milieu. Ceux-ci les conçoivent comme de véritables outils de développement régional, tel que pensés initialement par le Rapport Parent. De plus, comme nous l'avons vu, le cégep est aussi perçu comme pouvant devenir un pôle culturel et sportif pour la communauté.

2.1.2 La mobilisation des acteurs économiques locaux : l'exemple de la Côte-du-Sud

Parallèlement aux revendications des comités organisationnels locaux entre 1967 et 1968, on assiste à une mobilisation d'autres acteurs sur le terrain faisant aussi des pressions sur le gouvernement et plus spécifiquement sur le ministère de l'Éducation pour l'octroi d'un cégep. En effet, les comités ne sont pas les seuls à utiliser une rhétorique basée sur le développement régional pour faire valoir l'importance de la création d'un cégep pour la communauté. Dans cette sous-section, nous proposons donc un aperçu de ces acteurs civils actifs et une analyse de la tenue de leur argumentaire. Pour ce faire, nous avons décidé de circonscrire l'analyse à la région de la Côte-du-Sud

qui a été particulièrement active auprès du gouvernement en raison de la rivalité croissante avec la région voisine du Grand-Portage.

Parmi les acteurs mobilisés, on compte assurément la chambre de commerce de la ville de La Pocatière. Celle-ci a fait parvenir, au cours du mois de février 1968, deux lettres adressées respectivement au ministre de l'Éducation et à celui de la Santé et du Bien-être expliquant les raisons pour lesquelles le gouvernement devrait octroyer un cégep à la région de la Côte-du-Sud avec comme siège social La Pocatière. Ces deux lettres, très similaires, sont intéressantes dans la mesure où elles tiennent un discours relativement alarmiste : « Notre région, celle de la Côte-du-Sud, est aux prises avec des difficultés économiques sévères et chroniques [...] »¹⁹, lit-on dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation. Le constat est encore plus alarmant dans la lettre adressée au ministre de la Santé et du Bien-Être : « [...] nous croyons que le problème que nous touchons dans notre présente démarche en est un de vie ou de mort pour nous tous.²⁰ » Selon la chambre de commerce, le salut de la région serait assuré par la création d'un cégep à La Pocatière. Un établissement de la sorte permettrait d'abord de contrer l'exode de la main-d'œuvre vers les grands centres urbains et de former sur place des travailleurs aptes à répondre aux nouvelles réalités économiques de la province. De plus, pour convaincre les ministres, la chambre de commerce met l'accent sur les conséquences de

¹⁹ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), La Pocatière, 14 février 1967.

²⁰ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Paul Cloutier* (Ministère de la Santé-Être), La Pocatière, 14 février 1967.

la perte du Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière²¹ qui serait, selon eux, catastrophiques pour la région de la Côte-du-Sud :

En effet, si nous ne pouvions plus, comme nous le faisons depuis cent ans, former sur place les personnes qui demain assureront les cadres et les services essentiels, il est illusoire de penser que les régions urbaines fourniront ces personnes préparées. Nous ne croyons pas nécessaire de vous décrire la situation qui surviendrait alors, vous la connaissez mieux que nous.²²

La chambre de commerce emploie donc un argumentaire relativement similaire à celui des comités examinés plus tôt. Toutefois, ce qui diffère est le ton qu'elle utilise. En effet, cette dernière met l'accent principalement sur les conséquences de l'absence d'un cégep pour la région et non sur les bénéfices potentiels de la création d'un tel établissement.

En plus de cet acteur de premier plan, il faut noter le rôle actif des industriels de la région qui soulignent, à travers des lettres également, leur appui ferme au projet d'un cégep à La Pocatière. Ces derniers mettent de l'avant un argumentaire basé exclusivement sur la formation et la création de main-d'œuvre qualifiée. Concrètement, ils expliquent que les programmes professionnels pourraient contribuer de façon significative à leurs entreprises et, plus généralement, à la région. Dans une lettre au ministre de l'Éducation datée du 24 octobre 1967, la compagnie Montel Inc. souligne cet aspect d'emblée : « En tant qu'industriel, nous nous réjouissons du fait que de nouvelles options ou spécialités professionnelles seraient alors dispensées dans notre région, nous permettant ainsi d'obtenir une main-d'œuvre plus spécialisée et répondant

²¹ Le Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière est un ancien collège classique qui a dominé le paysage éducatif de la région de la Côte-du-Sud pendant près de deux siècles.

²² Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), La Pocatière, 14 février 1967.

davantage à nos besoins immédiats.²³» Le constat est le même pour l'entreprise Canadian Celanes et les industries Roy qui, elles aussi, démontrent un appui inconditionnel à la création d'un cégep dans la région de la Côte-du-Sud en raison de la formation d'une main-d'œuvre spécialisée. Ces trois entreprises soulignent aussi qu'elles sont prêtes à collaborer avec le futur cégep pour « offrir aux jeunes l'occasion de tremper dans le monde industriel tout au long de ses études.²⁴» Ces dernières sont donc conscientes du potentiel économique que représentent un cégep pour leur entreprise. Il n'en reste pas moins que leur argumentaire se centre exclusivement sur leur développement entrepreneurial, contrairement à la chambre de commerce qui tend plutôt à mettre de l'avant l'essor de l'ensemble de la région.

Enfin, il faut souligner la participation des municipalités de la région, soit celles de La Pocatière et de Montmagny, qui ont elles aussi exercé une pression auprès du gouvernement du Québec. Avant toute chose il faut noter, que le comité organisationnel de Montmagny, autrefois concurrent, s'était rallié au cours de l'année 1968 à celui de La Pocatière. En effet, cette décision fut prise à la suite de la visite de la Mission qui pour des raisons démographiques et géographiques ne croyait pas dans le projet de cette ville. Ainsi, pour assurer la présence d'un cégep dans la région de la Côte-du-Sud, Montmagny a donné son appui à La Pocatière pour supplanter la candidature de Rivière-du-Loup. Ces dernières ont émis une lettre le 25 mars 1968, écrite en collaboration avec leurs chambres de commerce respectives, adressée aux ministres de l'Éducation, de la Santé et du Bien-être, des Transports, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, des Affaires

²³ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Claude Rousseau, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), Montmagny, 24 octobre 1967.

²⁴ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, L.J. Roy, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), Montmagny, 23 octobre 1967.

intergouvernementales et au Premier Ministre en personne pour réclamer un cégep dans la région de la Côte-du-Sud. Cette lettre étonne, d'abord, par le grand nombre de ministres qui sont visés par cette dernière. En effet, contrairement aux lettres envoyées par les chambres de commerce et par les industriels, les municipalités se sont adressées à l'ensemble, ou presque, du cabinet du Premier Ministre Johnson et à ce dernier directement pour s'assurer que leur message soit reçu et appuyé. Dès les premières lignes, les municipalités déplorent la répartition inégale des cégeps à travers la province qui désavantagerait la région de la Côte-du-Sud : « Nous constatons que ce sont les régions les plus fortunées qui bénéficieront de la gratuité scolaire et d'une plus grande scolarisation. Sur la rive sud, aucun CEGEP de Rimouski à Sherbrooke, et pourtant vous connaissez la réalité économique du milieu.²⁵ » Ainsi, tout au long de la première partie de la lettre, les villes de La Pocatière et de Montmagny expliquent qu'un cégep, avec comme siège social La Pocatière, est indispensable pour les étudiants de la région. Sans un tel établissement, ces derniers devraient s'expatrier dans les régions voisines, ce qui contribuerait au déclin de la Côte-du-Sud.

Nous pouvons conclure que plusieurs acteurs de la société civile, autres que les comités organisationnels locaux, ont fait des pressions auprès du gouvernement pour l'obtention d'un cégep. En effet, l'analyse de la région de la Côte-du-Sud permet de constater une mobilisation conséquente de plusieurs industriels, des chambres de commerces de Montmagny et de La Pocatière ainsi que de ces deux municipalités. De plus, le comité organisationnel de la Côte-du-Sud a recensé, dans un document adressé

²⁵ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Lettre à l'honorable Daniel Johnson* (Premier Ministre), La Pocatière, 25 mars 1968.

au ministre de l'Éducation, une liste de 205 organismes appuyant le projet d'établissement d'un cégep avec comme siège social La Pocatière²⁶. Ces derniers ont principalement utilisé une rhétorique basée sur l'essor économique de la région et, plus largement, sur le développement régional.

2.2 L'importance d'un cégep dans l'Est du Québec : la rivalité entre Rivière-du-Loup et La Pocatière (1968-1969)

2.2.1 Les origines du conflit

Comme nous l'avons vu précédemment, les comités organisationnels occupent un rôle déterminant dans la distribution des cégeps à travers la province. Leurs actions respectives ont permis de créer des établissements collégiaux dans des régions qui initialement ne devaient pas en avoir. Dans la majorité des cas, l'action de ces groupes a contribué à mieux représenter les régions éloignées du Québec et les besoins des populations qui les habitent. Toutefois, les recommandations incessantes des comités ont créé des tensions au sein des organisations chargées de mettre en place le réseau des cégeps. En effet, ces mêmes tensions ont été, dans certains cas, à l'origine de rivalités croissantes entre deux comités organisationnels locaux visant tous deux à détenir le siège social du cégep dans leur municipalité. Ces situations démontrent aussi toute l'importance que peut représenter l'instauration d'un cégep dans une communauté. Pour bien illustrer ce propos, nous proposons de décortiquer l'exemple de la rivalité entre le

²⁶ La liste de ces organismes est très diversifiée. En effet, on y recense des corporations municipales, des syndicats, des commissions scolaires, des associations de parents, des cercles des fermières, des caisses populaires, des clubs associatifs de toutes sortes, etc...

comité organisationnel de La Pocatière et celui de Rivière-du-Loup qui est, à notre sens, de loin le plus représentatif.

Dans un premier temps, il importe de se pencher sur l'origine du conflit entre les deux municipalités pour mieux en saisir toute sa complexité. Initialement, en 1966, la carte proposée par le COPEPP²⁷ définissait que la grande région du Bas Saint-Laurent serait desservie par deux cégeps, l'un à Lévis et l'autre à Rimouski²⁸. Devant cette situation, le comité organisationnel de la Côte-du-sud qui représente les intérêts de la ville de La Pocatière et celui de la région du Grand-Portage représentant Rivière-du-Loup ont chacun déposé à la Mission des collèges, en décembre 1966, un mémoire revendiquant un cégep devant desservir la Côte-du-Sud, région mitoyenne entre la capitale nationale et le Bas Saint-Laurent. Comme nous l'avons vu précédemment avec plusieurs autres comités organisationnels, leur argumentaire respectif se basait en grande partie sur le principe de l'accessibilité géographique et sur le développement régional. Rapidement, la Mission fut sensible à cette situation et comprit qu'il était indispensable de munir la région d'un cégep, et ce, dans les plus brefs délais. Cependant, lors de la rencontre officielle entre la Mission et chacun des organismes qui eut lieu au début de l'année 1967, le président de la Mission, le père Bibeau, jugea que le projet de création d'un cégep pour l'année 1967 n'était pas réalisable étant donné que, selon lui, les demandes des deux comités n'étaient pas « mûres »²⁹. Lors de son sixième rapport, publié quelques temps après les rencontres avec les deux comités, la Mission note que

²⁷ Malheureusement, malgré plusieurs tentatives infructueuses pour obtenir la carte du COPEPP, nous n'avons pas pu l'obtenir.

²⁸ *Septième Rapport*, p. 175.

²⁹ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (ministre de l'Éducation), La Pocatière, avril 1967, p. 5.

l'incertitude de ce dossier réside dans le choix de la municipalité devant accueillir le siège social du cégep. En effet, elle souligne d'un côté que Rivière-du-Loup serait un site idéal en raison de sa situation géographique, de sa concentration urbaine et de son développement économique depuis les dernières années, ce qui en fait un pôle d'attraction important pour la région³⁰. Toutefois, cela se complique en raison de l'inexpérience éducative de la ville et du manque de personnel enseignant qualifié présent ayant œuvré de façon significative dans l'enseignement supérieur.³¹ Au contraire, La Pocatière possède un « collège- pensionnat à rayonnement provincial » et une très grande expérience dans l'enseignement supérieur. En effet, le collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, est un collège classique qui fait partie du paysage éducatif de la ville depuis 1827. Cette institution est reconnue à travers la province et même à l'international, notamment aux États-Unis, pour la qualité de ses installations et de son enseignement³². Il faut aussi mentionner que le collège représente un actif de quinze millions de dollars, ce qui n'est pas négligeable³³. Étant donné un bassin démographique relativement limité (162 000 personnes se situant entre Lévis et Rimouski), la Mission des collèges n'a d'autre choix que d'établir un seul cégep dans la région³⁴. De façon plus spécifique, la ville de Rivière-du-Loup, selon le recensement de 1971, comptait 39 488

³⁰ *Sixième Rapport*, p. 174.

³¹ *Ibid.*

³² Réal Laberge, « Les ressources de La Pocatière ont primé », *Le Soleil édition du Bas St-Laurent*, 8 mars 1968.

³³ *Ibid.*

³⁴ Il faut souligner ici que dans son sixième rapport la Mission note qu'initialement aucun cégep ne devait être octroyé à La Pocatière. En effet, elle mentionne plutôt qu'il existait une possibilité d'établir un cégep à Rivière-du-Loup pour accommoder la population de la Régionale du Grand-Portage. Une question réside : pourquoi la Mission souhaite-elle initialement qu'une collaboration s'établisse entre les deux municipalités si elle ne croit aucunement au projet d'un cégep à La Pocatière ? Il serait possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle, le ministère de l'Éducation a initialement voulu qu'une telle collaboration s'effectue pour ne pas trop contrarier les élites locales et, plus particulièrement, les ecclésiastiques de La Pocatière dans un contexte de déconfessionnalisation de l'éducation au Québec.

âmes, tandis que la population du comté de Kamouraska, englobant La Pocatière, se dénombrait à 26 265 personnes³⁵. Dans cette optique, elle recommande qu'une collaboration s'établisse entre les deux comités pour qu'ensemble ils mettent sur pied un projet commun de cégep devant desservir la région de la Côte-du-Sud³⁶.

Suivant les recommandations de la Mission, le comité organisationnel de Rivière-du-Loup prend contact avec celui de La Pocatière pour organiser une rencontre le 28 février 1967, soit seulement dix jours après la rencontre avec le père Bibeau. L'analyse de la correspondance entre les deux comités démontre bien la rapide escalade qui mena au conflit. En effet, avant même la rencontre, il est facile de constater qu'une forte tension tend à s'établir. La réponse du comité de La Pocatière témoigne bien de cette situation dans la mesure où elle remet en question la bonne volonté du comité voisin : « Votre esprit de collaboration me touche beaucoup ; cependant, je constate avec regret que le ton juridique et les formes légales d'expédition de votre lettre en font plutôt une sommation de comparaître qu'une demande de collaboration.³⁷ » Malgré la tension palpable entre les comités, celui de La Pocatière accepte la proposition de Rivière-du-Loup, mais avec beaucoup de précautions :

Autrement dit, je crois percevoir chez vous une intention mal dissimulée de nous faire dire non ; un refus de notre part vous serait sans doute un argument de force vis-à-vis ceux qui vous ont prié de faire une telle démarche ; au risque de vous décevoir, cette lettre n'en sera pas une de

³⁵ Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, coll. « Les régions du Québec », p. 602.

³⁶ *Sixième Rapport*, p. 174.

³⁷ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (ministre de l'Éducation) Annexe A (Photocopie de la correspondance entre le Comité d'organisation de Rivière-du-Loup et celui de la région de la Côte-du-Sud), La Pocatière, avril 1967, p. 2.

refus ; nous sommes disposés à collaborer, mais pas de cette façon.³⁸

À la suite de cette première et unique réunion, force est de constater qu'aucune collaboration n'est possible entre les comités. Dans une lettre envoyée le 15 avril 1967, le comité de La Pocatière refuse catégoriquement l'invitation à de futures rencontres : « Nous vous remercions de votre invitation à une réunion conjointe [...] Nous devons cependant décliner [...] »³⁹ La raison de ce refus reste toutefois relativement nébuleuse. Il n'en reste pas moins que l'analyse de l'*Addenda au mémoire pour la création d'un cégep à La Pocatière* permet de constater que le comité de La Pocatière jette entièrement la faute sur celui de Rivière-du-Loup :

Or, depuis ce temps, de nombreuses tentatives de rapprochement ont avorté ! Nous avons été honnêtes dans nos tentatives et si nous avons échoué, nous croyons que cela s'explique par une mauvaise volonté de collaboration de la part du comité de Rivière-du-Loup qui n'a aucunement tenu compte des recommandations de la « mission ».⁴⁰

Le fait de savoir à qui revient la faute nous importe peu. Ce qui est intéressant, ici, c'est de constater le peu d'intérêt que les deux comités se portent mutuellement et la collaboration conflictuelle qui s'installe progressivement entre eux. En effet, pour des raisons d'accessibilité géographique et de développement régional (voire municipal), chaque comité défend avec vigueur le projet d'établissement d'un cégep pour sa ville.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*, p. 6.

⁴⁰ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (ministre de l'Éducation), La Pocatière, avril 1967, p. 5.

2.2.2 Une rivalité croissante

La tension déjà présente lors des premiers échanges prend une toute autre tournure après l'échec des pourparlers. En effet, chacune des deux municipalités, chapeautées par son conseil organisationnel respectif, met sur pied une véritable campagne médiatique pour dénigrer le projet voisin tout en valorisant le sien. Cette dernière prend d'abord la forme d'une escalade télégraphique visant les instances du gouvernement de l'Union Nationale :

Jeudi soir, une soixantaine de télégrammes ont été expédiés au premier ministre Johnson, au ministre de l'Éducation, M. Cardinal, et même au chef de l'Opposition, M. Lesage, et à l'ancien ministre de l'Éducation, M. Paul-Gérin Lajoie. Vendredi, une centaine de messages ont été envoyés et une centaine d'autres l'ont été samedi. Hier, jour de relâche, près de 300 messages télégraphiques.⁴¹

Cette « opération télégraphique », comme la nomme le journaliste Jacques Cimon dans son article du quotidien *Le Soleil*, provient principalement d'une initiative des habitants de Rivière-du-Loup et vise à faire pression sur le gouvernement en démontrant la valeur du projet d'un cégep. Ainsi, l'article tend à démontrer que cet engouement de la population pour l'obtention d'un cégep émane d'un mouvement populaire spontané et non du comité organisationnel⁴². Effectivement, l'auteur de l'article ne fait jamais mention du comité, mais plutôt des acteurs socio-économiques du Grand-Portage, des étudiants et d'un comité d'action formé de parents et d'acteurs de files de la région. L'objectif commun de ces groupes est de faire suffisamment de pression sur le

⁴¹ Jacques Cimon, « Une escalade « télégraphique » en faveur de l'implantation d'un CEGEP au Grand-Portage », *Le Soleil, édition du Bas Saint-Laurent*, 12 février 1968.

⁴² *Ibid.*

gouvernement tout en démontrant qu'il existe chez la population locale un intérêt certain, voire un enthousiasme pour l'obtention d'un cégep en septembre 1968⁴³. Du côté de La Pocatière, les actions prises par le comité sont beaucoup moins éclatantes. Ce dernier a comme principal objectif de rassembler un maximum de support des différents organismes qui parsèment la région de la Côte-du-Sud. Concrètement, le comité organisationnel de La Pocatière rassemble dans un texte, envoyé au ministère de l'Éducation, 205 appuis émanant de divers acteurs socio-économiques du milieu.

Il n'en reste pas moins que la plus grande forme de tension s'illustre via les médias locaux (radio et journaux) qui deviennent en quelque sorte des plateformes pour remettre en question la valeur du projet voisin et vanter les mérites de leur municipalité. Cette campagne médiatique atteint son apogée au cours des mois de février et de mars 1968. En effet, un éditorial diffusé sur les ondes de la station radio CJFP le 24 février met le feu aux poudres et déclenche une véritable guerre médiatique entre les deux municipalités. L'éditorialiste du *Soleil*, Jacques Cimon, explique à ses auditeurs qu'un seul cégep peut exister dans la région et que ce dernier se doit d'être à Rivière-du-Loup en raison du grand potentiel économique de la ville et d'une grande concentration de population : « S'il nous faut donner des chiffres pour convaincre nos sentimentaux de l'alma mater le critère d'aujourd'hui est celui de l'inter-proximité du service et de son usager, notons que la population de la seule région de Rivière-du-Loup, i.e. 25,000 âmes,

⁴³ Dans une lettre envoyée au responsable du comité de Montmagny qui appuie le projet d'un cégep à La Pocatière, le docteur Raymond Marie Raymond, président du comité organisationnel de La Pocatière, tend à démentir le fait que le projet d'un cégep à Rivière-du-Loup soit porté par un mouvement populaire. En effet, il souligne que l'un de ses proches a été témoin d'appels téléphoniques instigués par le comité du Grand-Portage pour encourager les gens à envoyer des télégrammes au gouvernement. Selon ce dernier, l'ensemble de « l'opération télégraphique » serait l'apanage du comité organisationnel voisin.

est plus importante que celle de la zone d'influence économique de La Pocatière⁴⁴». Ce qui détonne le plus dans cet éditorial est le ton avec lequel Jacques Cimon attaque le comité voisin en voulant démontrer que le projet de Rivière-du-Loup est porté par un mouvement de masse tandis que celui de La Pocatière est l'apanage d'une élite représentant les seuls intérêts du collège classique :

Il serait donc temps que quelqu'un se charge de crever l'abcès d'envie que semble causer d'énormes difficultés psychosomatiques aux chefs de file de La Pocatière et leur a fait oublier complètement ce petit chef d'œuvre de La Fontaine où il est question d'une grenouille et d'un bœuf. À moins que cette fable n'ait pas toujours figuré au programme de littérature du Collège [...]⁴⁵

Cet échange quelque peu musclé s'inscrit dans un contexte très particulier au Québec où la déconfessionnalisation et, plus largement la modernisation du réseau scolaire marque une rupture dans l'histoire de l'éducation. En effet, Claude Corbo note que cette transformation est une véritable rupture, une transition drastique entre un ancien modèle dominé par des valeurs traditionnelles et porté par le clergé⁴⁶. Ainsi la rhétorique basée sur la modernité et l'avenir, employée par Jacques Cimon, exprime bien cette dissidence avec le monde religieux qui en 1968 est au cœur de l'actualité. Pour soustraire toute la légitimité associée à la création d'un cégep à La Pocatière, l'animateur met l'accent sur le passé très religieux de La Pocatière plutôt que sur sa taille et son bassin démographique restreint. Pour celui-ci Rivière-du-Loup serait une meilleure représentante des valeurs modernes s'imposant de plus en plus dans la société depuis la Révolution tranquille. Quelques jours seulement après la diffusion de cette émission, M.

⁴⁴ Fonds Léon Destroismaisons F129/26/14, Jacques Cimon, Éditorial du 24 février 1968. 24 février 1968. Émission de radio. Animée par Jacques Cimon. Diffusée le 24 février 1968. Rivière-du-Loup: CJFP.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Corbo, op. cit., p. 36.

Raymond Marie Raymond, président du comité organisationnel de La Pocatière, fait parvenir une lettre à Mario Cardinal, responsable des journalistes au quotidien *Le Soleil* et à la station CJFP. Dans cette missive, il dénonce les propos de l'éditorialiste et le prie « d'aller exercer son art ailleurs dans la Belle Province⁴⁷ ». Raymond mentionne aussi qu'il existe une profonde injustice dans la couverture médiatique accordée à La Pocatière : « La page consacrée par votre journal au Bas St-Laurent est souvent couverte à 50% et plus de nouvelles en provenance de Rivière-du-Loup.⁴⁸ » Ce cas précis n'est qu'un exemple parmi les nombreux articles parus au cours de cette période. En effet, au cours du mois de mars, près d'une dizaine d'éditoriaux présentant les arguments de chacune des deux municipalités sont publiés, pressant le gouvernement à prendre une décision dans les plus brefs délais. De ce fait, au fil des articles, l'argumentaire de Rivière-du-Loup devient de plus en plus insistant à l'égard du gouvernement et plus incisif envers La Pocatière. La grande majorité de ces derniers ont tenté de présenter le projet de Rivière-du-Loup comme étant celui de l'avenir et de la modernité, contrairement à La Pocatière qui serait celui d'une élite traditionnelle rétrograde. Un texte, publié le 14 mars 1968, témoigne bien de cette vision manichéenne : « Le gouvernement du Québec désavouera-t-il ces efforts modernes au profit du traditionalisme, d'une ornière séculaire et dépassée ? S'il le fait, ce sera à ses risques et périls⁴⁹. » Cet extrait renforce donc la thèse dominante dans l'historiographie qui stipule que le Rapport Parent est une véritable rupture dans l'histoire du Québec, un grand pas

⁴⁷ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Raymond Marie Raymond, *Lettre à Mario Cardinal* (Responsable des journalistes au journal *Le Soleil*) La Pocatière, 9 mars 1968.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Jacques Cimon, « Selon le président de la Chambre de Commerce de Rivière-du-Loup : Un CEGEP doit constituer une entité et non un éparpillement », *Le Soleil édition du Bas Saint-Laurent*, jeudi 14 mars 1968.

en avant vers la modernité. De surcroît, lors d'une émission diffusée le 16 mars 1968 sur les ondes de CJFP, l'éditorialiste Jacques Cimon renforce cette idée que l'octroi d'un cégep à La Pocatière permettrait de satisfaire les recommandations d'une élite religieuse : « Si le ridicule tuait vraiment, j'en connais plusieurs qui ne pourraient pas entendre ce qui va suivre notamment tous les sentimentaux qui, contre raison, s'obstinent à réclamer un cégep à Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Je parle ici de tous les petits vassaux d'une féodalité diocésaine qui trouvent encore une forte créance chez les esprits rétrogrades.⁵⁰ » Ainsi, les détracteurs de La Pocatière concentrent leurs efforts à dévaloriser le potentiel de la ville en démontrant qu'il serait irrationnel de lui consentir un cégep. Dans la même émission, Cimon va jusqu'à insinuer une certaine corruption d'une vieille élite religieuse traditionaliste : « Nous ne sommes pas disposés à nous laisser égorger par une poignée d'aristocrates hautement colorés qui savent manier les influences politiques [...]»⁵¹ ». Ces courts passages témoignent de toute l'animosité entre les deux villes.

En plus des pressions exercées via « l'opération télégraphique » et les médias, la population de Rivière-du-Loup, probablement sous la supervision du comité organisationnel, met sur pied le 19 mars 1968 une manifestation devant l'École des Arts et Métiers de la ville, rassemblant environ 1200 personnes⁵². Quelques jours plus tard, un nombre semblable de personnes se présente devant l'Assemblée nationale à Québec pour faire pression sur le gouvernement, réclamant l'obtention d'un cégep à Rivière-du-

⁵⁰ Fonds Léon Destroismaisons F129/26/14, Jacques Cimon. Éditorial du 16 mars 1968. 16 mars 1968. Émission de radio. Animée par Jacques Cimon. Diffusée le 16 mars 1968. Rivière-du-Loup : CJFP.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Claude Marsolais, « Pour l'obtention d'un CEGEP : Lutte intense entre Ste-Anne-de-la-Pocatière et Rivière-du-Loup », *l'Action*, Québec, 20 mars 1968.

Loup. Du côté de La Pocatière, le comité organisationnel, appuyé par la municipalité de Montmagny ainsi que par les chambres de commerce des deux villes, envoie le 25 mars 1968, une lettre adressée directement au Premier Ministre pour lui faire part du mécontentement qu'il éprouve par rapport à la situation. Ce qui est intéressant dans cette dernière, c'est le ton de méfiance adopté et les menaces à demi voilées que le comité formule à l'endroit de Daniel Johnson : « Nos étudiants sont aussi au fait du problème. Nous n'aimerons pas qu'ils aillent manifester à Québec. [...] Pour le moment, vous n'avez pas perdu notre confiance, mais nous n'accepterons jamais qu'un député se fasse du capital politique au détriment de l'éducation⁵³. » Contrairement au comité voisin, celui de La Pocatière emprunte donc une voie directe pour exprimer ses revendications.

Ainsi, il est facile de constater que la tension initiale entre les deux comités s'est accentuée en seulement quelques mois. En effet, le 28 mars, le quotidien *Courrier de Montmagny* soutient que la confrontation entre les deux villes s'apparente drôlement à un « état de guerre ⁵⁴ ». Dans le même papier, l'auteur va plus loin expliquant que la situation devient grandement problématique : « Si ces deux villes ne se lancent pas de bombes au-dessus des paisibles campagnes du comté de Kamouraska, c'est tout simplement qu'elles n'en possèdent pas.⁵⁵ » Loin d'être anecdotiques, ces diverses actions ont un impact certain sur la Mission des collèges comme en témoigne cet extrait : « Il va sans dire que depuis quelques semaines cette insistance se fait plus pressante au point que l'on estime qu'il serait même téméraire pour la Mission de vouloir affronter

⁵³ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Lettre à l'honorable Daniel Johnson* (Premier Ministre), La Pocatière, 25 mars 1968.

⁵⁴ Gaston Boucher, « Le CEGEP nous intéresse tout de même un peu », *Le Courrier Montmagny-L'Islet*, 28 mars 1968.

⁵⁵ *Ibid.*

une population quelque peu exacerbée⁵⁶.» Devant cette situation et pour les raisons évoquées plus haut (pôle de l'activité économique de la région, densité de population substantielle et fort potentiel de développement), la Mission des collèges recommande au ministère de l'Éducation la création d'un cégep à Rivière-du-Loup. Toutefois, celle-ci souligne : « que la corporation de ce collège ne soit pas autorisée à administrer elle-même des enseignements sauf ceux expressément autorisés par la Direction générale de l'enseignement collégial.⁵⁷ » Par cette recommandation, la Mission veut envoyer un signal clair à l'administration du cégep de Grand-Portage, car cette dernière a entrepris l'organisation de l'enseignement collégial sans l'approbation officielle du ministre, ce qui contrevient directement à l'autorité du ministère de l'Éducation. En effet, étant confiant de recevoir les lettres patentes autorisant la création du cégep, le comité, devenu la Corporation provisoire, a entrepris, dès le mois de juin 1968, d'organiser et d'élaborer l'enseignement collégial au sein de la ville. Dans un article publié le 10 juin, le président de cette corporation, Me Laforest, précise qu'il n'est pas prêt à reculer : « [...] malgré la contestation du ministère, la Corporation provisoire du CEGEP continuerait de considérer l'autorisation comme acquise et de préparer l'année académique qui vient.⁵⁸ » Cela démontre que le comité est prêt à outrepasser les directives du gouvernement pour obtenir un cégep à Rivière-du-Loup.

Dans le même rapport, la Mission souligne que, malgré l'existence du collège Sainte-Anne, il ne serait pas réaliste d'octroyer un cégep à La Pocatière : « Il [le collège] ne peut pas ne pas être là avec ses structures, ses élèves, ses professeurs, ses traditions,

⁵⁶ *Septième Rapport*, p. 69.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 75.

⁵⁸ Jacques Cimon, « Malgré l'interdiction du ministère de l'Éducation Rivière-du-Loup continue d'élaborer son CEGEP pour septembre prochain », *Le Soleil édition du Bas Saint-Laurent*, 10 juin 1968.

ses mérites et ses immenses édifices ! Même si l'opération CEGEP en est une de regroupement serait-on justifiable de construire un avenir déjà lourdement grêvé des hypothèques du passé ?⁵⁹ » Elle précise toutefois que l'avenir du collège classique doit être précisé le plus rapidement possible, sans pour autant donner plus d'informations.

En dépit des recommandations claires de la Mission des collèges à l'égard de l'implantation d'un seul cégep dans la région du Grand-Portage, le ministère de l'Éducation décide d'octroyer en 1968 un cégep à Rivière-du-Loup et à La Pocatière, ce qui contrevient directement à l'idée même des cégeps :

La décision de créer un collège public à La Pocatière a été prise par le Conseil des ministres au cours de l'été dernier. Ce collège aurait un caractère particulier soit par l'origine géographique de sa clientèle, soit par les enseignements qu'il dispenserait. Ce serait, au sein du réseau, un collège à vocation spéciale qui, théoriquement, pourrait ne pas entraver le développement normal des collèges voisins, ceux de Rivière-du-Loup et de Lévis-Lauzon.⁶⁰

La question qui s'impose est donc de savoir pourquoi le ministère a tout de même autorisé l'établissement d'un cégep public à La Pocatière. En effet, comme nous avons pu le voir dans le chapitre 1, l'un des concepts à la base de la création des cégeps était la centralisation des services dans un même lieu pour desservir un territoire donné. Les sources dont nous disposons ne permettent pas d'y répondre directement. Il est toutefois possible de trouver des pistes de réponses. En effet, dans son huitième et dernier rapport, la Mission réitère sa position : « Malgré les solutions d'ordre pratique qui ont peut-être été suggérées pour régler le cas de l'utilisation du collège de Sainte-Anne, la Mission continue de penser qu'il n'y a pas de place pour un CEGEP entre Lauzon et Rivière-du-

⁵⁹ *Septième rapport*, p. 72.

⁶⁰ *Huitième Rapport*, p.13.

Loup.⁶¹ » On comprend donc ici que l'élément problématique récurrent avec le cas de La Pocatière est la présence d'un immense collège classique, le Collège Sainte-Anne, sur le territoire depuis pratiquement deux siècles⁶². En effet, l'expertise de son enseignement et la qualité de ses bâtiments sont deux éléments non négligeables pour la Mission et le ministère. Contrairement à d'autres institutions scolaires de plus petite taille parsemant le territoire québécois, il n'est pas possible de délaissier le collège. Ces éléments obligent donc le ministère à revoir les critères établis par la Mission pour préserver l'enseignement dispensé par le collège. La Mission des collèges suggère la création d'un cégep privé qui, selon elle, répondrait mieux aux « besoins de la Province et assurerait une meilleure complémentarité au réseau public d'enseignement collégial.⁶³» Cependant, pour une raison inconnue, le ministère passe outre les recommandations de la Mission et, en 1969, crée un cégep public à La Pocatière, ce qui contrevient directement à l'esprit derrière la mise sur pied des cégeps. Nous pourrions avancer l'hypothèse selon laquelle les revendications, voire les pressions, faites à l'égard du ministre de l'Éducation et du Premier Ministre ont porté leurs fruits. L'influence des élites locales a probablement pesé dans la balance. Un relevé sténographique d'une réunion ayant eu lieu le 25 septembre 1968, entre la Mission et le comité organisationnel de La Pocatière, classé confidentiel, apporte de plus amples précisions à ce sujet. En effet, M. Jean-Marie Beauchemin, représentant de la Mission des collèges, explique au comité organisationnel que le ministère de l'Éducation a pris la décision de créer un cégep à La Pocatière pour des raisons d'ordre matériel et pour satisfaire les besoins de la population locale : « Les

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Régis Michaud, *Histoire du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1927-2000*, La Pocatière, Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 2001, p. 6.

⁶³ *Huitième Rapport*, p.13.

circonstances historiques ont fait que le Collège a une réputation fort intéressante à travers la province et que cette réputation déborde de la province. Le Ministère ne pouvait envisager autre chose pour qu'une utilisation du Collège suivant la formule cégep.⁶⁴» Cet extrait confirme que les revendications du comité et des divers organismes de la région ont eu un impact auprès du gouvernement, malgré les mises en garde de la Mission. Toutefois, dans le même document, M. Beauchemin indique que, pour ne pas concurrencer le cégep voisin de Rivière-du-Loup, le ministère a décidé de donner un caractère résidentiel⁶⁵ à l'institution devant desservir une population étudiante à l'échelle de la province, voire à l'international⁶⁶. Le gouvernement est donc prêt à détourner la formule initiale des cégeps, c'est-à-dire de desservir une population locale dans un territoire donné, en créant une institution pour satisfaire les demandes d'une communauté relativement restreinte. Sans déplaire complètement, cette nouvelle formule proposée par le conseil des ministres inquiète les membres du comité de La Pocatière présents à la réunion : « Il ne faudrait pas tous [les étudiants internationaux] les recevoir ici. Je verrais mal une centaine de Noirs africains dans le patelin de La Pocatière.⁶⁷ » Ainsi, malgré les compromis fait par le ministère, le comité organisationnel veut pouvoir être en mesure de desservir de façon prioritaire les étudiants du milieu, car il considère que l'enseignement qui sera donné dans le futur cégep de La Pocatière sera nettement supérieur à celui de Rivière-du-Loup.

⁶⁴ Comité régionale d'étude F164/B, Comité d'organisation de l'enseignement collégial de la Côte-du-Sud, *Relevé sténographique de la réunion du 25 septembre 1968*, p. 1.

⁶⁵ Un cégep dit résidentiel est défini, par M. Beauchemin, comme étant une institution capable d'offrir suffisamment de logements à sa population étudiante pour que cette dernière puisse résider sur place. Il y a donc volonté d'attirer une clientèle extérieure en offrant des programmes spécifiques pour des raisons économiques et de non concurrence avec le cégep voisin.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*, p. 2.

L'étude du cas de la rivalité entre La Pocatière et Rivière-du-Loup vient donc démontrer le poids des comités organisationnels locaux auprès du gouvernement au moment de définir l'emplacement d'un cégep. En effet, l'ensemble des moyens pris par les deux comités ont eu une incidence positive et ont permis de créer deux cégeps entre Lévis et Rimouski plutôt qu'un seul comme cela était prévu. Ces derniers ont donc véritablement forcé la main des autorités gouvernementales en démontrant avec force et opiniâtreté la valeur de leur projet respectif. Cet exemple, qui n'est pas le seul cas de rivalité entre deux villes voisines, illustre toute l'importance accordée par la population locale, à la création d'un cégep dans une région donnée⁶⁸. Pour ces comités, l'obtention d'un cégep permettrait de mieux desservir les étudiants de leur milieu en évitant que ces derniers aient à s'exiler le temps de leurs études. De plus, le soutien massif de plusieurs organisations locales représentant les intérêts socio-économiques de la région démontrent avec que les cégeps étaient perçus comme pouvant devenir de véritables vecteurs de développement régional, notamment par la formation d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible de participer à la croissance économique du milieu. Enfin, la mobilisation de la population, lors de l'épisode de la rivalité, révèle l'engouement de la communauté pour le projet et l'importance de ce dernier.

Conclusion

En guise de conclusion, les comités organisationnels régionaux ont rapidement fait valoir le potentiel économique d'un cégep pour une région éloignée. La rhétorique

⁶⁸ En effet, des luttes similaires ont été répertoriées par la Mission notamment entre Amos et Rouyn-Noranda.

adoptée par ces derniers a grandement influencé la création de plusieurs cégeps régionaux et a donné lieu à certains conflits entre municipalités voisines pour l'obtention d'un cégep. En effet, l'analyse des cas de Thetford Mines, de Montmagny et de Gaspé démontre l'omniprésence d'un argumentaire basé sur la consolidation et le développement de l'économie régionale. La mobilisation des acteurs régionaux vient appuyer cette thèse, dans la mesure où ces derniers ont fait pression aussi sur le gouvernement pour que leur région se voie octroyer un établissement collégial. Dès sa création, cette nouvelle institution est perçue non seulement comme un moyen de faciliter l'accès à l'éducation supérieure, mais aussi comme un levier de développement régional. De plus, le cas de la rivalité entre La Pocatière et de Rivière-du-Loup illustre bien toute l'importance accordée à ces nouveaux établissements par les comités, mais aussi par l'ensemble de la communauté. Enfin, nous pouvons affirmer que la création du réseau des cégeps n'est pas seulement le fruit de la directive gouvernementale, mais bien d'un dialogue constant entre les communautés et le pouvoir central. Effectivement, les pressions constantes des comités rivaux témoignent de la prépondérance de ces acteurs dans le développement du réseau des cégeps.

Chapitre III

Les cégeps comme moteurs de développement des régions éloignées du Québec : le cas du cégep de La Pocatière (1978-1993)

Maintenant que nous avons compris l'importance initiale accordée aux cégeps, il importe de se pencher plus en profondeur sur l'impact réel de ces établissements sur leur communauté d'accueil. Pour les fins de ce travail, nous avons décidé de nous intéresser plus spécifiquement au cas du cégep de La Pocatière. Ce choix s'explique en raison de la situation géographique (environ 150 km de la ville de Québec) et de la faible densité démographique (entre 4000 et 4500 habitants entre 1970 et 1990) de la région de la Côte-du-Sud. De plus, nous avons choisi La Pocatière, comme exemple, en raison de la prédominance du secteur éducatif dans son histoire. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, la ville fut le siège, dès 1827, d'un collège classique de grande envergure qui domine l'ensemble du paysage de la région¹. Quiconque emprunte l'autoroute 20, pour se rendre vers le Bas Saint-Laurent ou la péninsule gaspésienne, ne peut faire fi de cet imposant bâtiment. Cette ville est depuis le début du 19^e siècle un centre éducatif important pour la région, malgré sa taille restreinte. Dans cette optique, il est intéressant de s'attarder de façon précise à l'influence de l'une des institutions éducatives de cette ville, soit le cégep. Ainsi, pour saisir l'ampleur des retombées du cégep pour la région, nous ferons l'analyse des rapports annuels du cégep de La Pocatière entre 1978 et 1993. Ce découpage temporel a été fait en raison de la disponibilité des sources. Effectivement,

¹ En plus du collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière, la ville est le siège de l'Institut de technologie agricole et de la polyvalente qui dessert la région. La Pocatière est ainsi devenue, au fil du temps, un centre éducatif important pour la région.

les rapports précédents 1978, soit ceux de 1969 à 1977, sont introuvables. Dans les rapports de 1978 à 1987, excepté celui de 1983-1984, une section est dédiée à l'apport de l'institution d'enseignement à la région. Celle-ci est généralement divisée en deux : les retombées économiques et les retombées culturelles ou communautaires dans certains cas. Notre analyse reprendra donc une séparation similaire, tout en y ajoutant une section « intégration au milieu ». En faisant de la sorte, nous pourrons ainsi brosser un portrait global de l'influence du cégep de La Pocatière dans la région de la Côte-du-Sud.

Ce chapitre sera donc divisé en trois grandes parties. Dans un premier temps, nous nous intéresserons plus spécifiquement à la contribution économique du cégep au sein de la communauté. Nous chercherons à quantifier de façon tangible la hauteur des retombées économiques qu'entraîne le cégep au sein de son milieu. Pour ce faire, cette section se penchera principalement sur les prêts et bourses versés aux étudiants, sur la somme des salaires versés aux différents membres du personnel et sur les retombées économiques du cégep pour la région. Dans un deuxième temps, il sera question de la contribution du cégep en ce qui a trait aux activités communautaires et à la diffusion de contenus culturels. Les rapports annuels recensent l'ensemble des activités à moyen et grand déploiements organisées par le cégep et, plus spécifiquement, par ses étudiants ainsi que l'impact que celles-ci ont eu sur la région. Cette deuxième section permettra de mieux comprendre le lien étroit qui s'est tissé entre le cégep et la population de la région de la Côte-du-Sud en matière d'activités culturelles et sportives. En effet, l'analyse des sources à l'étude tend à démontrer que la communauté s'est véritablement approprié le cégep et ses équipements. Dans un troisième et dernier temps, nous nous pencherons sur la porosité du cégep par rapport à son milieu, c'est-à-dire à l'intégration

des acteurs socio-économiques de la région dans la gouvernance de l'établissement collégial, notamment par l'entremise du conseil d'administration dont nous analyserons la composition. De plus, nous examinerons de près la création de programmes de technologie physique qui ont donné naissance, en 1982, au Centre spécialisé de technologie physique.

3.1 La Côte-du-Sud : une région en quête de modernité

Avant toute chose, il importe de se pencher plus en détails sur l'histoire de la région à l'étude, soit la Côte-du-Sud. Cette dernière est bordée à l'ouest par la rive sud de Québec et la Beauce et à l'est par le Bas Saint-Laurent. Elle s'étend du fleuve Saint-Laurent au nord jusqu'à la frontière américaine au sud. La Côte-du-Sud peut être décrite comme étant une région rurale où l'exploitation de petites terres agricoles a dominé l'activité économique jusqu'aux années 1930. À la suite de la crise économique de 1929, les producteurs se sont rassemblés sous forme de coopératives et ont agrandi et rationalisé leur production pour répondre aux besoins grandissants du marché². Cela a eu comme effet d'accroître la production et de rendre les exploitations plus rentables. L'économie de la région est aussi marquée par l'industrie forestière. Cette activité économique a permis, au cours du 19^e siècle, la colonisation de l'arrière-pays situé à l'orée de la frontière américaine où de vastes forêts dominent le paysage sud-côtois. De plus, cette industrie a contribué à la création de plusieurs scieries ponctuant les rives du fleuve. Toutefois, elle connut un déclin marqué à la suite de la grande crise en raison

² Alain Laberge, dir., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, coll. « Les régions du Québec », p. 397.

d'une mauvaise gestion de la ressource et une dépendance de plus en plus grande à l'endroit du bois provenant du Maine³. La pêche commerciale fut elle aussi une activité économique importante pour la région. Cependant, tout comme ce fut le cas pour l'industrie forestière, les années 1930 ont été synonymes de décroissance, puisque les pêcheurs ont graduellement délaissé la pêche aux marsouins (bélugas) en raison de l'augmentation des coûts liés à son exploitation⁴. Finalement, certains comtés de la Côte-du-Sud, principalement Montmagny et Saint-Jean-Port-Joli, ont développé, au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle, un secteur manufacturier composé de petites et moyennes entreprises employant des milliers de personnes dans la région. Ce secteur économique a lui aussi connu un profond déclin à la suite de la grande crise. Il n'en reste pas moins que la Deuxième Guerre mondiale et l'après-guerre ont permis une croissance marquée de ce secteur. Malgré des progrès substantiels, les entreprises de la région ont connu une stagnation importante dans les années 1960. L'historien, Alain Laberge, décrit bien la situation : « Sa structure industrielle est toujours confinée aux secteurs traditionnels, les capitaux y sont rares et la main-d'œuvre qualifiée fait défaut.⁵ » Cette situation s'explique en partie en raison d'un exode rural de plus en plus important entre 1930 et 1990⁶. En effet, au cours de cette période, les jeunes se sont lentement désintéressés de l'agriculture comme mode de vie. Ceux-ci ont donc déserté les campagnes se rendant dans les centres urbains, comme Québec et Montréal, pour se trouver un emploi dans les nombreuses manufactures et usines qui engageaient des travailleurs sans qualifications. De plus, la croissance économique de l'après-guerre a

³ *Ibid.*, p. 425.

⁴ *Ibid.*, p. 432.

⁵ *Ibid.*, p. 440.

⁶ *Ibid.*, p. 390.

elle aussi contribué à cet exode. Une étude produite en 1967 a relevé que 55% des jeunes de 18 ans et plus ont opté pour un travail à l'extérieur de la région⁷. La conséquence majeure de cet exode fut la stagnation de la population, ce qui a conduit à son vieillissement prématuré. Le tableau suivant démontre bien l'effet néfaste de l'exode rural. En effet, force est de constater qu'en seulement 60 ans, le poids démographique de la Côte-du-Sud, par rapport à celui de la province, est passé de 3% à 1,4%.

Tableau 1

Population de la Côte-du-Sud par division de recensement et proportion par rapport à celle du Québec 1931-1991⁸

Années	Bellechasse	Montmagny	L'Islet	Kamouraska	Côte-du-Sud	Québec	%
1931	22 006	20 239	19 404	23 954	85 603	2 874 662	3,0
1941	23 676	22 049	20 589	25 535	91 849	3 331 882	2,8
1951	25 332	25 514	22 996	26 672	99 514	4 055 681	2,5
1961	36 054	26 450	24 798	27 138	114 440	5 259 211	2,0
1971	23 515	26 305	23 185	26 265	99 270	6 027 764	1,6
1981	23 559	25 678	22 062	28 642	99 941	6 438 403	1,6
1991	22 568	23 667	19 938	26 900	93 073	6 895 963	1,4

Cependant, certaines municipalités ont su tirer profit de cette situation. Par exemple, au cours de cette période, Montmagny est devenue une petite métropole régionale, passant de 4 485 à 11 861 personnes entre 1931 et 1991⁹. La ville de La Pocatière est, elle aussi, un bel exemple de cette croissance démographique et industrielle :

Fondée en 1960, La Pocatière connaît une expansion démographique reliée notamment aux activités des institutions d'enseignement et à l'ouverture de Moto Ski, en 1962, qui deviendra Bombardier en 1972. Entre 1930 et 1970, l'urbanisation de cette municipalité se fait vers le

⁷ *Ibid.*, p. 386.

⁸ *Ibid.*, p. 382.

⁹ *Ibid.*

sud-est et favorise l'éclosion d'un secteur résidentiel assez dense. Simultanément, un petit quartier résidentiel apparaît à l'ouest de la montagne du collège et à proximité de Bombardier¹⁰.

Ces deux villes ont donc su profiter de l'exode rural en raison de la présence d'un secteur industriel préalablement implanté, qui s'est développé par la suite¹¹. En effet, l'entreprise qui représente le mieux cet enracinement est véritablement l'usine manufacturière de matériel de transport en commun appartenant à Bombardier à La Pocatière. Cette dernière, dans le but de former 525 travailleurs, a investi près de 6 millions de dollars¹². Elle est devenue, par la force des choses, l'entreprise employant le plus de personnes dans la région atteignant 1340 travailleurs en 1987¹³.

3.1 Les cégeps comme moteur de développement économique

Pour bien comprendre les retombées économiques du cégep au sein de sa communauté, il importe de se pencher, dans un premier temps, sur l'impact direct de cet établissement sur la communauté étudiante. Pour ce faire, nous proposons de nous intéresser aux prêts et bourses versés aux étudiants entre 1978 et 1993. En effet, sans être uniques au cégep de La Pocatière, les prêts et bourses versés aux étudiants de niveau collégial par le gouvernement du Québec constituent des données non négligeables en raison de leur influence directe sur les finances de la population étudiante de la région et, par conséquent, son pouvoir d'achat. En recevant de telles sommes, les étudiants sont

¹⁰ *Ibid.*, p. 390.

¹¹ Il faut toutefois noter que cette croissance industrielle n'a pas empêché le phénomène de l'exode rural. Effectivement, les entreprises parsemant le territoire sud-côtois étaient à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée pouvant contribuer à la rationalisation et la modernisation de leurs productions, ce qui n'était souvent pas le cas avec les enfants des agriculteurs de la région.

¹² *Ibid.*, p. 444.

¹³ *Ibid.*

ainsi plus susceptibles de contribuer à l'essor économique du milieu, notamment par le logement et les dépenses quotidiennes (alimentation, transport, activités, etc.). L'ensemble de ces sommes est répertorié dans la majorité des rapports à l'étude sous l'appellation « aide financière aux étudiants ». On peut y prendre connaissance du nombre d'étudiants, du nombre de prêts et de bourses demandés et, surtout, de la totalité de l'aide versée. Pour faciliter la compréhension de ces données, nous les avons rassemblées dans un tableau qui indique clairement les sommes octroyées par le gouvernement du Québec à la population étudiante du cégep. Pour des raisons inconnues, les données de l'année de service 1992-1993 sont absentes du rapport.

Tableau 2

Prêts et bourses alloués aux étudiants du cégep de La Pocatière entre 1978 et 1993¹⁴

Années	Nombre d'étudiants	Prêts	Bourses	Total
1978-79	1071	532 050 \$	739 940 \$	1 271 990 \$
1979-80	1118	580 035 \$	999 390 \$	1 579 425 \$
1980-81	1046	621 415 \$	1 201 455 \$	1 822 870 \$
1981-82	1090	683 920 \$	1 006 400 \$	1 690 320 \$
1982-83	1106	841 330 \$	1 272 625 \$	2 113 955 \$
1983-84	1137	916 725 \$	1 462 665 \$	2 379 390 \$
1984-85	1109	983 790 \$	1 590 790 \$	2 574 580 \$
1985-86	1227	1 188 960 \$	1 971 420 \$	3 160 380 \$
1986-87	1282	1 510 785 \$	1 595 565 \$	3 106 350 \$
1987-88	1229	1 430 435 \$	1 672 574 \$	3 103 009 \$
1988-89	1190	1 517 840 \$	1 502 539 \$	3 020 379 \$
1989-90	1111	1 458 027 \$	1 303 563 \$	2 761 590 \$
1990-91	1080	1 535 835 \$	1 736 605 \$	3 272 440 \$
1991-92	1082	1 737 559 \$	1 477 228 \$	3 214 787 \$
1992-93	1150	Données non disponibles		

Comme le démontre bien le tableau, les sommes versées en prêts et bourses aux étudiants sont substantielles. En effet, en moyenne le gouvernement a versé 2 500 000 \$ par année à un nombre d'étudiants variant entre 1000 et 1200, ce qui fait environ 2200 \$ par personne. Malheureusement, les sources à l'étude ne permettent pas d'établir si les étudiants déboursent ces sommes dans la région. Étant donné le coût d'inscription dérisoire aux activités pédagogiques des établissements collégiaux, cet argent est probablement utilisé pour des dépenses quotidiennes. Ainsi, les millions de dollars

¹⁴ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-93*, La Pocatière, 1978-1993.

investis par le gouvernement, chaque année, permettent aux étudiants de réaliser des dépenses qui ont un effet direct dans la communauté.

Pour compléter le portrait général de l'impact économique du cégep de La Pocatière au sein de son milieu, intéressons-nous ensuite à la somme totale des salaires versés au cours de la période à l'étude par l'institution. À l'instar des prêts et bourses, une section est dédiée à l'intérieur de chaque rapport annuel aux dépenses de l'établissement collégial. En effet, cette dernière nous renseigne sur la somme des salaires alloués aux différents membres du personnels (enseignants, personnel de soutien, professionnels, cadres et gérants) en dollars et aussi sur le pourcentage consacré à cette dépense par rapport au budget annuel total. Ainsi, grâce à ces données, il est possible de mesurer les sommes dépensées par le cégep qui ont une retombée directe sur la communauté de La Pocatière et, plus largement, sur celle de la région de la Côte-du-Sud. Cela s'explique par le simple fait que la grande majorité des salariés du cégep réside dans la région environnante. Le tableau suivant démontre bien la croissance des sommes investies dans la masse salariale au cours des années à l'étude.

Tableau 3

*Salaires versés au personnel du cégep de La Pocatière
en dollars et en pourcentages, par rapport au budget total, entre 1978 et 1993¹⁵*

Années	Salaires versés (\$)	Salaires versés (%)
78-79	3 920 708 \$	64,50%
79-80	4 436 990 \$	68,50%
80-81	5 219 555 \$	70,30%
81-82	6 288 704 \$	70%
82-83	6 040 454 \$	61,10%
83-84	6 040 454 \$	70,90%
84-85	6 791 013 \$	71,80%
85-86	7 346 964 \$	59,60%
86-87	7 991 330 \$	72,90%
87-88	8 384 303 \$	72,10%
88-89	8 969 962 \$	72,15%
89-90	9 340 283 \$	70,30%
90-91	10 251 905 \$	70,63%
91-92	10 812 595 \$	73,30%
92-93	11 130 350 \$	72%

À la lecture du tableau, il est d'abord possible de constater une augmentation en dollars constant de près de 20% entre les salaires versés au cours de l'année 1978-1979 et celle de 1992-1993. Cette croissance, en prenant compte de l'inflation, permet d'établir que les salaires versés aux employés ont connu une augmentation significative, indépendamment de la hausse du coût de la vie. Cette croissance, sur quinze ans, ne peut pas s'expliquer par un accroissement du nombre d'élèves, car ce dernier reste relativement stable au cours de la période à l'étude (entre 1000 et 1200). De plus, il est impossible d'établir une corrélation entre le nombre de cours dispensés dans le domaine professionnel, car le nombre d'inscriptions reste très similaire à travers les années. La

¹⁵ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-93*, La Pocatière, 1978-1993.

source d'explication la plus plausible, dans ce cas, serait une augmentation liée à l'inflation et à l'augmentation du coût de la vie. Il n'en reste pas moins que ces sommes investies sont substantielles pour la région de la Côte-du-Sud. En effet, les recensements de 1971, 1981 et 1991 indiquent que la population de ce territoire se situe autour de 99 500 personnes en moyenne et qu'elle représente environ 1,6% de la population totale de la province¹⁶. Les millions de dollars investis dans les salaires sont donc loin d'être négligeables pour cette petite communauté.

En plus d'illustrer les sommes investies dans la masse salariale, les rapports annuels permettent d'établir le pourcentage consacré à cette dépense par rapport au budget total du cégep. Ainsi, par l'analyse du tableau, force est de constater que la majorité du budget du cégep de La Pocatière est investie dans les salaires. Mises à part les années 1978-1979, 1981-1982 et 1985-1986, nous pouvons constater que le pourcentage reste sensiblement le même, oscillant entre 68,5% et 73,3%. Dans le cas des dépenses de 1985-1986, qui représente le plus faible pourcentage investi dans les salaires, soit 59,6%, les auteurs du rapport annuel expliquent que cette régression s'explique par des dépenses imprévues imposées par la direction générale de l'enseignement collégial (DGE) durant l'année de service :

Des modifications substantielles ont été apportées par le DGE en cours d'exercice à la définition des divers champs d'activités ce qui a provoqué une charge additionnelle substantielle de travail pour la préparation des états financiers et du dossier « Renseignements supplémentaires » exigé par celle-ci¹⁷.

¹⁶ *Ibid.*, p. 382.

¹⁷ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 85-86*, La Pocatière, 1985-1986, p. 27.

En effet, l'analyse de la répartition des dépenses d'opérations courantes permet de comprendre que la somme des salaires a augmenté par rapport à l'année précédente, mais que de nouvelles dépenses, catégorisées dans l'onglet « Autres dépenses », ont occupé 13,2% du budget. Cependant, les sources ne permettent pas d'établir si le cégep a reçu une enveloppe supplémentaire pour ces dépenses imprévues. Il n'en reste pas moins que le cégep consacre en moyenne 69% de son budget annuel aux salaires de ses employés. Ce chiffre est loin d'être anodin dans la mesure où il confirme qu'environ 70% des sommes dépensées par le cégep au cours d'une année de service sont directement réinvesties dans le milieu.

Dans un troisième et dernier temps, il importe de se pencher sur ce que les rapports annuels désignent comme les retombées économiques directes sur la communauté de la Côte-du-Sud. En effet, dans une section intitulée tantôt « L'apport à la région », tantôt « L'apport au milieu » dans les rapports de 1978 à 1987, excepté celui couvrant la période de 1983-1984, on fait mention des retombées économiques en suivant une formule mathématique bien simple :

Pour calculer ces retombées économiques, nous faisons la somme des salaires versés aux employés, des montants consacrés aux achats de biens et de services dans la région et des sommes déboursées par les étudiants pour subvenir à leurs besoins durant l'année scolaire. Ensuite, nous multiplions ce total par 2,1, chiffre qui représente le facteur multiplicateur généralement reconnu en économie pour la province de Québec¹⁸.

¹⁸ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 82-83*, La Pocatière, 1982-1983, p. 64.

Les auteurs de ces documents estiment, pour faire le calcul des retombées économiques du cégep, que les étudiants dépensent en moyenne 2000\$ par année. Ce montant est utilisé dans les rapports de 1978 à 1983 inclusivement tandis que les rapports subséquents prennent en compte la somme des prêts et bourses versés au cours de l'année de service. Pour faciliter la compréhension, nous avons pris la décision d'uniformiser la formule à l'ensemble des années à l'étude en utilisant le nombre de 2000\$ par étudiant. De plus, étant donné que les montants consacrés à l'achat de biens et de services ne sont pas présents dans l'ensemble des rapports, nous avons décidé de rejeter cette donnée¹⁹. Ainsi, en suivant cette formule, il est possible de faire les mêmes calculs avec les rapports ne comprenant pas une section dédiée à l'apport à la communauté. À titre d'exemple, dans le cas de l'année 1983-1984, les étudiants auraient dépensé au total 2 274 000 \$ à raison de 2000\$ par étudiant sur un nombre total de 1137. En additionnant ce montant aux salaires versés et en multipliant le total par 2,1, le cégep aurait entraîné des retombées économiques de plus de 17 millions de dollars, nombre loin d'être négligeable pour une petite communauté comme celle de la Côte-du-Sud. Le tableau suivant illustre très bien les retombées économiques dans le milieu, suivant la formule proposée plus haut.

¹⁹ Les rapports comportant ces données permettent d'établir qu'environ 300 000 \$ par année sont consacrés à l'achat de biens et services.

Tableau 4

*Calculs des retombées économiques engendrées par le cégep de La Pocatière entre
1978 et 1993²⁰*

Années	Nombre d'étudiants	Dépenses des étudiants	Salaires versés	Retombées économiques
78-79	1071	2 142 000 \$	3 920 708 \$	12 731 686 \$
79-80	1118	2 236 000 \$	4 436 990 \$	14 013 279 \$
80-81	1046	2 092 000 \$	5 219 555 \$	15 354 265 \$
81-82	1090	2 180 000 \$	6 288 704 \$	17 784 278 \$
82-83	1106	2 212 000 \$	6 040 454 \$	17 330 153 \$
83-84	1137	2 274 000 \$	6 040 454 \$	17 460 353 \$
84-85	1109	2 218 000 \$	6 791 013 \$	18 918 927 \$
85-86	1227	2 454 000 \$	7 346 964 \$	20 582 024 \$
86-87	1282	2 564 000 \$	7 991 330 \$	22 166 193 \$
87-88	1229	2 458 000 \$	8 384 303 \$	22 768 836 \$
88-89	1190	2 380 000 \$	8 969 962 \$	23 834 920 \$
89-90	1111	2 222 000 \$	9 340 283 \$	24 280 794 \$
90-91	1080	2 160 000 \$	10 251 905 \$	26 065 000 \$
91-92	1082	2 164 000 \$	10 812 595 \$	27 250 849 \$
92-93	1150	2 300 000 \$	11 130 350 \$	28 203 735 \$

Il est possible de constater les vastes sommes investies chaque année dans le milieu. En effet, tout comme dans le tableau 3, on observe une croissance des retombées économiques de près de 120% au cours des quinze années à l'étude. Celle-ci est directement liée à la hausse des salaires versés, car les dépenses des étudiants restent sensiblement les mêmes, soit en moyenne 2 270 400\$ par année. Ce résultat, précisons-le, doit être considéré comme indicateur. On ne saurait y voir une vérité absolue car la formule proposée dans le rapport utilise le facteur de multiplication de 2,1 sans

²⁰ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-93*, La Pocatière, 1978-1993.

véritablement justifier pourquoi une telle multiplication est nécessaire. De plus, les auteurs utilisent entre 1978 et 1983 le même montant soit 2000\$ pour calculer les dépenses des étudiants. Ce nombre ne prend donc pas en considération l'inflation. Enfin, de par leur nature même, les rapports annuels servent à mettre de l'avant les réalisations du cégep. Sans pour autant dévaloriser les montants illustrés plus haut, il est donc nécessaire de nuancer le propos et de comprendre que le calcul proposé est de l'ordre de l'estimation, car il est très complexe de calculer de façon quantitative les retombées économiques dans une communauté.

L'analyse de la section intitulée « L'apport au milieu » ou « L'apport à la région » permet de constater que le cégep investit aussi des montants substantiels dans des événements ou des projets régionaux. À titre d'exemple, en 1986-1987, le cégep a dépensé 30 000\$ pour la construction de la salle André-Gagnon²¹. Le rapport de 1984-1985 indique, quant à lui, qu'une somme de 120 000 \$ fut réinvestie dans la région « par les participants à des événements tels le Congrès de la société des professeurs de géographie du Québec et le Symposium "La décision de robotiser une entreprise" organisé par le centre spécialisé de Technologie physique²² ». Les retombées économiques du cégep ne se limitent donc pas seulement aux salaires versés à ses employés et aux dépenses des étudiants, mais impliquent aussi par des investissements dans des activités susceptibles de contribuer à l'essor et au dynamisme économiques de la région.

²¹ Cette salle, qui fut inaugurée en 1982 par le cégep de La Pocatière, porte le nom du pianiste et compositeur André Gagnon né dans la région de Kamouraska.

²² Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 84-85*, La Pocatière, 1984-1985, p. 36.

Ce portrait nous permet d'affirmer que le cégep de La Pocatière est un employeur et un acteur économique de premier plan dans la région. Effectivement, en ayant une clientèle d'environ 1100 étudiants par année, il permet de dynamiser l'économie de la ville. Ces étudiants, grâce entre autres aux prêts et bourses, sont en mesure de dépenser en moyenne 2 270 400\$ par année dans l'économie locale. De plus, en calculant la somme totale des salaires versés qui représentent plus de 69% des budgets annuels du cégep sur quinze ans, on constate que près de 113 000 000\$ ont été consacrés à la masse salariale des employés au cours de la période à l'étude. Enfin, en prenant compte de la formule proposée par la section « L'apports au milieu » ou « L'apport à la région » pour estimer les retombées économiques du cégep, on évalue qu'environ 308 745 292 \$ ont été injectés dans l'économie de la région entre 1978 et 1993. Toutefois, l'absence de cette section en 1988, illustre bien un désintéressement progressif de la direction du cégep envers l'impact de l'institution sur sa communauté. Effectivement, cette section, faisant entre 2 à 4 pages entre 1978 et 1981, a graduellement diminué au cours de la première moitié des années 1980 pour ne plus occuper qu'une seule page. Qui plus est, à partir de l'année de service de 1981-1982, les auteurs des rapports ont évacué complètement les réalisations propres au domaine communautaire de cette section, se concentrant seulement sur l'impact économique. On constate donc une redéfinition du concept de développement régional qui, sans être délaissé complètement, est davantage axé sur les retombées économiques que sur les actions dans le domaine communautaire. Ainsi, les administrateurs du cégep définissent de plus en plus étroitement le développement régional en regard de sa composante strictement économique. Cet élément qui semble anodin reflète bien un changement de discours des administrateurs du cégep, qui semblent ne plus considérer les retombées culturelles et communautaires

du cégep dans son milieu. À titre comparatif, nous avons sommairement analysé les rapports du cégep de Gaspésie qui viennent confirmer cette tendance. Cet « obsession économique » reflète bien les transformations sociales des années 1980 où le modèle néo-libéral tend à dominer dans le monde occidental. Les cégeps ont donc nécessairement été influencés par ces transformations idéologiques. Ainsi, le modèle communautaire des cégeps conçu lors de la Révolution tranquille, tend à s'estomper pour faire place à une administration axée bien davantage sur le rendement économique.

3.2 Les cégeps comme créateurs et diffuseurs de contenus culturels

La création d'un cégep à La Pocatière a non seulement permis une grande accessibilité aux études supérieures, mais aussi un meilleur accès à des activités de nature sportive et culturelle pour la population. En effet, l'institution est devenue, au cours de son existence, une plateforme de diffusion culturelle et un indéniable lieu de rassemblement pour la communauté de la région. Cela s'est exprimé notamment par la vivacité de la communauté étudiante qui, entre 1978 et 1993, a été très active sur la scène culturelle de la Côte-du-Sud. Les étudiants ont, entre autres, créé plusieurs pièces de théâtre qui ont su captiver l'attention de la population. Le rapport annuel de 1978-1979 souligne l'engouement pour la pièce *Horrible Dream* diffusée devant public en 1978 : « [...] La représentation théâtrale a connu un immense succès, non seulement auprès des étudiants, mais également auprès du public de la région²³ ». Il faut noter, dans la même optique, la création d'une ligue d'improvisation en 1982 calquée sur le modèle de la

²³ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-79*, La Pocatière, 1978-1979, p. 27.

Ligue Nationale d'Improvisation (LNI). Fondée en 1977 par Robert Gravel, la LNI se veut initialement une forme d'art théâtrale axée sur la performance des acteurs et la liberté créatrice²⁴. De par sa nature expérimentale, l'improvisation était confinée aux cercles artistiques de Montréal et Québec jusque dans les années 1980. À partir de cette décennie plusieurs ligues voient le jour un peu partout dans la province. Les cégeps sont ainsi devenus, des pépinières à ligue d'improvisation²⁵. L'enthousiasme que l'improvisation suscite auprès de la population sud-côtoise est répertorié dans pratiquement l'ensemble des rapports à l'étude. Les Sud-côtois se sont ainsi approprié, au fil des années, cette forme d'art provenant des cercles théâtraux de Montréal. Encore aujourd'hui, selon les dires du responsable des activités socio-culturelle du cégep de La Pocatière, la ligue d'improvisation est très active et attire des centaines de personnes à chaque représentation. Il n'en reste pas moins que l'activité culturelle mettant en scène des étudiants attirant le plus grand nombre est, sans contredit, *Cégep en spectacle*. Ce concours national mettant de l'avant les talents artistiques des cégépiens a été créé en 1979. Celui-ci se destinait initialement aux jeunes de la grande région de Montréal. Il a cependant fait boule de neige à travers la province en seulement quelques années, gagnant les cégeps issus des régions les plus éloignées. La première édition de ce concours à La Pocatière est répertoriée dans le rapport annuel de 1985-1986. Ce dernier souligne le vaste succès de cet événement qui sut rassembler environ 640 personnes²⁶. L'année suivante, le constat est le même, les auteurs du rapport indiquent une

²⁴ Robert Gravel et Jean-Marc Lavergne, *Impro I : Réflexions et analyse*, Québec, Leméac, 1987, p. 26.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 85-86*, La Pocatière, 1985-1986, p. 27.

participation entre 500 et 750 personnes lors de la finale régionale²⁷. *Cégep en spectacle* est devenu, au cours des années 1980 et 1990, un événement incontournable, non seulement pour les étudiants, mais pour l'ensemble de la population. Une dernière mention du concours est faite dans le rapport annuel de 1992-1993 où l'on peut lire qu'environ 600 personnes se sont déplacées pour la finale régionale²⁸. L'engouement pour cet événement n'est cependant pas unique au cégep de La Pocatière. En effet, le rapport de 1988-1989 du cégep de Gaspé souligne lui aussi un achalandage important pour cette activité²⁹. La participation active des étudiants sur la scène locale a donc permis de dynamiser l'offre d'activités culturelles. Il faut toutefois souligner une limite importante ici en ce qui a trait à l'analyse de la source. Malgré que les rapports annuels constituent une source d'information importante pour répertorier les activités culturelles, ceux-ci se veulent initialement un outil de promotion pour le cégep. Les administrateurs du cégep ont donc la volonté de mettre de l'avant l'ensemble des réalisations du cégep en matière culturelle sans pour autant nuancer la participation à ces dernières ou mentionner les échecs de certaines activités.

Au cours des quinze années à l'étude, les étudiants, sous la supervision d'animateurs culturels, ont mis de l'avant une série d'initiatives visant à intégrer la population de la région. À cet effet, il faut mentionner le *Club de la malpropreté*, fondé en 1977 par les étudiants. Comme son nom l'indique, ce club avait comme objectif de sensibiliser la communauté étudiante et la population à la salubrité. Malgré sa courte

²⁷ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 86-87*, La Pocatière, 1986-1987, p. 27.

²⁸ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 92-93*, La Pocatière, 1992-1993, p. 64.

²⁹ Fonds du cégep du campus des Îles-de-la-Madeleine, *Rapport annuel du Cégep Gaspé 88-89*, Gaspé, 1988-1989, p. 31.

période de vie, soit d'environ une année, le rapport de 1978-1979 note une « nette amélioration de l'hygiène dans la cafétéria³⁰ ». Sur un ton un peu plus sérieux, les activités organisées par les étudiants ont principalement pris la forme de représentations cinématographiques et de causeries. En 1979, ces derniers ont projeté le film controversé *Mourir à tue-tête*³¹. Ce long métrage, réalisé par Anne-Claire Poirier, illustre de façon très explicite le viol brutal d'une infirmière qui, traumatisée, met fin à ses jours. Il a eu un impact majeur dans l'histoire cinématographique québécoise et a marqué le public en mettant en images les agressions brutales dont étaient victimes les femmes³². Malgré le caractère très polémique du film, celui-ci a rejoint environ 1000 spectateurs³³. Devant le succès de cette activité, 19 autres représentations cinématographiques ont été présentées devant public entre 1979 et 1982 dans le cadre du *Ciné-Loisir*, rassemblant des milliers de personnes. Le rapport de 1981-1982 note que la participation « ne fut pas limitée aux étudiants, mais à l'ensemble de la population³⁴ ». Ce genre de projection cinématographique s'inscrit dans le prolongement d'initiatives antérieures. Dans le cadre de son mémoire de maîtrise, Olivier Ménard, démontre que les ciné-clubs ont connu un essor fulgurant à travers la province au cours des années 1960 et 1970, notamment via les établissements scolaires³⁵. Selon ce dernier, cela a permis de créer une certaine culture du cinéma chez les jeunes québécois en leur donnant les outils pour comprendre

³⁰ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-79*, La Pocatière, 1978-1979, p. 71.

³¹ Ce long métrage mettant en vedette Julie Vincent, aborde la thématique du viol des femmes.

³² Université de Sherbrooke (7 août 2019), *Bilan du siècle* [site Web], consulté le 7 août 2019, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2951.html>

³³ *Ibid.*, p. 79.

³⁴ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 81-82*, La Pocatière, 1981-1982, fonds du cégep de La Pocatière p. 36.

³⁵ Olivier Ménard, « Le ciné-club étudiant au Québec, un véhicule d'ouverture à la modernité culturelle, 1949-1970 », mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2006, p. 108.

la grammaire cinématographique³⁶. Ainsi, la popularité de ces projections n'est pas unique au cégep de La Pocatière. De plus, il faut souligner qu'entre 1988 et 1990, 18 midi-causeries présentant des thèmes variés axés sur les besoins de la population ont été mis en place³⁷. Au total, 2360 personnes ont assisté à ces activités³⁸. Les nombreuses projections organisées par les étudiants, ainsi que la création de la ligue d'improvisation démontrent une certaine porosité du cégep à l'égard des productions émanant des centres urbains comme Montréal. En effet, l'établissement collégial devient en quelque sorte un relais entre la culture métropolitaine et les régions éloignées. Cela marque une certaine transition avec le collège classique, qui sans être complètement fermé sur lui-même, était moins perméable à cette culture plus moderne. Il n'en reste pas moins que les nombreuses activités organisées par les étudiants du cégep représentent une continuité avec l'ancien collège de La Pocatière. Effectivement, Régis Michaud démontre dans son ouvrage portant sur cet établissement, qu'il existait une vivacité culturelle très importante à La Pocatière en raison de la présence d'une grande communauté étudiante³⁹. Pour terminer, mentionnons la création du bureau de voyage *Éolien* en 1982. Il avait comme principal mandat de conseiller la population en matière de voyage outre-mer. D'ailleurs, l'engouement pour ce bureau conseil a permis de mettre de l'avant un réseau de covoiturage et l'organisation de plusieurs sorties, dont un voyage au Yukon en 1988⁴⁰. Ainsi la grande majorité des activités initiées par les étudiants se sont adressées à la population et ont connu un succès digne d'être mentionné dans les rapports annuels

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 88-89*, La Pocatière, 1988-1989, p. 29.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Michaud, op. cit., p. 214.

⁴⁰ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 88-89*, La Pocatière, 1988-1989, p. 27.

à l'étude. Celles-ci démontrent bien la volonté des étudiants de s'arrimer avec la communauté sud-côtoise.

La création du cégep de La Pocatière a aussi contribué à mettre sur pied des spectacles de grande envergure rassemblant des milliers de personnes par représentation. En effet, nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle la centralisation des services éducatifs dans un même lieu a permis d'attirer plusieurs artistes de renommée provinciale dans une petite communauté comme celle de La Pocatière. À titre d'exemple, le rapport de 1978-1979 fait plusieurs fois mention de la grande participation de la population de la Côte-du-Sud, provenant de l'ensemble des comtés de la région, aux spectacles de Raoul Duguay et de François Léveillé⁴¹. Seulement au cours de cette année, cinq spectacles rassemblant des artistes de cette envergure ont eu lieu au cégep. Au cours des quinze années à l'étude, plusieurs dizaines de spectacles rassemblant les étudiants et la communauté ont eu un succès indéniable. À ce titre il faut mentionner la présentation de la pièce *L'Opéra de Quat'sous*. Le rapport de 1980-1981 fait mention d'une participation massive de la population de la région et des alentours avec « quatre représentations à salle comble »⁴². Encore aujourd'hui, certaines personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche, en mars 2019, (le responsable des archives du cégep La Pocatière, les archivistes de la Société historique de la Côte-du-Sud, la bibliothécaire du cégep de La Pocatière, etc...) se rappellent cet événement qui a décidemment marqué les esprits. Enfin, il faut souligner la création de la Salle André-Gagnon qui a été inaugurée en mai 1982. Au cours de la première année de son existence, une cinquantaine

⁴¹ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-79*, La Pocatière, 1978-1979, p. 24.

⁴² Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 80-81*, La Pocatière, 1980-1981, p. 36.

d'activités culturelles ont été organisées dans le but de rejoindre la population sud-côtoise⁴³. Ainsi, la direction du cégep avait comme objectif d'ouvrir les ressources à la communauté. Cette salle, comptant environ 600 places, fut administrée, dans un premier temps, par le cégep lui-même qui a ensuite délégué cette responsabilité à une corporation régionale représentant les intérêts de la population. La salle a donc été construite en prenant en considération les besoins de la communauté et en mettant de l'avant la volonté du cégep de s'intégrer à son milieu.

Le cégep contribue aussi à rassembler la communauté et à lui présenter plusieurs grands projets culturels. Ceux-ci ont principalement pris la forme de vastes expositions portant, par exemple, sur la photographie, la peinture, la technologie et l'histoire. Ils ont connu une fréquentation importante au cours des années 1970 et 1980, avoisinant les 2000 personnes par événement⁴⁴. La première activité dans ce genre fut recensée en décembre 1970 par le quotidien *Peuple-Courrier* qui publia cinq articles portant sur *Expo-Cegep*. Ces derniers mettent l'accent sur la qualité des expositions étudiantes : « Comme plusieurs centaines d'étudiants, de parents, mais beaucoup moins d'industriels de la région, il nous a été donné de visiter cette formidable exposition qui se voulait un reflet concret du travail académique et para-scolaire qui est le lot des étudiants du Cégep.⁴⁵ » L'objectif de l'exposition était donc de faire découvrir à la population et plus particulièrement aux industriels le travail des étudiants et de présenter l'enseignement prodigué par cette nouvelle institution collégiale. Toutefois, comme l'indique la citation, ce rassemblement qui visait à arrimer les étudiants et les industriels, ne sut pas attirer les

⁴³ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 82-83*, La Pocatière, 1982-1983, p. 46.

⁴⁴ J-P-O, « Expo-Cégep ou l'activité créatrice des étudiants », *Peuple Courier*, 10 décembre 1970.

⁴⁵ *Ibid.*

entreprises de la région. L'année suivante, une activité relativement similaire fut proposée par les étudiants et les professeurs de sciences humaines sous l'appellation d'*Histo-Québec* : « [...] une exposition qui vise à mieux faire connaître l'histoire du Québec en général et celle de notre région en particulier⁴⁶. » Ces deux expositions avaient ainsi l'objectif commun de rassembler la population autour du travail des cégepiens et de leurs professeurs afin de faire découvrir les réalisations du cégep dans la région.

La deuxième moitié des années 1970 est, quant à elle, marquée par une multiplication de ce genre d'activités culturelles et scolaires et par une participation importante de la population sud-côtoise à ces dernières. À titre d'exemple, le 26 avril 1975, le *Peuple Courrier* fait mention que plus de 2000 personnes ont assisté à l'exposition de technologie physique du cégep (programme seulement dispensé au cégep de La Pocatière)⁴⁷. Cette exposition avait comme objectif de « montrer les inventions des étudiants et professeurs suite aux recherches qu'ils ont effectuées⁴⁸ ». En 1976, plus de 6000 personnes se sont déplacées pour assister à l'*Expo-Cegep*. Malgré l'achalandage important, l'article tend plutôt à mettre l'accent sur la mission principale de l'exposition :

[...], l'Expo-Cegep avait pour principaux objectifs de redonner du dynamisme aux différentes composantes de l'institution, de mieux faire connaître et d'implanter le Cégep dans son milieu et, finalement faire une certaine promotion auprès des étudiants de niveau secondaire dans

⁴⁶ J-P-O, « Histo-Québec au CEGEP de La Pocatière », *Peuple Courrier*, 31 mars 1971.

⁴⁷ J-P-O, « Quelques 2000 visiteurs à l'exposition de technologie physique du Cégep », *Peuple Courrier*, 26 avril 1975.

⁴⁸ *Ibid.*

la région. Il s'agissait en quelque sorte d'une opération de promotion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Cégep⁴⁹.

Cette initiative du cégep démontre donc mieux la volonté de ce dernier de s'intégrer à sa communauté. D'autres expositions de moins grande envergure ont aussi eu lieu entre 1976 et 1979, prenant des formes variées. Il faut, entre autres, mentionner le projet *L'astronomie au service du milieu* qui eut lieu en 1976 et 1977. Ce dernier voulait ouvrir les portes du cégep et plus spécifiquement de l'observatoire à la population et donner des ateliers sous-forme de cours portant sur l'astronomie, le tout gratuitement⁵⁰. En terminant, nous devons faire part des nombreuses expositions artistiques qui ont eu lieu entre 1975 et 1980. Mentionnons, à ce titre, l'*Expo-Photo* et l'exposition des étudiants d'arts plastiques du cégep qui eurent lieu toutes deux en 1978. Celles-ci ont su rassembler des centaines de personnes respectivement.

Ainsi, par la recension de l'ensemble des activités d'ordre culturel organisées par les étudiants et les professeurs, dans ses rapports annuels, le cégep tend à mettre de l'avant sa participation active dans son milieu. En effet, entre 1978 et 1988 plusieurs pages des rapports se consacrent à cette question, soulignant le dynamisme de l'institution dans la région. Le cégep de La Pocatière est donc conscient de son mandat dans la communauté et la participation citoyenne importante aux nombreuses activités de toutes sortes vient confirmer son rôle prédominant en matière de diffusion et de création de contenus culturels. Il faut cependant mentionner que le nombre de pages dédiées à cet aspect décline largement au cours de la première moitié des années 1980.

⁴⁹ J-P-O, « 6000 personnes ont répondu à l'invitation du Cégep de La Pocatière » *Peuple courrier*, 2 novembre 1976.

⁵⁰ Alphée Nadeau, « L'astronomie au service du milieu, une expérience réussie », *Peuple courrier*, 2 septembre 1977.

En effet, les rapports de 1978-1979 et 1979-1980 lui accordent près d'une dizaine de pages respectivement et quelques lignes dans les sections « L'apport au milieu » et « L'apport à la communauté ». On y recense l'ensemble des activités produites et une description exhaustive de chacune d'entre elles est formulée. Les auteurs étaient donc conscients de la valeur des activités culturelles dans une communauté comme celle de la Côte-du-Sud. La situation est toute autre à partir des années 1980, alors que les rapports se contentent de souligner la participation aux différents événements sans cependant les décrire extensivement comme auparavant. Ce délaissement progressif se remarque d'autant plus dans le rapport de 1988-1989, où seulement quelques lignes sont accordées aux activités culturelles. Cette tendance se confirme dans les rapports 1991-1992 et 1992-1993 où il n'y plus aucune mention des événements organisés. De plus, cela concorde en tous points avec la disparition des sections « L'apport au milieu » et « L'apport à la communauté ». Les raisons de cet abandon graduel ne sont malheureusement pas mentionnées dans aucun document à l'étude. Toutefois, nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle les cégeps et, plus largement, le ministère de l'Éducation ont lentement délaissé ou du moins accordé une importance moindre à la mission communautaire des établissements collégiaux. Ce changement de vision reflète bien l'enracinement du néo-libéralisme dans les modes de gouvernance au Québec. En effet, au cours de la période à l'étude on assiste à la critique de l'État providence. Cette transformation de mentalité s'est donc nécessairement reflétée dans la gouvernance et des cégeps.

3.3 Le cégep de La Pocatière au diapason avec son milieu

Il importe maintenant de se pencher sur l'enracinement du cégep de La Pocatière dans sa communauté. Pour ce faire, intéressons-nous d'abord à la représentation du milieu au sein de l'administration de cet établissement collégial. L'analyse de la composition du Conseil d'administration, au cours de la période à l'étude, constitue, selon nous, un moyen de mesurer cette représentativité. Il faut toutefois mentionner que la composition de ce Conseil est soumise à la loi C-29 qui régit et encadre les collèges d'enseignement généraux et professionnels du Québec. Conformément aux statuts du Cégep, le Conseil d'administration est divisé en sept catégories de membres totalisant 22 individus. On y retrouve des étudiants, des parents, des enseignants, des membres d'offices⁵¹, des employés de soutien, des professionnels non-enseignants et des personnes issues du milieu socio-économique de la région. Ce dernier groupe est composé de profils très variés et diffère beaucoup d'année en année. À titre d'exemple, en 1983, on y retrouve un notaire, un président de commission scolaire, un agronome travaillant au ministère de l'Éducation, l'adjoint du doyen de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et le directeur du génie industriel chez Bombardier Inc. Entre 1978 et 1993, la composition du Conseil d'administration du cégep n'a pratiquement pas changé. En effet, en moyenne les représentants du secteur socio-économique se dénombrent à 6 personnes sur 22. Ces derniers représentent donc environ 26% et constituent le plus grand groupe dans toutes les années à l'étude. Ceux-ci sont suivis de près par les parents des étudiants qui sont en moyenne 4, soit 20% de l'ensemble du

⁵¹ Les membres d'offices sont des employés du cégep qui occupent des postes de direction au sein de l'établissement.

Conseil. Les étudiants, quant à eux, représentent environ 9% des effectifs, soit en moyenne 2 individus par année. Les employés de soutien et les professionnels non-enseignants occupent chacun 4,5% du groupe. Enfin, les membres d'offices représentent 18% du Conseil d'administration, se dénombrant en moyenne à 4 individus. La communauté de la Côte-du-Sud est donc très bien représentée dans cette instance de gouvernance. En effet, si l'on additionne les représentants du secteur socio-économique aux parents et aux étudiants (deux groupes issus directement du milieu), on constate que 55% du Conseil d'administration du cégep de La Pocatière est composé de personnes reflétant les spécificités de la région. Ces individus sont donc en mesure de défendre les intérêts du milieu et d'arrimer la mission de cet établissement collégial aux besoins de la communauté.

Sur le terrain, cette mission, confiée au cégep, s'est réalisée de plusieurs façons au cours de la période à l'étude. En effet, les rédacteurs du rapport de 1986-1987 soulignent à grands traits l'importance d'une participation active du cégep dans son milieu :

Offrir à la collectivité régionale un ensemble de services favorisant son épanouissement culturel, social économique et physique. Cette mission est des plus importantes dans la réalisation des objectifs poursuivis face au service à la clientèle. Son implication se manifeste de différentes façons. Les activités offertes par le Service à l'éducation aux adultes, les ressources de la bibliothèque, les loisirs communautaires, le Centre sportif sont mis à la disposition de la population régionale⁵²

⁵² Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 86-87*, La Pocatière, 1986-1987, p. 57.

L'exemple le plus probant de cette importance que le cégep porte à sa communauté, est sans contredit l'ouverture de son centre sportif à la population et la multitude d'activités communautaires offertes par ce dernier. La recension de ces activités et la participation citoyenne occupent une place de choix dans les rapports de 1978 à 1983 inclusivement. En effet, ceux-ci décrivent avec beaucoup de précision l'ensemble des activités communautaires proposées (ballet jazz, karaté, natation, bain libre, etc.) en y mentionnant même le nombre d'heures consacrées à chacune d'entre elles lors de l'année scolaire. En 1982, on peut lire que l'achalandage du centre sportif a connu son apogée avec plus de 29 000 heures dédiées aux activités communautaires⁵³. Les rédacteurs de ce rapport sont donc parfaitement conscients de l'impact qu'elles ont sur le milieu et tendent à le souligner. Ceux-ci considèrent vraisemblablement cet « achalandage record » comme un accomplissement en soi.

Toutefois, à partir de 1983, l'inventaire de ces activités communautaires est de moins en moins fréquent, voire complètement inexistant. Effectivement, entre 1983 et 1988, seulement quelques lignes sont consacrées à cette question. Désormais, les rapports annuels ne font mention que du nombre d'heures de location du centre sportif de l'établissement sans analyser les répercussions sur la communauté. Le rapport annuel de 1989-1990 marque véritablement une rupture, dans la mesure où il met l'accent sur le revenu qu'engendre le centre sportif plutôt que sur l'utilisation qu'en fait le milieu⁵⁴. Cette tendance se confirme dans les rapports de 1990 à 1993, où l'on perçoit que les auteurs ne traitent que de l'inauguration de la nouvelle salle de conditionnement

⁵³ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 82-83*, La Pocatière, 1982-1983, p. 52.

⁵⁴ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 89-90*, La Pocatière, 1989-1990, p. 34.

physique qui, selon eux, serait porteuse de revenus très intéressants⁵⁵. Tout comme dans le cas du volet culturel, les rapports annuels tendent à délaissier un aspect qui, pourtant, était cher aux penseurs des cégeps, celui dédié à la communauté. Cependant, il est important de mentionner ici que cette absence dans les rapports annuels ne veut pas nécessairement dire que le cégep a délaissé sa mission envers son milieu. À cet effet, la ligue d'improvisation, créée en 1982, existe encore aujourd'hui et rassemble chaque semaine entre 50 et 100 personnes (étudiants et habitants de La Pocatière). Il n'en reste pas moins que les rapports annuels ont, au fil des années à l'étude, mis l'accent sur l'aspect marchand de l'institution plutôt que sur le volet communautaire qui occupait pourtant une place prépondérante vers la fin des années 1970 et le début des années 1980. En effet, au cours de la deuxième moitié des années 1980, les rapports consacrent une vaste section au coût d'opération du cégep dans une période instable économiquement. Effectivement, le début des années 1980 est marqué par une récession importante au Québec⁵⁶. Des milliers de travailleurs perdent leur emploi et plusieurs usines et manufactures sont contraintes de fermer leurs portes⁵⁷. Cette conjoncture est, en quelque sorte, à l'origine d'un changement des mentalités en ce qui a trait à l'administration publique. Ainsi, l'État-providence est fortement remis en question durant cette décennie⁵⁸. Sans pour autant réduire les dépenses dans les différents programmes sociaux, le gouvernement n'est plus en mesure de les accroître. Une gestion plus conservatrice des dépenses tend à s'implanter. Les administrateurs du cégep, qui doivent

⁵⁵ Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 92-93*, La Pocatière, 1992-1993, p. 32.

⁵⁶ René Durocher, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, vol. II, Québec, Boréal Express, 1979, p. 477.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.* p. 627.

répondre directement aux prérogatives du ministère, ont donc l'objectif de démontrer la viabilité économique du cégep au gouvernement dans une période de récession. Cette vision mercantile des cégeps est aussi dénoncée en 1988 dans un ouvrage collectif signé par les grands syndicats d'enseignants. En effet, ces derniers dénotent une transformation de la vision que le cégep entretient avec son milieu⁵⁹. Autrefois axé sur le développement de sa communauté via des partenariats avec divers organismes communautaires, les cégeps tendent plutôt à tisser des liens avec les petites et moyennes entreprises de la région⁶⁰. Ceux-ci dénotent donc le délaissement de l'aspect social des cégeps au profit d'un engagement axé sur le développement économique⁶¹.

3.3.1 Le programme de technologie physique : un atout pour la région

Pour compléter cette réflexion sur l'intégration du cégep de La Pocatière dans son milieu, il est nécessaire d'aborder la liste des programmes dispensés par ce dernier. L'analyse de l'évolution de la clientèle étudiante, au cours des quinze années à l'étude, permet de constater une prépondérance marquée du secteur professionnel qui surpasse largement le secteur général. En effet, en moyenne, sur les 1 100 étudiants inscrits chaque année, environ 700 s'inscrivent dans des programmes dits professionnalisants, comparativement à 420 pour les programmes pré-universitaires, comme il est possible de le constater à la figure 1. Cette situation s'explique en grande partie par la vocation originale du cégep de La Pocatière qui ne devait pas entrer en compétition avec celui de Rivière-du-Loup. Ainsi, comme nous avons pu le constater au chapitre 2, les

⁵⁹ CSN, FNEEQ, FEESP, *Les cégeps ont-ils un avenir ?* Montréal, Boréal, p. 126.

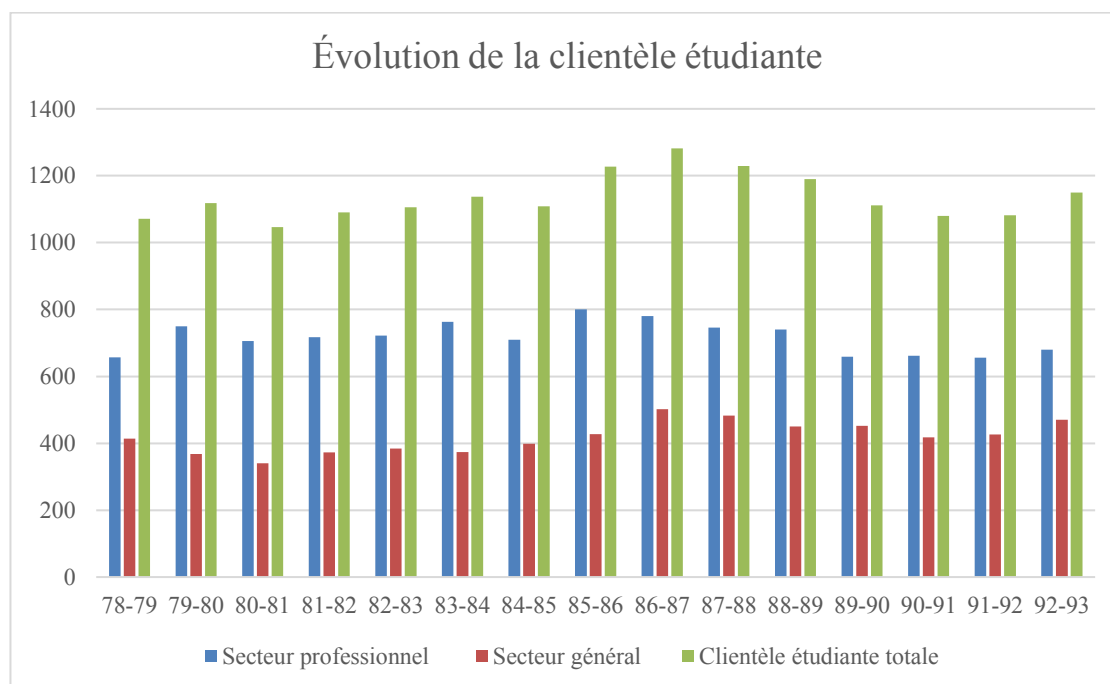
⁶⁰ *Ibid.* p. 123.

⁶¹ *Ibid.* p. 137.

représentants de la Mission ont donné un caractère provincial au cégep afin d’attirer des étudiants provenant de l’ensemble de la province. Pour ce faire, le cégep a développé une offre de cours axée sur les techniques et a mis sur pied des programmes uniques au Québec, dans le but d’attirer des étudiants provenant de l’extérieur de la région. L’exemple le plus probant est sans contredit la création du programme de technologie physique (244.00) instauré en 1971. Entre 1971 et 1993, cette technique professionnalisante attire annuellement 127 étudiants en moyenne. Cela représente 11% de l’ensemble de la clientèle étudiante.

Figure 1

Évolution de la clientèle étudiante du cégep de La Pocatière entre 1978 et 1993⁶²



⁶² Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-93*, La Pocatière, 1978-1993.

Cependant, un avis produit par le Conseil des collèges en 1982 mentionne que le succès de recrutement de ce programme est mitigé : « Malgré tous ses efforts, le collège de La Pocatière n'a que partiellement réussi à attirer chez lui une clientèle provinciale.⁶³ » Les auteurs du texte expliquent ce manque d'intérêt de la population extrarégionale par une méconnaissance du programme et par son « caractère aride »⁶⁴. Néanmoins, l'avis souligne, à plusieurs reprises, le taux de placement impressionnant des finissants de cette formation. En effet, ce même document démontre un engouement de plus en plus important des employeurs pour le recrutement des étudiants ayant complété le programme de technologie physique. En plus de ce dernier, il faut mentionner la création des techniques de soins infirmier et de comptabilité qui ont, elles aussi, été créées pour attirer des étudiants provenant de l'extérieur de la région. Toutefois, malgré les efforts de la direction du cégep, les données provenant des prévisions pour la construction de nouvelles résidences en 1970, démontrent que la population étudiante provient en grande majorité d'un rayon de moins de 75 km⁶⁵. Ces statistiques sont confirmées dans les rapports 1978-1979 et 1979-1980 qui retracent avec précision la provenance des étudiants. Cependant, les rapports subséquents se limitent à mentionner le nombre d'individus présent au cégep et les domaines dans lesquels ils font leur étude. Sans disposer des renseignements quantitatifs pour le démontrer, on peut penser que le cégep ne fut jamais en mesure d'attirer une grande clientèle provenant d'autres régions du Québec. Celui-ci a plutôt consacré ses efforts à attirer les jeunes habitants les petits

⁶³ QUÉBEC, *Avis du Conseil des collèges au ministre de l'Éducation concernant l'implantation du programme de technologie physique dans quatre collèges du Québec*, Québec, Conseil des Collèges, (janvier 1982), p. 8.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁵ Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/1, *Projet de construction des résidences pour filles*, La Pocatière, 25 mars 1968, p. 6.

villages parsemant l'arrière-pays sud-côtois. Cela peut être confirmé en partie par les plans d'aménagement d'une résidence pour filles produit par la direction du cégep en 1970 qui retracent avec précision la provenance de chacun des élèves.

Dans un autre ordre d'idées, il importe de se pencher sur le Centre spécialisé de technologie physique à La Pocatière qui est affilié au cégep. Ce dernier fut inauguré le 25 mai 1982 par le cégep⁶⁶. Trois mandats spécifiques sont à l'origine de sa mise en place : l'aide au milieu, la recherche et les publications-informations⁶⁷. De plus, trois mandats de collaboration complètent ces derniers : les activités de formation aux adultes, l'information scolaire et professionnelle et l'enseignement régulier⁶⁸. Ces grands mandats ont pour objectif d'aider les entreprises de la région dans leur modernisation et de faire connaître les réalisations de l'institution auprès du grand public. Le Centre spécialisé de technologie physique dépend directement du directeur général du cégep. Les rapports annuels de 1982 à 1993 lui consacrent une section complète et décrivent de façon exhaustive l'ensemble de ses réalisations dans le milieu. Contrairement aux dimensions culturelle et communautaire analysées plus haut, le nombre de pages dédié à cette section ne varie pratiquement pas à travers le temps. Cela peut s'expliquer en partie en raison de la valeur marchande du Centre spécialisé de technologie physique qui, au fil des années, s'est lentement affranchi des subventions gouvernementales et est devenu de plus en plus autosuffisant, jusqu'à même générer certains profits. Le fait que les réalisations de ce dernier soient quantifiables et visibles a probablement contribué à lui assurer une place de choix dans les rapports dans un contexte marqué par une montée

⁶⁶ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 82-83*, La Pocatière, 1982-1983, fonds du cégep de La Pocatière p. 42.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

du néo-libéralisme et d'une critique de plus en plus assumée de l'État-providence. À travers les dix années d'analyse, les auteurs des rapports ont mis l'accent sur deux aspects bien précis, soit sur les stages offerts aux étudiants pendant l'été et les projets d'aide technique aux entreprises de la région. En premier lieu, il est intéressant de se pencher sur les stages, qui sont résolument une fierté pour le centre étant donnée l'importance accordée à cet aspect de ses activités dans les rapports. En effet, chaque année, environ 140 stages sont offerts aux étudiants de niveau secondaire de la région. Ces stages ont pour effet de « favoriser l'intérêt chez les jeunes pour les technologies.⁶⁹ » De plus, ils contribuent à recruter ces mêmes jeunes dans le programme de technologie physique du cégep. En complémentarité avec ces stages, le centre offre plusieurs conférences et ateliers dans le but de familiariser la population avec la technologie et de faire connaître son travail. Cela prend notamment la forme de créations et de publications de dépliants, de manuels éducatifs et d'activités de vulgarisation scientifique. À titre d'exemple, en 1982-1983, le rapport souligne l'organisation du Symposium International de robotique industriel qui a reçu des spécialistes européens et nord-américains⁷⁰. En moyenne, les auteurs rapportent une dizaine d'activités de ce genre par année.

En ce qui a trait à l'aide technique aux entreprises, les rapports annuels y consacrent une section substantielle. En effet, de 1982 à 1993, deux à trois pages environ traitent des bénéfices de cette activité du Centre spécialisé de technologie physique. Chaque année, les auteurs des rapports présentent une liste exhaustive de l'ensemble des

⁶⁹ *Ibid.*, p. 45.

⁷⁰ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 82-83*, La Pocatière, 1982-1983, fonds du cégep de La Pocatière p. 43.

entreprises qui ont reçu cette aide technique. En 1987-1988, on recense, par exemple, vingt entreprises ayant bénéficié de ces services⁷¹. Concrètement, ce dernier a pour objectif de « faire cheminer les entreprises en les aidant à améliorer le rapport qualité-coût de leurs produits, tout en maintenant leurs procédés de production à la fine pointe de la technologie.⁷²» Le Centre a donc la volonté de s'impliquer et de participer à l'essor économique de la région et, plus particulièrement, à la modernisation des entreprises qui ponctuent le paysage sud-côtois. En ce sens, en 1983-1984, celui-ci a participé à l'automatisation d'une imprimante de fils au sein de l'entreprise Bombardier⁷³. De plus, cette même année, le rapport relate l'aide au développement d'un métier à tisser pour l'entreprise Pocanov⁷⁴. Les auteurs font mention que l'aide aux entreprises « constitue un apport important pour les entreprises de la Côte-du-Sud et contribue au développement socio-économique du Québec.⁷⁵» Toutefois, comme nous l'avons mentionné plus tôt, les rapports annuels ont comme mandat de mettre de l'avant les réalisations du cégep et du Centre. De ce fait ils ne contiennent souvent aucune nuance et vante sans cesse les mérites de cet établissement. Le nombre d'entreprises aidées par ce dernier est systématiquement recensé dans les rapports et s'approche d'environ dix annuellement. Ainsi, le Centre devient, au cours de la deuxième moitié des années 1980, un acteur de développement économique important pour la région en raison de ce programme d'aide. En effet, l'expertise développée, en matière de technologie physique, permet de moderniser et de rationaliser la production des entreprises. En 1987-1988, les

⁷¹ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 87-88*, La Pocatière, 1987-1988, fonds du cégep de La Pocatière p. 42.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 83-84*, La Pocatière, 1983-1984, fonds du cégep de La Pocatière p. 44.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 45.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 49.

auteurs notent que l'aide technique occupe 53% du temps du Centre, ce qui en fait le service le plus important et de loin⁷⁶. Bref, cette institution représente bien la volonté du cégep de s'intégrer et de participer prioritairement au développement économique de la communauté dans laquelle il s'est établi. Cependant, au cours de la fin des années 1980, les grands syndicats d'enseignants dénoncent cette nouvelle forme d'aide au milieu qui relève davantage d'une vision entrepreneuriale que sociale⁷⁷. Selon ces derniers la création de Centres spécialisés, comme celui de La Pocatière, témoigne de l'intérêt grandissant des administrateurs collégiaux pour l'efficacité-rentabilité⁷⁸. Ainsi, les syndicats enseignants tendent à proposer un retour aux valeurs communautaires et sociales qui ont animé la création des cégeps. Ils prônent une réorientation des énergies envers les petites et moyennes entreprises aux organismes communautaires de la région⁷⁹.

Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le cégep de La Pocatière est devenu, au cours de son existence, un acteur de développement économique majeur pour la Côte-du-Sud. En effet, comme nous l'avons vu, la région a connu un exode rural marqué au cours du 20^e siècle, ce qui a fortement défavorisé la région en matière de main-d'œuvre qualifiée. La création d'un cégep axé sur les programmes techniques et, plus particulièrement, la création du Centre spécialisé de technologie physique, a permis

⁷⁶ *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 87-88*, La Pocatière, 1987-1988, fonds du cégep de La Pocatière p. 47.

⁷⁷ *Les Cégep ont-ils un avenir ?* p. 123.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

de palier en partie à ce problème. En plus d'apporter une expertise technique et technologique à la région, le cégep a contribué à attirer des professionnels par la création d'emplois bien rémunérés. Cela s'illustre notamment par l'importance accordée aux salaires de ses employés dans les budgets annuels, qui s'élève à hauteur de 70%. De façon quantitative, il est possible d'affirmer que l'impact économique du cégep pour son milieu est loin d'être négligeable. En effet, au cours des quinze années à l'étude, le cégep a eu des retombées économiques de plus de 300 000 000\$ dans une communauté élargie composée de moins de 100 000 individus.

En matière culturelle, la concentration des services éducatifs dans un seul et même lieu, en l'occurrence le cégep, a contribué à créer un foisonnement d'événements et d'activités de toutes sortes. Ces dernières ont connu une participation notable de la population sud-côtoise et ont permis d'arrimer la communauté étudiante avec le reste du milieu. De plus, il faut mentionner que la création de la salle André-Gagnon a contribué à donner à la population un lieu de diffusion culturel ouvert à tous et axé sur ses besoins. Cependant, l'analyse des rapports annuels démontre un déclin marqué de l'importance accordée à la question culturelle et communautaire de la part de la direction du cégep. Il faut noter à cet effet une transformation de la définition de développement régional dans les rapports annuels. Effectivement, avant le milieu des années 1980, les administrateurs font part des différentes actions communautaires et culturelles auxquelles l'établissement a participé, en leur donnant la même importance que l'aspect économique. Toutefois à partir de 1987, le nombre de pages consacrés aux aspects culturelles et communautaires diminue drastiquement d'année en année pour devenir pratiquement inexistant dans les années 1990. Ce délaissement indique un changement

dans la culture de communication du cégep. Ce dernier est moins porté à analyser chacune des activités produites. Il met plutôt l'accent sur le nombre d'étudiants et sur son budget annuel, et ce, plus que sur tout le reste. Les enjeux liés à la culture et à la communauté sont donc relayés au second plan pour faire place à une dynamique axée sur les coûts de gestion de l'établissement et l'offre de cours proposée aux étudiants. Cette situation est la même en ce qui concerne les activités sportives offertes à la communauté. Dans ce cas comme dans l'autre, à partir des années 1980, ce sont les profits générés qui importent et non la participation citoyenne. Il n'en reste pas moins que le plus grand changement observable est, sans contredit, la disparition des sections « L'apport à la région » et « L'apport au milieu ». En effet, la diminution progressive et puis l'absence de ces sections, au cours de la deuxième moitié des années 1980, témoignent d'un désintérêt certain de la direction du cégep envers son milieu. Le fait de ne plus mettre de l'avant les réalisations du cégep illustre bien un changement de mentalité à l'égard du volet communautaire du projet des cégeps. Il serait toutefois faux d'affirmer que le cégep de La Pocatière n'a plus d'impact économique et culturel à partir de 1987. Au contraire, les tableaux, analysés démontrent plutôt une croissance constante des retombées dans la région.

Conclusion

En guise de conclusion à ce mémoire, il est possible d'affirmer, dans un premier temps, que la notion d'accessibilité géographique fut fondamentale dans le choix du modèle des cégeps. En effet, l'analyse du Rapport Parent démontre que l'accessibilité géographique fut sous-jacente à l'ensemble des réflexions des penseurs du système d'éducation moderne québécois. Ainsi, la création des cégeps n'a pas seulement pallié le manque d'accessibilité lié aux genres et aux revenus, comme le démontre l'historiographie à ce sujet, mais aussi le problème lié au vaste territoire québécois. La présente analyse met donc la lumière sur cet aspect très peu traité par les historiens s'intéressant à cette période historique. Au terme de cette réflexion, nous pouvons soutenir que le modèle des cégeps fut choisi en partie pour des raisons d'accessibilité géographique. L'objectif était d'étendre les établissements dispensant une éducation supérieure (cégeps) à l'ensemble de la province, y compris les régions les plus éloignées. Le ministère de l'Éducation, nouvellement créé, avait donc la volonté de parsemer le territoire québécois de cet institut, ainsi qu'on l'appelait dans les étapes préliminaires de la réflexion, relativement décentralisé pour assurer à l'ensemble des communautés québécoises un accès direct à l'éducation supérieure. Cela s'est fait en complémentarité avec la mise sur pied du réseau des Universités du Québec qui a été créé pour des raisons similaires. Notre interprétation s'inscrit en complémentarité avec les thèses dominantes de l'historiographie concernant les cégeps. Selon cette logique, la création du réseau des cégeps s'explique par une volonté étatique d'occuper le territoire québécois pour assurer une présence gouvernementale dans l'ensemble de la province. Une étude plus approfondie sur cette question serait très pertinente à réaliser. En effet, la mise en place

des cégeps se situe dans une période où les gouvernements provincial et fédéral avaient la volonté de développer les régions par une intervention étatique directe et substantielle. Ainsi, il serait possible, par exemple, d'établir une corrélation entre la création du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec et la mise sur pied des cégeps au Bas Saint-Laurent et en Gaspésie. Dans cette optique, il serait intéressant d'analyser les comptes rendus des débats entourant la création des cégeps à l'Assemblée nationale. Un court texte utilisant ces sources fut produit en 2011 par Évelyne Beaudin. L'article, intitulé *La création des cégeps : Le Rapport Parent et les débats parlementaires de 1967*, se contente toutefois de soulever les grandes questions et les aspects les plus récurrents des débats de l'Assemblée nationale. En utilisant les mêmes documents, mais en concentrant les efforts sur la question de l'accessibilité géographique, il serait possible de comprendre plus en détail les préoccupations politiques entourant la création des cégeps.

Dans un deuxième temps, notre mémoire permet de tirer la conclusion suivante : les comités organisationnels locaux ont joué un rôle déterminant dans la distribution des cégeps à l'échelle du Québec et, plus particulièrement, dans les régions les plus éloignées de la province. En effet, l'analyse des mémoires déposés à la Mission des collèges permet de constater que les comités ont développé une rhétorique portant sur l'accessibilité géographique et sur le développement de leur communauté respective. Ceux-ci se sont approprié le concept des cégeps et ont voulu mettre un accent soutenu sur le potentiel de cette institution par rapport au développement régional et, plus spécifiquement, économique de leur région. Ces comités ont principalement mis de l'avant un argumentaire basé sur la création et la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible de contribuer à l'essor économique des entreprises présentes sur le territoire

et, plus largement, sur la modernisation des secteurs économiques dominants dans les régions à l'étude. De plus, ceux-ci et les divers acteurs économiques régionaux (chambre de commerce, entreprises locales, notables) ont compris que la centralisation des activités éducatives dans un seul et même lieu pourrait devenir un vecteur de développement important, non seulement d'un point de vue économique, mais aussi aux niveaux social et culturel. Les demandes et les recommandations des comités ont ainsi permis la création de cégeps dans des lieux où il ne devait pas y en avoir initialement. Comme nous l'avons vu plutôt, la mise sur pied du cégep de Gaspé représente bien le pouvoir des comités organisationnels locaux auprès de la Mission et du gouvernement. Effectivement, la carte déposée par le COPEPP prévoyait un seul cégep situé à Rimouski devant desservir l'ensemble de la péninsule gaspésienne et les Îles-de-la-Madeleine. En réponse aux revendications soutenues de la population, le ministère prit la décision d'ouvrir un cégep à Gaspé. L'analyse du rapport de la Mission indique que ce choix fut fait en grande partie pour développer la région gaspésienne. Nos observations permettent donc de compléter les travaux de Martial Dassylva qui abordait cette question indirectement. En effet, notre étude permet de comprendre que la création des cégeps n'est pas seulement la résultante d'une action étatique, mais s'approche plutôt d'une collaboration active entre les communautés parsemant le Québec et les représentants du gouvernement. De plus, nous pouvons affirmer que les comités se sont approprié le projet des cégeps et ont défendu, parfois avec très grande vigueur, la création d'un tel établissement dans leur région respective. La population n'est donc pas restée passive devant les directives du gouvernement. Ainsi, le croisement des archives institutionnelles, comme les rapports de la Mission, et des sources plus locales (coupures de journaux, correspondances entre les comités et le gouvernement, mémoires déposés

à la Mission), permet de comprendre que le processus de création des cégeps s'est fait sur une échelle régionale et non strictement nationale, comme le proposait Martial Dassylva. En effet, ce dernier tend à présenter la mise sur pied du réseau comme un processus rationnel et cohérent répondant à des problématiques économiques et sociales présentes à l'échelle du Québec. Sans pour autant infirmer cette thèse, la présente étude démontre que la création de ces institutions ne se limite pas à une directive gouvernementale. En fait, dans la grande majorité des cas à l'étude, les représentants des régions (comités organisationnels locaux) ont fait valoir la nécessité d'un cégep pour leur communauté. Se faisant, ils ont réussi, à leur façon, à agrandir le réseau et devenir des acteurs de premier plan. Pour bien démontrer ce point encore plus solidement, nous aurions souhaité mettre la main sur une copie de la carte initiale proposée par le COPEPP. Il aurait été ainsi possible de comparer la distribution théorique des cégeps à celle qui s'est véritablement produite sur le terrain. Cela aurait pu prendre la forme, notamment, d'une carte interactive munie d'une ligne du temps qui permettrait de bien visualiser le rôle des comités dans la création du réseau. L'absence d'une telle carte est véritablement une limite importante pour cette étude.

Dans le même ordre d'idées, la création des campus délocalisés vient aussi confirmer le poids des comités dans la mise en œuvre des cégeps. En effet, l'idée de centres délocalisés contrevient à la nature même des cégeps, qui sont supposés être des établissements centralisés devant desservir un territoire donné. Ainsi, les diverses actions prises par la population et ses représentants ont permis la création de ces campus dans l'optique d'offrir une meilleure accessibilité à des communautés mal desservies ou isolées. La mise sur pied du campus des Îles-de-la-Madeleine, en 1982, s'inscrit dans

cette volonté et illustre de belle façon le rôle des populations dans la création du réseau. Ainsi, il est possible d'affirmer que la création du réseau ne fut pas l'apanage d'une directive étatique, mais bien d'un dialogue constant entre les représentants des communautés (comités) et le gouvernement. Cela rejoint la thèse d'Andrée Dufour qui avance des propos similaires concernant la mise en place du système scolaire au 19^e siècle. Il serait toutefois intéressant de se pencher plus en détail sur l'évolution de la perception de la population à l'égard des cégeps sur une plus longue période, soit entre 1970 et 1990. En effet, pour des raisons logistiques, nous avons pris la décision de concentrer nos efforts sur les premières années des cégeps correspondant à la deuxième moitié des années 1960. Une analyse sur le long terme permettrait de comprendre si un changement de mentalité s'est opéré au sein des communautés à l'étude. Qui plus est, un tel travail contribuerait à expliquer plus en détail le délaissement progressif des sections *Apport au milieu* dans les rapports annuels du cégep de La Pocatière. Il serait aussi pertinent de s'intéresser à la perception des populations habitant les centres urbains (Québec, Gatineau, Montréal) à l'égard des cégeps. Une telle étude permettrait de comprendre si l'accessibilité géographique et le développement économique liés à la création d'un cégep étaient des enjeux de taille pour ces communautés. Parallèlement et dans la même optique, une analyse portant sur les milieux anglophones pourrait être réalisée.

Troisièmement, l'analyse des rapports annuels de 1978 à 1993 du cégep de La Pocatière permet de conclure que cet établissement est véritablement un vecteur de développement régional pour plusieurs raisons. D'abord, d'un point de vue économique, le cégep est un employeur important dans la région. Il offre des emplois variés et surtout

bien rémunérés. Les sources à l'analyse n'ont cependant pas permis de connaître le nombre de personnes travaillant pour cet établissement au cours des quinze années que nous avons analysées. Une courte étude, portant sur cette question, serait des plus intéressantes. En effet, l'analyse de documents connexes aux rapports annuels, comme par exemple les annuaires de l'établissement ou les talons de payes (si ces archives sont disponibles), permettraient de comprendre l'évolution du nombre de salariés du cégep. Une telle recherche représenterait un bel apport à la présente en démontrant avec précision la qualité de ces emplois. Dans la même optique, il aurait été très intéressant de déterminer la provenance géographique des employés et leur lieu d'habitation, car malheureusement les sources à l'analyse ne sont pas en mesure de nous renseigner sur cette question. Ces données auraient ainsi permis d'établir si le cégep de La Pocatière est en mesure d'attirer des jeunes professionnels venant de l'extérieur de la Côte-du-Sud. Les coups de sonde que nous avons effectué lors de la rédaction de ce mémoire aux Îles-de-la-Madeleine tendent à confirmer que les cégeps en régions éloignées représentent un attrait certain pour les finissants universitaires en quête d'un premier emploi en enseignement collégial. Ces derniers apportent avec eux, non seulement leur expertise et leur savoir, mais aussi une mentalité différente. Ils permettent de dynamiser le milieu et de le rendre plus hétérogène. Indirectement, une rencontre s'établit entre les milieux urbains et les régions les plus reculées, un véritable échange de connaissances susceptible de bénéficier à l'ensemble des habitants. Une étude, utilisant comme source principale les témoignages oraux des anciens et nouveaux professeurs (ou tout autre employé de ces établissements), pourrait certainement éclairer ce phénomène.

En plus d'être un vecteur de croissance économique, le cégep de La Pocatière est sans contredit un vecteur de modernisation pour la région. La concentration d'activités intellectuelles dans un même lieu permet une diffusion de savoir qui est profitable pour les entreprises. Cela s'exprime, notamment, par les programmes techniques offerts comme celui de technologie physique. Ainsi, les finissants de ce programme deviennent une main-d'œuvre qualifiée pouvant rester et habiter le territoire et du même souffle contribuer à la rationalisation et la modernisation des industries. De plus, la création du Centre de technologie physique est lui aussi en mesure de participer à cette modernisation. Depuis sa création, le Centre a permis à plusieurs dizaines d'entreprises sud-côtoises de perfectionner leurs méthodes et de mieux s'arrimer au marché de plus en plus concurrentiel. Ainsi, l'expertise technologique de ce lieu a nécessairement contribué à la revitalisation de plusieurs entreprises de petites tailles et au développement de plusieurs autres. À ce titre, il faut mentionner la compagnie Bombardier qui a bénéficié, à quelques reprises, de cette aide aux entreprises. Une étude plus approfondie sur les liens entre Bombardier, le Centre de technologie physique et le Cégep serait très pertinente à réaliser. Elle permettrait de comprendre si la croissance de l'usine de La Pocatière est liée au programme de technologie physique dispensé par le cégep. Il est tout de même possible, sans avoir de chiffres à l'appui, d'émettre l'hypothèse que la formation technique développée par le cégep a créé un bassin de main-d'œuvre qualifiée à porter de main. La compagnie Bombardier, étant située à seulement quelques kilomètres de l'établissement, a pu bénéficier de ces jeunes techniciens à titre de stagiaire.

Il est aussi possible de conclure que le cégep de La Pocatière participe de façon active au développement de sa communauté en concentrant ses efforts sur les besoins réels du milieu. Du point de vue culturel, il est véritablement devenu, au cours de son existence, une plateforme de diffusion importante pour la région. À titre d'exemple, la création de la salle André Gagnon et les nombreux spectacles de grandes envergures témoignent de ce bouillonnement culturel créé par le cégep. Au fil des années, un puissant lien s'est effectué entre le milieu et cet établissement, le rendant pratiquement essentiel à la survie de la région. Celui-ci a su s'intégrer et dynamiser son milieu en attirant des jeunes provenant de l'ensemble du Québec et même de l'Europe. Ce dernier a donc permis de créer une vivacité culturelle qui est encore présente à La Pocatière de nos jours. Le constat est le même sur la scène plus communautaire. Effectivement, en ayant un Conseil d'administration composé d'une majorité d'individus représentant le milieu, le cégep fut en mesure de s'intégrer à sa communauté et d'en devenir un acteur de premier plan. L'exemple le plus probant de cette réalité est sans contredit les nombreuses activités sportives mises en place par le centre sportif. Les rapports annuels mettent en lumière, jusqu'au milieu des années 1980, la participation de plus en plus importante à ces rendez-vous sportifs.

Pour terminer, il importe de souligner qu'une étude comparative entre différents cégeps de région serait des plus intéressantes à effectuer pour mieux saisir les impacts de ces établissements dans de petites communautés. La comparaison permettrait de mieux comprendre la relation que le cégep noue avec son milieu et les nuances selon les régions. Puis, afin d'enrichir la discussion de façon considérable, une étude pourrait se pencher sur les questions suivantes : Quelles sont les différences de perception de la

population habitant les centres urbains par rapport au cégep, en comparaison avec les celle demeurant en régions éloignées ? Est-ce que les urbains considèrent les cégeps comme étant seulement des lieux d'éducation ou, tout comme les gens résidant dans des zones peu peuplées, les établissements collégiaux sont perçus comme des acteurs de développement économique, culturel et communautaire ? En d'autres mots, faire une étude similaire à celle-ci en comparant les cégeps régionaux à ceux des villes pour en tirer les différences.

Bibliographie

1. Corpus de sources

1.1 Documents institutionnels

PROVINCE DE QUÉBEC, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec*, [Rapport Parent].

Première partie (tome 1), *Les structures supérieures du système scolaire*, Québec, 1963, XIII+ 128 p. Vol. 1.

Deuxième partie (tome II), *Les structures pédagogiques du système scolaire. A- Les structures et les niveaux de l'enseignement*, Québec, 1964, ix + 404 p. Vol. 2.

Deuxième partie (tome II, suite), *Les structures pédagogiques du système scolaire. B- Les programmes d'études et les services éducatifs*, Québec, 1964, 391 p. Vol. 3.

Troisième partie (tome III), *L'administration de l'enseignement. A-Diversité religieuse, culturelle, et unité de l'administration*, Québec, 1966, iv +244 p. Vol. 4.

Troisième partie (tome III, suite), *L'administration de l'enseignement. B- Le financement. C- Les agents de l'éducation*. Québec, 1966, v + 287 p. Vol. 5.

QUÉBEC, *La relation cégep-milieu : Entre le discours et la réalité* (Collection Études et réflexions sur l'enseignement collégial 1982-1983), *Rapport*, Québec, Conseil des collèges, 1982-1983, 185 p.

QUÉBEC, *Avis du Conseil des collèges au ministre de l'Éducation concernant l'implantation du programme de technologie physique dans quatre collèges du Québec*, Québec, Conseil des collèges, (janvier 1982), p. 8.

QUÉBEC, *Sixième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, février 1967, 203 p.

QUÉBEC, *Septième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, 1968, 107 p.

QUÉBEC, *Huitième Rapport de la Mission des collèges d'enseignement général et professionnel*, janvier 1969, 57 p.

1.2 Société historique de la Côte-du-Sud

1.2.1 Fonds Raymond Marie Raymond

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/1, *Mémoire des professeurs de l'enseignement spécialisé niveau post-secondaire, Montmagny, 1967*, p. 2.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), La Pocatière, 14 février 1967.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Paul Cloutier* (Ministère de la Santé), La Pocatière, 14 février 1967.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Chambre de Commerce de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), La Pocatière, 14 février 1967.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Claude Rousseau, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), Montmagny, 24 octobre 1967.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, L.J. Roy, *Lettre à l'honorable Jean-Guy Cardinal* (Ministère de l'Éducation), Montmagny, 23 octobre 1967.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Lettre à l'honorable Daniel Johnson* (Premier Ministre), La Pocatière, 25 mars 1968.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (Ministre de l'Éducation), La Pocatière, avril 1967, 5 p.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (ministre de l'Éducation) Annexe A (Photocopie de la correspondance entre le Comité d'Organisation de Rivière-du-Loup et celui de la région de la Côte-du-Sud), La Pocatière, avril 1967, 3 p.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Addenda au mémoire présenté à Monsieur Jean-Jacques Bertrand* (ministre de l'Éducation), La Pocatière, avril 1967, 24 p.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Raymond Marie Raymond, *Lettre à Mario Cardinal* (Responsable des journalistes au journal *Le Soleil*) La Pocatière, 9 mars 1968.

Fonds Raymond Marie Raymond F164/3/4, Comité d'Organisation du CEGEP de la Côte-du-Sud, *Lettre à l'honorable Daniel Johnson* (Premier Ministre), La Pocatière, 25 mars 1968.

Comité régional d'étude F164/B, Comité d'organisation de l'enseignement collégial de la Côte-du-Sud, *Relevé sténographique de la réunion du 25 septembre 1968*, 19 p.

1.2.2 Fonds Léon Destroimaisons

Fonds Léon Destroimaisons F129/26/14, Jacques Cimon, Éditorial du 24 février 1968. 24 février 1968. Émission de radio. Animée par Jacques Cimon. Diffusée le 24 février 1968. Rivière-du-Loup: CJFP.

1.2.3 Fonds cégep de La Pocatière

Fonds du cégep de La Pocatière, *Rapport annuel du Cégep de La Pocatière 78-93*, La Pocatière, 1978 à 1993.

1.2.4 Fonds cégep des Îles-de-la-Madeleine

Fonds du cégep du campus des Îles-de-la-Madeleine, *Rapport annuel du Cégep Gaspé 88-89*, Gaspé, 1988-1989, 53 p.

1.3 Articles journaux

1.3.1 Le Soleil édition du Bas St-Laurent

LABERGE, Réal. « Les ressources de La Pocatière ont primé », *Le Soleil édition du Bas St-Laurent*, 8 mars 1968.

CIMON, Jacques. « Une escalade « télégraphique » en faveur de l'implantation d'un CEGEP au Grand-Portage », *Le Soleil, édition du Bas Saint-Laurent*, 12 février 1968.

CIMON, Jacques. « Selon le président de la Chambre de Commerce de Rivière-du-Loup : Un CEGEP doit constituer une entité et non un éparpillement », *Le Soleil édition du Bas Saint-Laurent*, jeudi 14 mars 1968.

CIMON, Jacques. « Malgré l'interdiction du ministère de l'Éducation Rivière-du-Loup continue d'élaborer son CEGEP pour septembre prochain », *Le Soleil édition du Bas Saint-Laurent*, 10 juin 1968.

1.3.2 Peuple Courier

J-P-O. « Expo-Cégep ou l'activité créatrice des étudiants », *Peuple Courier*, 10 décembre 1970.

J-P-O. « Quelques 2000 visiteurs à l'exposition de technologie physique du Cégep », *Peuple Courier*, 26 avril 1975.

J-P-O. « Histo-Québec au CEGEP de La Pocatière », *Peuple Courier*, 31 mars 1971.

J-P-O. « 6000 personnes ont répondu à l'invitation du Cégep de La Pocatière » *Peuple courrier*, 2 novembre 1976.

NADEAU, Alphée, « L'astronomie au service du milieu, une expérience réussie », *Peuple courrier*, 2 septembre 1977.

1.3.3 L'Action

MARSOLAIS, Claude. « Pour l'obtention d'un CEGEP : Lutte intense entre Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Rivière-du-Loup », *l'Action*, Québec, 20 mars 1968.

1.3.4 Le Courrier de Montmagny-L'Islet

BOUCHER, Boucher. « Le CEGEP nous intéresse tout de même un peu », *Le Courrier Montmagny-L'Islet*, 28 mars 1968.

2. Études

2.1 Monographies

AUGUSTIN, Jean-Pierre et Raymond HUDON, dir. *Villes, régions, et universités : Les acteurs et leurs pratiques*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 269 p.

BIENVENUE, Louise, Olivier HUBERT et Christine HUDON. *Le collège classique pour garçons. Études historiques sur une institution québécoise disparue*. Montréal, Fides, 2014, 416 p.

CHARLAND, Jean-Pierre. *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*. Québec, ERPI, 2005, 205 p.

CHARLAND, Jean-Pierre. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1982, 485 p.

CHENARD, Pierre et al, *L'accessibilité aux études postsecondaires : un projet inachevé*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, 422 p.

CORBO, Claude. *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, 432 p.

CORRIVEAU, Louise. *Les cégeps : une question d'avenir ?* Québec, Institut de recherche sur la culture, 1991, 133 p.

CSN, FNEEQ et FEESP. *Les cégeps ont-ils un avenir ?* Montréal, Boréal, 245 p.

DASSYLVA, Martial. « La naissance des cégeps, 1964-1971 », mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, l'Université du Québec à Montréal, 2004, 171 p.

DORAY, Pierre et Claude LESSARD, dir. *50 ans d'éducation au Québec*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, 308 p.

DUFOUR, Andrée. *L'histoire de l'éducation au Québec*. Montréal, Boréal, 1997, 123 p.

DUMONT, Fernand, Simon LANGLOIS et Yves MARTIN, dir. *Traité des problèmes sociaux*. Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 p.

DUROCHER, René, Paul-André LINTEAU, et Jean-Claude ROBERT. *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, vol. II. Québec, Boréal Express, 1979, 834 p.

FORTIN, Jean-Charles et Antonio LECHASSEUR. *Le Bas-Saint-Laurent*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, coll. « Les régions du Québec : histoire en bref », 190 p.

GALARNEAU, Claude. *Les collèges classiques au Canada français*. Montréal, Fides, 1978, 287 p.

GRAVEL, Robert et LAVERGNE. *Impro I : Réflexions et analyse*, Québec, Leméac, 1987, 159 p.

HAMEL, Thérèse, Lucie HÉON et Denis SAVARD, dir., *Les cégeps : une grande aventure collective québécoise*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2008, 533 p.

HAMEL, Thérèse. *De la terre à l'école : histoire de l'enseignement agricole au Québec, 1926-1969*. Montréal, Hurtubise HMH, 2000, 366 p.

HAMEL, Thérèse. *Le déracinement des écoles normales : le transfert de la formation des maîtres à l'université*. Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1991, 231 p.

HAMEL, Thérèse. *Un siècle de formation des maîtres au Québec : 1836-1939*. LaSalle, Hurtubise HMH, 1995, 375 p.

INCHAUSPÉ, Paul. *Avenir du Cégep*. Montréal, Liber, 1992, 208 p.

JEAN, Bruno. *Le BAEQ revisité : un nouveau regard sur la première expérience de développement régional au Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 215 p.

MÉNARD, Olivier. « Le ciné-club étudiant au Québec, un véhicule d'ouverture à la modernité culturelle, 1949-1970 », mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2006, 181 p.

PROULX, Marc-Urbain, dir. *L'économie des territoires au Québec : Aménagement, gestion et développement*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2002, 364 p.

PROULX, Marc-Urbain, dir. *Le phénomène régional au Québec*. Québec, Les presses de l'Université de Laval, 1996, 371 p.

TREMBLAY, Arthur. *Le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 1989, 430 p.

2.2 Articles scientifiques

BEAUDRY, Catherine. « L'attraction des diplômés universitaires en région périphérique L'influence des facteurs régionaux ». *Recherches sociographiques*, Vol. 55 (2014), p. 363-384.

CORBO et Robert GAGNON. « Présentation ». *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 12, no 2 (hiver 2004), p. 10-16.

DOLOREUX, David, Steve DIONNE et Jean BRUNO. «The evolution of an Innovation System in a Rural Area: The Case of La Pocatière, Québec». *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 31 (mars 2007), p. 146-167.

DOLOREUX, David *et al.*, «Constructing regional advantage in non-metropolitan regions: A comparison between La Pocatière (Canada) and Tromsø (Norway) ». *Norwegian Journal of Geography*, Vol. 66 (septembre 2012), p. 144-154.

DUGAS, Clermont. « Le développement régional de l'Est du Québec de 1963 à 1972 ». *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 17, n° 41 (1973), p. 283-316.

LEMIEUX, Vincent et Pierre JOUBERT. « Administration, politique et collégialité : les modes de gouverne dans les cégeps ». *Recherches sociogéographiques*, Vol.27, n° 3 (1986), p. 421-423.

LUCIER, Pierre. « L'université du Rapport Parent ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no 2 (hiver 2004), p. 81-95.

MORIN, Dominique. « Une transition métropolitaine des “régions” qui donne forme au retour de la croissance démographique dans l'Est du Québec ». *Canadian Journal of Regional Science*, Vol.36 (septembre 2013), p. 73-85.

ROCHER, Guy. « Un bilan du Rapport Parent : vers la démocratisation ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, n° 2 (hiver 2004), p. 117-129.

SIMARD, Jean-François. « L'influence du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec dans le développement de l'administration publique québécoise ». *Canadian Public Administration*, Vol.52 (septembre 2009), p. 457-48p.

2.3 Sites web

BELHEDI, Amor. (16 juillet 2012), *AmorBelhedi's Blog* [site web], consulté le 16 septembre 2006, <http://www.AmorBelhedi.worldpress.com>

NDONKY, Alphousseyni, OLIVEAU, Sébastien et LALOU, Richard et Stéphanie Dos Santos, (2015, décembre) « Mesure de l'accessibilité géographique aux structures de santé dans l'agglomération de Dakar », *European Journal of Geography*, [En ligne], no 12, sur le site Cybergeo : revue européenne de géographie, consulté le 12 novembre 2018, <http://journals.openedition.org/cybergeol/>

CDE (2019, 12 janvier), *OCDE* [site web], consulté le 16 septembre 2018, <https://www.oecd.org/fr/>

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (7 août 2019), *Bilan du siècle* [site web], consulté le 7 août 2019, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan>